

MINADER



Infos

Fresh hopes
to revamp
the Pamol
Plantation

Magazine trimestriel d'informations du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural du Cameroun • N°002, janvier - février 2021

Les visages de l'or vert
au Cameroun :

**Forces, faiblesses,
opportunités
et menaces**



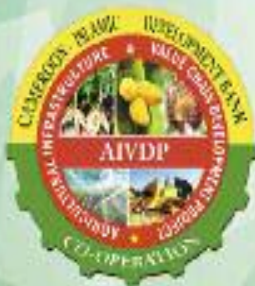
Les bons points
du Recensement
général de l'agriculture
et de l'élevage

The strength
of Agriculture:
No Food for lazy
person

CAMPAGNE COMMERCIALE CACAÏÈRE 2020 - 2021

La région de l'Adamaoua
devient un bassin
de production

AGRICULTURAL INFRASTRUCTURE AND VALUE CHAIN DEVELOPMENT PROJECT



Email: aivdp.buea@gmail.com
aivdp-buea@hotmail.com
Tel./Fax: 233323411/12
P.O. Box: 336 Buea

SEMRY

Riz

SEMRY[®]

En vente à la MIRAP
Et dans les magasins
témoins

- RIZ DE LUXE
- RIZ MARCHAND
- BRISURES DE RIZ
- RIZ DIETETIQUE

FRAIS, NATURELLEMENT PARFUME AVEC UNE HAUTE VALEUR NUTRITIVE

Notre objectif : nourrir le Cameroun et la Sous-région

Société de Développement au capital de 4 580 000 000 CFA R.C. 09-82 BP-40 Yaoundé
Tél: (+237) 222 29 82 03 / 222 29 82 11 Fax: 222 29 02 85 Site web: www.semry.org E-mail: info.ncl@semry.org



S.E. Paul BIYA
*Président de la République
du Cameroun*

H.E. Paul BIYA
*President of the Republic
of Cameroon*

« L'agriculture, je le répète, est notre
authentique richesse. »

*Paul BIYA le 17 janvier 2011
Discours inaugural du Commice agropastoral d'Ebolowa*

« Agriculture, I repeat, is our real wealth. »

*Paul BIYA 17 January 2011
Inaugural speech of the Ebolowa Agropastoral show*



Dr Joseph Dion Ngute
Premier Ministre Chef du Gouvernement

Dr Joseph Dion Ngute
Prime Minister Head of the Government



Gabriel Mbäirobe
Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

Gabriel Mbäirobe
Minister of Agriculture and Rural Development



Ananga Messina Clémentine
Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, chargée du Développement Rural

Ananga Messina Clémentine
Minister Delegate to the Minister of Agriculture and Rural Development, in charge of Rural Development



Pr MBONG épse BAMBOT Grace Annih
Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Pr MBONG épse BAMBOT Grace Annih
Secretary General to the Ministry of Agriculture and Rural Development

Minader Infos est une publication du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Tél :
696 98 40 14 / 677 92 76 63

website :
www.minader.cm

Directeur de publication :
Gabriel Mbaïrobo

Directeur de publication délégué :

Clémentine Messina Ananga

Présidente du Comité Editorial :

Pr Mbong

épse Bambot Grace Annih

Rédacteur en chef :

Djaoudjaourou

Rédacteurs en chef adjoints :

Heris Nange Tohnain

Awana Théophile

Secrétariat de Rédaction

Pauline Mbiadou

Anne Marie Dang

Photos

Eric Gueguim

Ebela Athanase

Collaboration :

André Mbairanodji

Mahama Dougdje

Clarisse Taïga

Josiane Ndomo

Edithe Nadège Messoum

Mireille Diyani

Gervais Ngolembe Ambang

Maquette et Infographie :

Vincent Malyk Nomo

Tél. : 672 16 60 50

Impression

Groupe Colorix

Tél. : 699888577



Editorial	7
Experts in the Agricultural sector chart ways for the development of the rural sector in Cameroon	8
Le mouvement coopératif au Cameroun	10
Cinq questions au directeur du développement local et Communautaire	10
Trainees from Nigerian Air Force College Hold Talks with Agriculture, Livestock Ministers	11
Integration of agricultural training in schools to go operational in cameroon	12
Campagne commerciale cacao 2020-2021: Le gouvernement met l'accent sur la qualité des fèves	14
L'Adamaoua devient un bassin de production de cacao	15
Upper Nun Development Authority (UNVDA) Ndop gets a new Boss	16
Upper Nun Valley Development Authority (unvda)	17
Minader/FAO : deux nouveaux accords signés	19
Budget 2021 du Ministère l'Agriculture et du Développement rural	20
FAO/Cameroun : Le Comité de l'Agriculture acte pour la création en son sein du sous-comité de l'Élevage	21
Pamol Plantations PLC gets a new GM	22
World Food Day : A Commitment to Ensure Rural Development and Food Security	24
Gabriel Mbaïrobo, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural	25
31 ^e session de la conférence de la FAO pour l'Afrique : Zimbabwe 2020	27
Le nouveau Top Management de l'Office Céréalier aux commandes !	28
Government reassures steady support to Mideno, Unvda	29
Success story : Ces jeunes entrepreneurs agropastoraux qui se démarquent...	32
Dossier : Les visages de l'or vert au Cameroun	37
Filière coton : deux nouveaux projets pour booster la productivité	48
Le Recensement général de l'agriculture et de l'élevage en marche !	49
Développement du secteur semencier Un document de référence élaboré	51
Solanum potato evolution in the Boyo Division, North West region	52
La culture de la pomme de terre : un vivier d'opportunités	53
Gabriel Mbaïrobé au milieu des contingences économiques	54
All you need to know about the vegetable spice, onion	56
Culture de l'oignon : Une filière pleine d'espoir	57
Prosapva steps up the promotion of wheat production in Cameroon	59
Agro entrepreneuriat jeune : avancées et perspectives	60
Minader commits to making Cameroon world's leading cashew produce	62
Formation professionnelle agricole : Un impératif pour une agriculture de seconde génération	63
Le PEA-Jeunes : un atout majeur pour le secteur agropastoral	64
La tomate : le diamant rouge	65
Le foncier agricole allégé!	66
Etablissements de formation agricole et rurale : le concours d'entrée fait foule	67
The Peri-urbans of Douala and Buea soon to expand on their market gardening activities	68
Culture de l'anacarde : l'État veut relever un grand défi	69
Addressing marketing challenges in maize and pineapple through the adoption of the value chain model	71
Un nouveau jour se lève sur le Fonds de développement des filières cacao et café (FODECC) !	73
Les produits phytosanitaires et les appareils de traitement passés au scanner	75
Au centre de la culture de l'ananas!	76
Filière mangue : Rompre avec les techniques de production artisanale	77
28,589 milliards de FCFA pour le PADFA de l'Agriculture et du Développement Rural à Maroua	78
Et si on digitalisait notre agriculture ?	80
Lancement du PADFA II par le Minader à Maroua	81
La fraisculture : Une culture en pleine expansion au Cameroun	82



Par Gabriel Mbäirobe,
Ministre de l'Agriculture et du
Développement Rural

Efficacité et impact de l'action de soutien à la productivité agropastorale

S'inscrivant dans la logique de la mise en œuvre de l'Agriculture de Deuxième Génération telle que voulue par le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural est engagé en faveur de l'efficacité et de l'impact de soutien à la productivité agropastorale. En clair, il s'agit de la logique qui consiste à mettre l'élevage en complémentarité avec l'agriculture, une passerelle pour une agriculture intensive, moderne et créatrice d'emplois.

Complexe et varié, l'agropastoralisme est appréhendé comme une pratique difficile à saisir, du fait de la mise en commun des comportements agricoles et pastoraux. Le système renvoie à la coexistence entre activités agricoles et activités pastorales, un système au sein duquel l'élevage est mis en complémentarité avec l'agriculture pour valoriser alternativement les résidus de chacune de ces activités. Pour faire simple, les résidus de récolte pour les animaux et les déchets d'animaux utilisés comme fumure dans l'agriculture.

Au plan économique, les spécialistes définissent un système de production agropastorale comme un système dans lequel 50% du revenu brut des paysans proviennent de l'agriculture, et 10 à 50% de l'élevage pastoral. Ce mécanisme d'interdépendance entre l'agri-

culture et l'élevage qui a une longue histoire au Cameroun et que d'aucuns appellent, la « stratégie gagnante », permet de conserver la fertilité naturelle des champs tout en nourrissant le bétail.

L'histoire agricole du Cameroun nous apprend, que dans la partie septentrionale du pays par exemple, la fertilité des champs repose dans certaines localités sur le bétail, plus particulièrement, le bœuf. Le bœuf reste un pilier du mode de production agropastorale. La fertilité des champs repose sur le bétail qui, lors du passage sur les parcelles agricoles, dépose leur déjection utile à la reconstitution de l'écosystème du sol déjà dégradé sous l'effet de la carence d'eau de pluie et de la sécheresse. A cette pratique, s'ajoutent, les systèmes agropastoraux à élevage sédentaire qui concernent les troupeaux de bovins et de petits ruminants qui profitent des résidus de culture qui constituent une alimentation de bonne qualité. De plus, la méthode consistant à faire paître le bétail dans le champ post-récolte permet d'assurer un transfert des éléments fertilisants constitués dans les bouses de bœuf. Toutes ces pratiques ci-dessus énoncées font partie des savoirs endogènes sur lesquels, les agriculteurs s'appuient pour renforcer leur résilience. Pour le gouvernement camerounais, il est urgent d'inscrire toutes ces actions de résilience sous le prisme d'un agropastoralisme durable qui intègre une approche agro-écologique. De cette option gouvernementale, la volonté de stimuler l'essor du secteur agropastoral s'est concrétisée dans les années 2000 sous la conduite du Minader en collaboration avec le Minepia à travers des dispositifs d'appui-conseil et d'accès aux microcrédits.

Dans une deuxième étape et dans le souci de renforcer la résilience structurelle du système agropastoral, le Minader et ses partenaires techniques et financiers ont mis l'accent sur la professionnalisation des exploitations, et sur la nécessité de faire de l'agropastoralisme un pourvoyeur d'emplois pour jeunes comme l'a si bien exprimé le Président Paul Biya au comice agropastoral d'Ebolowa en janvier 2011 en ces termes : *« dans un pays comme le nôtre où 60 % de la population vit de l'agriculture, celle-ci devrait être le premier pourvoyeur d'emplois. Or, nous savons que beaucoup de ruraux-les jeunes notamment trouvent difficilement à s'employer ».*

L'emploi des jeunes dans le secteur agro pastoral est un enjeu majeur pour la réduction de la pauvreté. C'est dans ce cadre que le Minader a sollicité l'appui du Fonds International de Développement Agricole pour la conception et la mise en œuvre du Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes). Ce programme vise à soutenir le développement d'entreprises rentables dans les filières agro pastorales porteuses. A l'emploi des jeunes, les préoccupations du Minader vont vers l'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales à travers des programmes qui ont pour objectifs d'améliorer les performances économiques des principales filières agropastorales et d'augmenter leurs revenus.

En somme, il est possible de valoriser des synergies entre agriculture et élevage à travers le développement de l'utilisation de la fumure animale, l'utilisation du fourrage pour les cheptels intégrés et la mise à disposition des produits vétérinaires gérés par les agriculteurs.

Experts in the Agricultural sector chart ways for the development of the rural sector in Cameroon



Group photo

■ *On September 09 and 10, 2020, the expert in the domain of Agriculture met in Yaounde, Cameroon to adopt a document that highlights the rural development strategy of 2020-2030.*

Cameroon's vision of becoming an upper-middle-income country and of reducing poverty to less than 10 per cent by 2035 is an ambitious one. It would entail achieving a real per capita annual GDP growth rate of 5.5 per cent throughout the period up to 2035, which would represent a marked increase over historical levels. The most promising avenue for reducing extreme poverty in Cameroon is to improve rural people's livelihoods by boosting agricultural productivity, as 85 per cent of the country's poor live in rural areas. The agricultural sector continues to be of vital importance, employing around 50 per cent of the economically active population

and generating an estimated contribution of 22.3% (2015) GDP. This sector is chiefly composed of some 2 million small family farms, and many of these households, especially those that include unskilled rural women and youth, are home to the poorest people in the population. The country has a comparative advantage in primary products thanks to a relative abundance of natural resources and unskilled and semi-skilled labour.

The main constraints on the development of the sector and on efforts to boost its productivity are: (i) the widespread use of traditional practices rather than modern technologies; (ii) a lack of suitable production, processing and

marketing infrastructure; (iii) limited access to financing and production inputs; (iv) the physical isolation of production areas from markets; (v) the limited capacity of public institutions in such areas as project management; (vi) shortcomings on the part of farmers' organizations; (vii) a lack of incentives for private-sector engagement; (viii) highly variable weather EB 2019/127/R.20 2 conditions; and (ix) a suboptimal application of the results-based management approach, particularly in the areas of performance monitoring and data production.

It is within this framework that in 2014 the rural development strategy and the national investment plan project were created to overcome the constraints faced by the agricultural rural sector. This phase ended in 2020 which marks the beginning of the second phase. A workshop was organized from the 09th to the 10th of September 2020 under the distinguished patronage of the Minister of Agriculture and Rural development, Gabriel Mbairrobe accompanied by some administrative and technical partners. Gabriel Mbairrobe, the Minister of Agriculture and Rural Development, explains that: *“with a view to the emergence of 2035, there was a first phase, which was supported by the strategy document for growth and employment, the development of the rural sector, the national agricultural investment plan”*. This phase has come to an end. We are therefore preparing the second phase, which will be underpinned by the national development strategy document. The rural sector, which is an important sector of our economy, should therefore join not only this document but also the international commitments made by the State, the Minister added. The forum is aimed at *“adopting the rural sector development strategy document coupled with its National Agricultural Investment Plan for the period 2020-2030”*. This document should serve as a reference framework for the interventions of actors in



Tobie Ondoua, Project Coordinator

the sector over the next ten years. Thus, to support the development of the rural sector, our colleague affirms that four levers must be activated, according to the new strategy currently being validated: The development of the infrastructure sector through the opening up of agricultural basins, improve the business framework in agriculture to attract the private sector and also, the promotion of food security through the organization of small producers and farmers' organizations.

According to Tobie Ondoa Manga, Coordinator of the Technical Secretariat of the rural sector who presented this strategy to the various technical and financial partners: *“We must integrate agriculture into the education system because it is one of our strengths and therefore it is necessary to be able to give capacities to the actors of the field... It is necessary to equip them with the management of the farms. We also need to improve the production environment.*

Heris Nange Tohnain

Le mouvement coopératif au Cameroun



Cooperative ikilifroot kumba

Une coopérative est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement.

Elle est régit, peu importe sa forme ou son domaine d'activité par l'acte uniforme Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) relatif au droit des sociétés coopératives adopté le 15 décembre 2010 à Lomé au Togo. D'après les textes de l'Ohada, il existe deux types de coopératives quel que soit le domaine dans lequel la coopérative exerce: (1) la société coopérative simplifiée (SCOOPS) et la société coopérative avec conseil d'administration (SCOOP/CA).

Au Cameroun, l'administration compétente en matière de création des coopératives est le Minader, via ses services déconcentrés que sont les délégations départementales et le service régional des coopératives (SRC) rattaché aux délégations régionales. Lesdits services procèdent à la création des coopératives, leur immatriculation au registre des coopératives départementales concernées, après quoi celles-ci obtiennent

des cartes de contribuable pour leur suivi fiscal auprès du centre fiscal de rattachement où se situe leur siège social. Il s'agit en principe d'un centre divisionnaire des impôts (CDI).

La création n'engendre pas de frais légaux particuliers si ce ne sont les frais de timbre.

La création juridique d'une coopérative se déroule suivant les 03 étapes suivantes :

- les formalités préalables à l'assemblée générale (AG) : elles sont obligatoires et effectuées par les responsables de la coopérative. Elles se présentent suivant les séquences ci-après :

- rédaction des statuts par la coopérative ou un spécialiste. Dans tous les cas ceux-ci sont validés par les services compétents du Minader (minimum 50 pages en moyenne) ;
- rédaction du projet de procès-verbal de l'AG ;
- rédaction de la lettre d'invitation du Minader (adressée au chef Service régional des coopératives) ;
- rédaction de la liste de présence projetée (liste des membres censés assister à l'AG) ;
- dépôt des pièces suscitées auprès du service régional des coopératives

Diaoudjaourou

CINQ QUESTIONS AU DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET COMMUNAUTAIRE



Mme Agnes Mesembe, épouse Enoh

Quelle est la différence entre une association et une coopérative ?

La différence fondamentale entre les associations et les coopératives se situe au niveau de l'harmonisation des affaires. Le fonctionnement des coopératives est défini par l'acte OHADA qui normalise le droit des affaires. Par contre au Cameroun, les associations sont régies par la loi de 1990 portant régime des associations.

La constitution du dossier d'immatriculation d'une coopérative nécessite-t-elle des frais ?

Au Cameroun, l'immatriculation des coopératives est gratuite. Toutefois, des frais peuvent être engagés pour payer des experts pour l'élaboration des statuts

Est-il possible de créer une coopérative forestière ?

Les coopératives existent dans tous les domaines: agricole, sanitaire, forestière et même funèbre. Chaque communauté est libre de constituer une coopérative dans un domaine de son choix. Sur la foresterie par exemple, la coopérative doit se conformer en plus aux lois et règlements régissant le secteur forêt au Cameroun

Peut-on transformer un GIC en coopérative ?

Oui, le GIC peut être transformé en coopérative. A cet effet, il faut refaire ses statuts conformément aux exigences de l'Ohada. En cas de difficultés, faire appel à un expert en coopérative

Comment acquérir le manuel de procédures d'immatriculation des coopératives ?

Le manuel de procédures est un document interne destiné à l'usage des services administratifs du Minader. Après dépôt du dossier d'immatriculation, la procédure reste à la seule discrétion des responsables du ministère. Le manuel est donc une propriété exclusive des services du Minader.

**Propos recueillis par
Diaoudjaourou**



Strengthening cooperation ties between Cameroon and Nigeria

Trainees from Nigerian Air Force College Hold Talks with Agriculture, Livestock Ministers

■ **The 6th batch of the Nigeria Air Force War College On October 22nd, 2020 held talks with the Minister of Agriculture and Rural Development, Minader, Mbairrobe Gabriel and his colleague of Livestock Fisheries and Animal Industries, Dr.Taiga .The session took place at the conference Hall of the Ministry of Agriculture and Rural Development.**

The Head of the Nigerian military delegation had during the get-together introduced the Air force war college as the apex of military training for the Nigerian Air force.

The delegation head said the air force war college was established in 2016.

He explained that the institution was conceptualized to develop the capacity of military officers in operational planning and professional warfare.

He expounded on their purpose for visiting the Ministries of Livestock and Agriculture, which he stated was to carry out Regional and Interna-

tional studies.

He explained that participants are sent to countries to carry out studies on particular subjects.

The theme chosen for Cameroon was “Regular Warfare and National Security”.

It was for this reason, the Nigerians came to find out how Cameroon addresses problems related to combatting warfare, banditry amongst others.

The delegation had disclosed that the outcome of the session will pave the way for them to give recommendations to their hierarchy.

The Inspector of Agriculture Development N° 1 in the Ministry of Agriculture and Rural Development, Mrs Achidi Ngu Valerie took the floor to give a presentation on conflict between farmers and transhumance Pastoralist in Cameroon.

Her presentation also harped on the causes, consequences and actors of the conflict.

She began by giving a definition of technical terms such as Transhumance, grazing area and farmer grazer conflicts.

In her presentation, she disclosed that grazing land is classified under National Lands in accordance with Land Law, Article 15 of Ordinance number 74-1 Decree number 78/263

of 3/7/1978 for the resolution of agro pastoral Conflicts.

She explained that the recent south ward cattle migration has intensified in the northern and North West regions and the challenge faced is determining the national Origins of these mobile groups.

She had also meanwhile presented an in-depth presentation on the context of agriculture in Cameroon explaining what conflicts are, causes of conflicts and conflict mitigation. Some of the conflict mitigation methods, she highlighted include farmer integration activities by government sponsored projects, construction of night paddocks promotion of fodder farming, building cattle deeps, cattle crutches and many others.

The next presentation on illegal unreported and unregulated fishing was made by the Director of Fisheries, Aquaculture and Halietic Industries, Dr Mimbang Guy Irene.

The Director used the opportunity to provide a standard definition of the technical terms before explaining the manifestations of illegal fishing unreported and unregulated fishing and measures the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries (Minepia) has been taking to combat illegal fishing.

Heris Nange Tohnain



2nd steering committee of PEIFARES

Integration of agricultural training in schools to go operational in Cameroon

■ *Government to wipe away the stereotype of Agriculture being a profession for the poor and the old by introducing agriculture as a subject in the curriculum of nursery, primary, technical and professional schools in Cameroon.*

In Cameroon, a considerable percentage of youths from the classical educational system (primary schools through secondary schools to universities) are jobless due to inadequate preparation for socio-professional integration in the labour market. Yet, there is a rising demand for professionals in the agro-pastoral sector in Cameroon. Considering the key role played by this sector in Cameroon's economy, the ageing of its labour force is a real

concern.

It is against this backdrop that the Cameroonian ministers in charge of Agriculture, Basic and Secondary Education, validated the document of the Project for the Integration of Agricultural and Rural Education and Training in Schools (PIEFARES) in Yaoundé, on August 9, 2017. The project, which will come into force by 2020, aims to provide students in nursery schools, primary schools, technical colleges and schools with teachers with



initial training in agricultural and even pastoral professions, depending on the region in the country. It will be financed mainly from the budget of the Cameroonian Ministry of Agriculture and Rural Development and the Ministry in charge of national education.

By beginning in the nursery, the objective of the Cameroonian authorities is that young people especially those familiar with agricultural and rural practices from childhood, could in adulthood, make the choice of agricultural and rural professions or take more rational decisions

in favour of this sector.

The project for the Integration of Agricultural Training in Schools abbreviated (PIEFARES) went operational in Cameroon following its official launch at the classical high school of Sa'a, Lékié Division in 2018 by the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER), in the presence of the Minister of Basic Education (MINDUB), the Minister of Secondary Education (MINESEC) and other dignitaries.

This launch came after a series of consultative talks and groundworks that led to the validation of the technical implementation manual of the above mentioned project on August 9th 2020 under the watchful eyes of the members of the steering committee earmarked to orientate and guide the implementation of the said project during a meeting that was co-chaired by Ministers of Agriculture and Rural Development, Basic Education and Secondary Education.

Believed to be a new chapter that has opened in the country's education system, the first phase programme to run for three years constitutes the development of a curricula, capacity building of teachers and the drafting of regulatory texts all in a bid to ensure the effective implementation of the project. The programme whose budget stands at 1.5 billion F.C.F.A, would be financed by the Ministries of Agriculture and Rural Development, Basic Education and Secondary Education. It aims essentially to popularize agricultural activities within schools beginning with the initial training in agricultural trades. The PIEFARES concerns both private and public establishments throughout the national territory.

It is also envisaged that the birth of PIEFARES would reverse

the current trend taking into consideration the different training programme to be developed during its pilot phase aimed to arouse the interest of pupils and students based on the conjecture in agriculture as prescribed by the Head of State, Paul Biya. It will also help boost agricultural development and strengthen food security. "This new vision will promote the emergence of agricultural activities as well as entrepreneurs in this important sector" said the principal of Classical High School, Sa'a. To further boost the agricultural activities as well as knowledge in the sector, The Minister of Agriculture and Rural Development signed a series of agreements with agricultural Institutions operating in Cameroon with the latest signed with the Higher Institute of Organic Sciences of the Environment and Rural Entrepreneurship of the Diocese of Obala on the sidelines of PIEFARES project. It is committed to supporting this institution in training young people in agro-pastoral careers, strengthening its technical platform, and ensuring its supply of seeds and plants.

"It should be remembered that agriculture contributes 25% of Cameroon's Gross Domestic Products (GDP) and thus remains the backbone of the Country's economy" said the Minister of Agriculture and Rural Development. "According to statistics, only 0.3% of young people end up choosing a career in the agricultural sector and this is very insufficient in view of Cameroon's agricultural potential and its contributions to the Gross Domestic Product. Therefore, PIEFARES sufficiently reflects the political will, which consists in integrating agricultural training into school curricula". the minister added.

Heris Nange Tohnain



Photo de famille

Campagne commerciale cacao 2020-2021: Le gouvernement met l'accent sur la qualité des fèves

■ **Le lancement de la campagne commerciale cacaoyère a été présidé par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana en présence de son homologue de l'Agriculture et du Développement Rural, Gabriel Mbaïrobé.**

Y'étaient présents à cette cérémonie qui s'est déroulée sous forme de point de presse, le gouverneur de la région du Centre, Naseri Paul Bea, le directeur général de l'Office national du café-cacao (ONCC), Michael Ndoping, le président du Conseil interprofessionnel du café-cacao, Ngwe Frédéric, et le président exécutif de l'Organisation internationale du cacao, Michel Arrion.

Le catalyseur de cette ambition

gouvernementale n'est autre que le résultat d'un dur labeur obtenu au terme de la campagne commerciale du cacao 2019-2020. En effet, après la campagne précédente achevée en juillet 2020, le Cameroun a gagné d'un rang tant sur le classement mondial que celui africain au sujet du taux de production du cacao. Il occupe respectivement les 4^{ème} et 3^{ème} places.

La production cacaoyère de ces dernières années tourne entre 230 000 à 270 000 tonnes. Cependant, l'année dernière, cette production a connu une régression de l'ordre de 14%, soit 257 151 tonnes de production totale. Mais contre toute attente, le prix du kilogramme, cette année-là, est plutôt réjouissant pour les producteurs; 700 FCFA pour le cacao jugé de mauvaise qualité (résidus), 1300FCFA pour le cacao de qualité acceptable, et 1600 FCFA pour le cacao de très bonne qualité.

Pour le ministre du Commerce, c'est une belle avancée. « Au titre

de l'année 2019-2020, le cacao made in Cameroon a fait preuve de résilience. C'est d'ailleurs cette évolution qui a permis le maintien des coûts dans une variation située entre 800 et 1300f CFA, avec une moyenne de 1000 FCFA le kilogramme. Ce qui n'est déjà pas mal, contrairement à d'autres pays africains » confie le ministre Mbarga Atangana.

Ce made in Cameroon a été vendu dans treize pays occidentaux potentiels acheteurs. Il s'agit de l'Allemagne, la Belgique, la Chine, la Corée du Sud, l'Espagne, la Hollande, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Liban, la Malaisie, la Turquie, et l'Albanie. Parmi ces différents clients, la Hollande passe en tête avec un prix d'achat de plus de 60%, suivie de la Chine 9,8%. La France, le Canada, le Mexique et les USA se sont éclipsés lors de la dernière saison commerciale laissant ainsi l'occasion à de nouveaux prétendants que sont l'Albanie, la Corée du Sud et le Liban.

Ce flux important de pays acheteurs de cacao camerounais, démontre à suffisance que la filière connaît une certaine innovation : l'école des bonnes pratiques agricoles, comme l'a martelé avec force Gabriel Mbaïrobo. Il est question, pour le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, des techniques post-récoltes que sont la fermentation et le séchage. Ces techniques favorisent une bonne couleur de la fève, caractérisée par un arôme agréable.

Cependant, quelques cultivateurs ne s'intéressent pas encore à ces pratiques innovantes. Cette habitude caduque a des effets néfastes sur les ambitions gouvernementales, notamment faire du cacao camerounais le numéro 1 mondial en termes de qualité. Raison pour laquelle les experts ou acteurs de la filière préconisent ces bonnes pratiques agricoles, qui rehausseront davantage le prix du kilogramme en cette période commerciale. « Nous lançons la campagne cette année avec une innovation de taille dans ce contexte covid19, notamment la mise sur pied d'une filière cacao qualitative. C'est une niche qui permettra aux producteurs de gagner trois fois plus » rassure Michael Ndoping, DG ONCC.

Et pour se conformer au nouveau paradigme novateur, 26 milliards ont été attribués au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Un budget qui est investi sur 5 ans. Le Minader est d'ores et déjà en train de concentrer ses activités dans le strict respect des engagements, pris notamment en matière de production de cacao durable. « Nos actions portent sur la promotion du matériel végétal de qualité, dans le but de faciliter l'accès des producteurs au cacao à fort potentiel. Nous améliorons aussi notre cacao afin d'accroître la compétitivité et la promotion de la petite transformation locale. Je reste convaincu que l'ensemble des actions entreprises vont concourir à la digitalisation et à l'intelligence artificielle dans le secteur agricole à dessein d'améliorer de manière substantielle l'économie cacaoyère nationale » dira en substance Gabriel Mbaïrobo.

Djaoudjaourou

L'Adamaoua devient un bassin de production de cacao

■ **Située dans la partie septentrionale, cette région fait désormais partie des bassins de production du cacao au Cameroun.**

À première vue, cette information peut paraître fautive, pourtant, c'est la réalité. La région de l'Adamaoua située dans la partie septentrionale du pays produit déjà le cacao. L'information a été rendue publique lors de la campagne cacaoyère 2019-2020 qui est entrée en gare le 15 juillet 2020. Un peu plus de 82 tonnes de fèves de cacao ont été officiellement déclarées en achats dans l'Adamaoua. Un ouf de soulagement pour les agriculteurs de cette région, car le cacao va leur permettre de sortir de la séculaire dépendance de la culture de rente des trois régions du Cameroun, qu'est le coton. Les actions sont visibles et prometteuses sur le terrain. Les dernières statistiques de l'ONCC (Office National de Commercialisation du Cacao et du Café) pour la dernière campagne agricole le montrent à suffisance. Le Cameroun compte désormais huit régions au lieu de sept où la commercialisation des fèves de cacao a été non seulement effective, mais surtout porteuse. L'Adamaoua s'en est tirée avec 0,3%, précédée respectivement du Nord-Ouest (0,4%), l'Ouest (2,7%), l'Est (3,8%), le Sud (5,6%), le Littoral (10,3%), le Sud-Ouest (28,4%) et le Centre (48,6%). Cette belle performance s'inscrit en droite ligne de la volonté politique portée par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Celle-ci se traduit par un encadrement de proximité permanent, structuré et bien ciblé des producteurs. A terme, ces politiques et stratégies orientées vers la diversification visent le relèvement de la productivité et de la production tout en consolidant la compétitivité, meilleur gage dans la lutte acharnée menée par le Minader contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces différents acteurs béné-

ficient sur le terrain de multiples actions conduites par le Minader. Il s'agit de la fourniture de semences et plants améliorés ; de l'engrais et pesticides aux agriculteurs ; du développement des opérations post-récolte ; de la formation des acteurs locaux aux techniques modernes de production ; de la poursuite de la réhabilitation de fermes semencières existantes ; de l'intensification de la contractualisation et la formation des pépiniéristes privés. Bien plus, ces nouvelles performances font partie des retombées de la mise en œuvre de volets relance des filières cacao et café et diversification des cultures en zone cotonnière. Cette politique porte ses fruits sur le terrain. Ces performances peuvent offrir à la région un avenir plus radieux grâce à une exploitation plus poussée de la chaîne de valeur du cacao et de ses activités connexes. Le cacao étant une spéculation à fort enjeu de valeur ajoutée, de recettes, de devises et même de sécurité alimentaire.

Il faut dire avec force que les premières fèves de cacao apparaissent dans le Septentrion au moment où le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural en collaboration avec l'Institut de recherche agronomique pour le développement (IRAD) est en pleine promotion de la culture de l'anacardé au Cameroun en général et dans la partie Septentrionale en particulier.

En somme, cette percée de la production cacaoyère est un réel atout pour la résilience agricole, un des objectifs poursuivis par le ministre Gabriel Mbaïrobo. Une maîtrise de sa chaîne de valeur renforcerait l'idée de consommer ce que nous produisons et produire ce que nous consommons pour paraphraser le Chef de l'Etat.

Djaoudjaourou



Board Chair UNVDA

Upper Nun Development Authority (UNVDA) Ndop gets a new Boss

■ *Mr Nwana Sama Bernard appointed Board Chair of UNVDA in Ndop, North West Region Bamenda*

The newly elected Board Chair of the Upper Nun Development Authority, Ndop was installed into his function on 19 August, 2020 by the Minister of Agriculture and Rural Development in the presence of the Governor of the North West Region and other dignitaries .

In his installation speech, and being his first time to visit Bamenda since his appointment at the helm

of the Ministry of Agriculture and Rural Development on January 04th 2018, the minister revealed, without doubt, that the ceremony constituted a moment of joy, sharing, as well as a sign of commitment and determination in the face of the many challenges UNVDA has to deal with for the development of the rice sector in Cameroon. He expressed his heartfelt appreciation to all those who have worked and have continued to toil day and night to ensure the smooth functioning of the most valued Upper Nun Development Authority. He requested a minute of silence to be observed on behalf of the former Board chair, Mr Tikela Kemonne who passed on to eternity on the 1st of May 2020. After giving a detailed personality account of Mr. Nwana Sama Bernard, to the applause of many, the Minister went ahead to remind the new Board Chair of the commitment of the Head State, which is to “push the structural transformation and diversification of the economy. This in abut to accelerate the development of second-generation Agriculture by facilitating access to loans and developing agricultural value chains for Cameroon so as to consolidate its status as the breadbasket for Central Africa.

The Minister further reminded the UNVDA boss that his election comes at a special time, where the UNVDA, being the main secular arm of the state in the development of the rice sector in the North West and West Regions, is going through a difficult period; marked by an increasingly fragile socio-political economic situation. Taking cognisance of these difficulties, the Minister cautioned the newly elected Board Chair not to deviate from the original mission of UNVDA as stipulated in Decree No.78/157 of 11th May 1978. The mission includes amongst others, the development and maintenance of paddy fields, the construction and maintenance of irrigation and drainage infrastructure, the sensitization and capacity building of farmers, the opening and maintenance of access roads, seed multiplication, agricultural ex-

tension, the facilitation, processing and marketing of farmers produce, the fight against food insecurity in the country and finally, the reduction of poverty culminating in the the general improvement of the standard of living of rice farmers. With regard to these missions, "I wish to remind you, as you take over as Board Chairman of this corporation, that the option to modernise agriculture and rural Development, so dear to the President of the Republic, His Excellency Paul BIYA, within the framework of the *"Great Opportunities Seven-year term of office, requires that you undertake more efforts in seeking improved performances for this Development Authority. Your strategic and innovative plans will require skills in adaptation, expertise and conception in order to permanently achieve positive results. Your exercise of duty should, above all, aim to consolidate confidence and maintain a serene and peaceful social climate within the corporation"*, the minister underlined.

Owing to its missions and actions, its role in food security and its impact on the lives of the people, it should be noted UNVDA plays a critical function in the economy of the North West and West Regions.

More over, it is worth noting that one of the roadmap activities assigned by the Government of Cameroon for the Ministry of Agriculture and Rural Development for the year 2020 is to increase the national production of rice by at least 10%. The UNVDA and its sister company the SEMRY are directly charged with the achievement of this milestone to obtain more appreciable results towards meeting this particular goal.

The Minister urged the new board chair to maintain a good relationship with hierarchy, his technical supervisory authority, Minader, and the financial supervisory authority, MINFI in line with the provisions of Law N° 2017/11 of 12 July 2017, on the general status of public institutions.

Upper Nun Valley Development Authority (UNVDA)

The Upper Nun Valley Development Authority was created in 1970 as a development mission by Presidential Decree N° 70/DF/529 of 29th October 1970 and later on in 1978, it acquired the status of a state Corporation when its scope of action was re-defined by Presidential Decree N°78/157 of 11th May 1978, to include direct involvement in rice production, the provision of various forms of assistance to the farmers of the Upper Nun Valley Development area, and the transformation as well as commercialization of farmers' rice products.

Her statutory area of intervention today covers Bui, Mezam and Ngo- ketunja divisions in the North West region and the Bamboutos and Noun divisions in the West region of Cameroon.

After a long period of recession due to the famous outbreak of the economic crises that rocked all spheres of economic life around the world, today thanks to enormous state assistance, the Corporation is in force in her domain of activities despite the current challenges of the Covid-19 pandemic and the socio-political tension in the North West Region.

Unvda's fundamental objectives are to:

- Reduce poverty in her area of intervention,
- Contribute to food security in the area in particular and the country in general,
- Facilitate access to rural infrastructure for the farmers,
- Increase agricultural production and productivity in the area,
- Facilitate the processing and commercialization of farmers' produce,
- Ensure the sustainable management of the natural resources of

the area,

- Facilitate the organization of farmers into professionally empowered groups.

UNVDA has a target population of over 450000 inhabitants, with a rice farming population of over 14000 farm families as of 2019/2020 cropping season. The future perspective is to raise this farming population in the new horizon substantially.

Within the framework of the 'second generation' agricultural policy of the Ministry of Agriculture and Rural Development and the Government's emergency plan, new agricultural equipment have been acquired. The major activities of the Corporation in the new horizon focus on the rehabilitation of the farm infrastructures, within the framework of the greater realizations program of the government geared toward increasing rice production in Cameroon to reduce dependence on importations.

Unvda thus is embarking on an aggressive marketing strategy aimed at reaching out to all and sundry in the national territory with her rice products.

Ndop Rice is a delicacy. In its natural bio form. No additives, no preservatives. It has a high nutritive value, endowed with natural aroma, delicious and easy to cook.

Ndop Rice carries the Name and Logo of Unvda on the packages .

You can have Ndop Rice in many forms:

- Natural White Rice;
 - Parboiled Rice
 - Brown Rice
- Byproducts:
- Broken Rice
 - Rice Bran

Heris Nange Tohnain



Upper Nun Valley Development Authority



P.O. Box 25,
Ndop NWR Bamenda
Tel: 691 798 372;
Email: unvdandop@gmail.com;
Website: www.unvdandop.com

Proudly Cameroonian



GRASSFIELD PARTICIPATORY AND DECENTRALIZED RURAL DEVELOPMENT PROJECT

P.O BOX :1116 Bamenda
Tel : 233 361 007 - Fax : 233 361 665
Email : info@gpderuped.org



Minader/FAO : deux nouveaux accords signés

■ *La salle de conférences du Minader a servi de cadre à cette double signature sous la présidence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural.*



D'abord le premier qui porte sur le 'Projet d'appui à l'intensification de la production maraichère dans les zones péri-urbaines de Douala et Buéa' (le TCP/CMR/3802) qui couvre 05 bassins horticoles. Conçu à la requête du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, il vise à contribuer à l'amélioration de l'offre en produits maraichers frais et sains pour la simple raison qu'avec la crise socio politique qui sévit dans le Sud-ouest, la forte concentration des populations déplacées exige la mise en place des nouvelles structures nécessaires à la production et à l'acquisition des denrées alimentaires. Une réalité conjoncturelle à laquelle se greffe une autre, celle liée à la pandémie ambiante du corona virus. Concorde est toute faite avec l'axe opérationnel 01 du plan de riposte sectorielle du Minader contre la

covid-19 qui œuvre pour l'offre d'emploi aux hôtes et aux déplacés tout en leur assurant une source pérenne de revenus par l'activité agricole péri-urbaine. Il s'agit également de renforcer les capacités des producteurs sur les itinéraires techniques de production sensible à la nutrition avec un volet post récolte dont il améliore le conditionnement. L'aspect alimentation s'y invite naturellement, puisque le pan éducation nutritionnelle via la valorisation des produits consommés est projeté.

Le second accord de projet signé a pour nom UTF/CMR/048/CMR " Formulation du Programme de valorisation des ressources en eau dans le secteur agropastoral et halieutique dans les trois régions du Grand Nord du Cameroun (PVRESA)". Sous financement de la Banque Africaine de Développement (BAD), il est supposé élaborer

le document de projet suscité et conduire les études connexes au futur programme de valorisation des ressources en eau dans le secteur agropastoral et halieutique dans les régions concernées. La FAO avait déjà auparavant conduit une étude similaire intitulée " Schéma directeur sur la valorisation intégrée des ressources en eaux centrée sur l'irrigation et d'autres usages en République du Cameroun (Régions : Nord, Extrême-Nord et Adamaoua)". Il s'agit plus simplement de la valorisation de l'eau, première ressource naturelle par excellence, enjeu prioritaire autour de l'agriculture dans les zones septentrionales sensibles.

Après cette présentation des projets par le Représentant Résident de la FAO au Cameroun, le ministre de l'Agriculture qu'accompagnait son homologue Dr Taiga, de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales ainsi que Mme Ananga Messina, ministre Délégué/Minader chargée du Développement rural ont salué l'importance desdits accords. En tant que ministère des sectorielles à portée agricole, l'enjeu est capital pour le gouvernement du Cameroun et ses partenaires techniques et financiers que sont la FAO et la BAD a-t-il souligné entre autres. Si le second accord est porteur d'espoir pour les régions septentrionales, c'est davantage parce qu'il voudrait transformer la ressource eau en opportunité de développement, tant il est vrai que sur place, elle est considérée jusqu'alors comme une menace avec des inondations récurrentes. Le premier accord lui, suscite un développement ciblé de l'agriculture péri urbaine autour des villes de Douala et Buéa avec vocation à produire les spéculations maraichères, à donner de l'emploi et des revenus aux déplacés de la zone assiégée de Buéa et leurs hôtes de Douala. Il s'agit, a renchéri Gabriel Mbaïro, de poursuivre les efforts de mise en œuvre de la politique agricole du Cameroun en consolidant les acquis de sa Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural. Et, pour finir, le ministre a prescrit à toutes les parties prenantes de ces accords, de garder en vue dans leur esprit, l'urgence d'un résultat optimum.

Théophile Awana

Budget 2021 du Ministère l'Agriculture et du Développement rural

■ *Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural a défendu une enveloppe budgétaire d'une valeur de 87 milliards devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée Nationale au profit de son département ministériel.*



Le Ministre Gabriel Mbairrobe et ses collaborateurs face aux députés

86,955 milliards de Francs CFA est le montant de l'enveloppe budgétaire alloué au Minader pour l'exercice 2021. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel MBAIROBE a défendu ce budget attribué à son département ministériel, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée Nationale, le lundi 30 novembre 2020. Cette enveloppe permet de financer quatre Programmes. Il s'agit de la Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur agriculture et développement rural ; l'amélioration de la productivité, de la production et de la compétitivité des filières agricoles ; le programme amélioration de l'environnement infra-

structurel et de l'accès aux facteurs de production et aux marchés ; enfin le programme du renforcement de la résilience des systèmes de productions agricoles, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales face aux changements climatiques. Par ailleurs, de grands chantiers sont en cours de réalisation, notamment le développement des filières agricoles et la modernisation de l'appareil de production en vue de faciliter la transition rapide vers une agriculture de seconde génération. Il sera aussi question de l'amélioration de la résilience des systèmes de production, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales face au

changement climatique. De plus, le MINADER prévoit également la structuration du monde rural à travers le renforcement et le développement du mouvement coopératif, l'accompagnement à l'accès sécurisé au foncier et les opérations de collecte, de traitement et de diffusion de l'information agricole. Pour le Ministre Gabriel MBAIROBE « les actions prioritaires pour l'exercice 2021 sont le développement des cultures de consommations telles que le riz et le maïs, ainsi que le renforcement de la production du cacao par le financement de la production de 12 millions de plants de cacao à travers les coopératives ».

Pauline Mbiadou

FAO/Cameroun : Le Comité de l'Agriculture acte pour la création en son sein du sous-comité de l'Élevage



Une attitude de Gabriel Mbairrobe pendant la visio-conférence

■ *La 27^{ème} session du Comité de l'Agriculture (COAG) de la FAO tenue du 28 septembre au 02 octobre 2020 par visioconférence a acté pour la création en son sein du sous-comité de l'Élevage.*

Un acte fondamental apprécié à sa juste valeur par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, qui prenant la parole au nom du groupe régional africain au sein de la FAO. Gabriel Mbairrobe s'est félicité de la qualité et de la pertinence du document intitulé « COAG/2020/7 », document qui décrit le sous-comité de l'Élevage, s'appesantit avec arguments techniques à l'appui du bienfondé de la création du sous-comité de l'Élevage au sein du Comité de l'Agriculture. Une occasion pour ce dernier d'apprécier le travail technique fait

entre la 26^{ème} et la 27^{ème} sessions du COAG, ainsi que de l'utilité des sessions informelles organisées en amont de la 27^{ème} session du COAG, sessions ayant particulièrement traité de la création du Sous-comité Elevage.

« L'importance de l'élevage dira le patron de l'Agriculture, n'est plus à démontrer. C'est ce qui a conduit plusieurs pays africains, à l'instar du Cameroun à créer un ministère qui s'occupe de l'élevage » ; raison pour laquelle un sous-comité de l'Élevage s'impose. Le secteur de l'élevage mérite une attention particulière du fait de son ampleur, de sa nature dynamique et des difficultés auxquelles il est confronté. Un sous-comité de l'Élevage permettrait au Comité de l'Agriculture d'aborder les questions relatives à l'élevage de manière plus systématique et plus cohérente.

Déjà, à sa 26^{ème} session, le Comité de l'Agriculture (COAG) s'est penché sur la proposition relative à la création d'un sous-comité de l'Élevage et a demandé au secrétariat de rédiger un rapport sur les répercussions administratives et financières qu'aurait une telle mesure, et d'élaborer un

mandat, y compris les motifs justifiant cette création, les fonctions, la structure et les modalités de mise en œuvre.

Par anticipation sur les orientations que doivent prendre le Comité sur la création du sous-comité de l'Élevage, le groupe africain a fait une série de propositions, qu'énumère ici le ministre Gabriel Mbairrobe :

- approuver dès la présente session, la proposition de la création d'un sous-comité de l'élevage au sein du Comité de l'Agriculture;
- adopter les projets de mandat et de règlement intérieur du Sous-comité de l'élevage;
- tenir des sessions de trois jours pour permettre de couvrir les importantes questions qui seraient soumises à l'ordre du jour ;
- La première session du sous-comité devrait permettre de préparer la vingt-neuvième session du COAG en 2024. Cette première session pourrait se tenir en 2023, ce qui donnerait du temps et de la flexibilité dans la mobilisation des ressources, y compris la prise en compte dans l'appropriation nette des crédits pour le biennium 2024-2025.

Djaoudjaourou

Pamol Plantations PLC gets a new GM

■ They were both appointed Wednesday October 7 2020 during an extra ordinary board meeting of the cooperation which took place in Limbe, South-West Region



Mr. Mbile Tapea Solomon,
General Manager Pamol

The newly appointed General manager of Pamol Plantations Plc and Deputy General Manager have been urged to revamp the palm oil sector in Ndian Division by consolidating all efforts towards increasing the production of Palm Oil as a priority endeavour. This could be achieved by consolidating achievements and instilling a new impetus geared towards the rejuvenation of the Ndian economy that has been in doldrums since

the start of the socio-political upheavals plaguing the South West and North West Regions for the past four years.

The call was made recently in Limbe Wednesday, 7th October 2020 by the Minister of Agriculture and Rural Development, H.E Mr. Gabriel Mbairrobe while installing Mr. Mbile Tapea Solomon as General Manager and Mr Manghe Donatus Asu as Deputy General Manager of Pamol Plantations Plc into their functions.

The appointments and installation that saw the governor of the South West Region maintained as Board Chair took place under the auspices of the Minister of Agriculture and Rural Development, the governor of the South West Region, the Senior Divisional Officer for Fako Division, administrative and traditional authorities as well as the farmer community.

While expressing heartfelt appreciation to all those who have

worked and those who continue to work and toil, against all odds, to ensure the continued viability of our most valued Pamol Plantations Plc, the Minister paid homage to senior staff of Pamol who have left the stage in recently. Notably, Chief Assanga Aloysius Akom, erstwhile Deputy General Manager who died in June 2020. He also highlighted and commended the work done by the outgoing Director General, Chief Makanya Charles Okon, for his dynamism, commitment and achievements for over twenty years at the helm of the Pamol Management team.

Before their appointments, Mr Mbile Tapea Solomon, an Electrical Engineer, born on the 6th of March 1968 in Buea and married with four children has since 1996 served as manager at the Cameroon Development Corporation (CDC) Industrial Units in Tiko, Mukonje, Penda Mboko as well as the Director of the Technical Departments since 2011 to today. His immediate collaborator Mr Manghe Donatus Asu is an Anthropologist, born on the 23rd of May 1970 in Mamfe and married with three children. After a fruitful service with GTZ Cameroon, he joined Pamol Plantations in 2006. From 2006 to date he has served in several positions as a Weighbridge Supervisor, Procurement Officer, Field assistant, Project Manager for the Bakassi Oil Palm Development Project and Head of Internal Audit Team for the Ndian Estate.

“Despite efforts made by the Government of Cameroon, this institution still has difficulties in fully and effectively carrying out its purpose of contributing to improving the productivity and competitiveness of the Palm Oil sector in Cameroon, while ensuring that the food security of the population, the wellbeing, livelihood and economy of the region is upheld sustainably, create direct and indirect employment” the Minister decreed.



Mr. Manghe Donatus Asu
Deputy General Manager Pamol

Also taking cognizance of the Head of State's committed efforts 'in staging a veritable agricultural revolution by modernizing production tools and further processing agricultural products, accompanied by the acquisition of new equipment and the construction of warehouses and access roads in order to consolidate Cameroon's status as the breadbasket of Central Africa the MINADER Boss tasked the new management team to revitalize Pamol Plantations Plc through the implementation of the following missions formulated in the Joint Investment Contract between the State and Pamol which amongst others include : the increase in the yield of Fresh Fruit Bunches (FFB) up to 13-16 tonnes/ha/year through the application of fertilizer as well as the acquisition of heavy machinery for the collection of Fresh Fruit Bunches from Pamol and small-

holder farmers to the Oil mills thus reducing post-harvest losses. The extension of Pamol Plantations Plc by the fulfilled creation of the planned 2000ha of Palm Plantation in Ekondo Titi and the promotion and cultivation of Palm Oil in the Bakassi Peninsula area by creating a 1000ha Palm Plantation in the Isangele-Mosongiseli production basin.

It should be recalled that Pamol was created in 1996 from the defunct Unilever ventures that operated in Cameroon since the late 1940s. Pamol has the following palm plantations and facilities; Lobe; with a total surface area of 4,263ha, Ndian; 4,917ha, Bai Estate; 556ha of Palms and 528ha of rubber, Ekondo-Titi; in progress to reach 2000ha, a renowned research and development department, The Isangele-Mosongiseli extension on the Bakassi Peninsula

Heris Nange Tohnain

World Food Day : A Commitment to Ensure Rural Development and Food Security



Group photo

- *The 40th Edition of World Food Day took place on the 16th of October 2020 with a call for combined efforts to ensure food sufficiency.*

Cameroon joined the rest of the international community to commemorate the World Food Day on Friday, October 16, 2020. The day celebrated every year around the world honours the 75th Anniversary of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations founded 1945. Wasting less, eating better and adopting a sustainable life style are keys to building a world free of hunger and malnourishment. The 40th Edition of the World Food Day in Cameroon that took place at the National Museum Yaounde was dubbed "*Grow, Nourish, Sustain. Together, our Actions are our Future*". The event took place at a time when countries around the world are facing the impact of the global

covid-19 pandemic. The pandemic sparked an alarming surge in the level of hunger worldwide. To mark the day in Cameroon, the Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairrobe, organized a series of activities with aim to raise awareness of the crucial need for a successful agriculture policy to ensure that food is available for all. He also called for global solidarity to help the most vulnerable population to recover from the crisis and to make food systems more resilient and robust. The Minister recalled that conflicts remain the main cause of food insecurity while recurrent climatic shocks, especially in the northern zone, affect the resilience of households.

The MINADER boss indicated that "according to statistics, approximately 3 million people lack food. In the Far North, North and Adamawa Regions, food insecurity is mainly caused by climatic change while in the South West and North West Regions, internally displaced persons and host populations have limited access to land.

He therefore encouraged farmers

to cultivate a variety of crops in large quantities as population is expected to double by 2030.

The representative of Food and Agriculture Organization (FAO) in Yaounde highlighted the urgent need to strengthen food systems as covid-19 drives up numbers of hungry people worldwide.

In line with the theme of the 40th World Food Day, he buttressed Cameroon's intention to promote climate and environmentally friendly farming practices, intensify the fight against pests and plant diseases, join the global solidarity move to curb the devastating effects on small farmers and support nutrition and biodiversity food production to improve health and protect natural resources.

Earlier on, other experts in agriculture emphasised on the need to provide agriculture data, access to markets and transformation essentials in sustaining and giving value to the agriculture chain.

Highlights of the ceremony included food exhibition and an Open Day at the National Museum Yaounde.

Heris Nange Tohnain

Gabriel Mbaïrobe, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

■ *« Malgré la crise, la production agricole jusqu'à l'heure actuelle permet de satisfaire 70 à 80% des besoins alimentaires des camerounais. »*

Monsieur le ministre, la Journée Mondiale de l'Alimentation vient de se célébrer. A l'occasion, que peut-on dire de la situation alimentaire au Cameroun ? Est-ce qu'en la matière, les camerounais sont-ils en sécurité ?

La Journée Mondiale de l'Alimentation vient de se célébrer sous le thème cultiver, nourrir, préserver. Ensemble. Agir pour l'avenir. Cultiver ici renvoie à la diversité des cultures pour assurer la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, il y a neuf espèces de plantes qui assurent 66% des besoins en aliment du monde entier, alors qu'il y a environ 30 000 espèces de plantes qui existent. Nourrir, nous interpelle à nourrir une population en croissance perpétuelle. Vous savez que d'ici l'an 2050, la population mondiale va être à dix milliards et la population africaine va doubler pour être à 2,6 milliards. Les challenges c'est de modifier nos systèmes de production pour nourrir cette population en croissance constante. Préserver veut dire que l'agriculture doit être soucieuse de la protection de l'environnement et sauvegarder la biodiversité parce que, si on prend rien que la protection du bassin du Congo, si notre agriculture n'est pas productive, si on n'augmente pas la productivité, nous risquons dans les 30 ans à venir de perdre deux millions d'hectares de forêts, ce qui est important et inquiétant. Donc en ce qui concerne le Cameroun, nous pouvons dire aujourd'hui que malgré la crise, que la production agricole jusqu'à l'heure actuelle permet de satisfaire 70 à 80% des besoins alimentaires.



Monsieur le ministre, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont classées parmi les zones à risque en matière de sécurité alimentaire. Quelles sont les actions du gouvernement dans ces régions pour éviter le pire aux populations ?

Vous savez que de manière générale, les crises socio-politiques créent une situation précaire, surtout pour les populations vulnérables. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont dans cette situation. C'est pour cela que le gouvernement, dans le cadre de la reconstruction de ces régions a donné une mission particulière au ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour, non seulement reconstituer les moyens de production de ces populations, mais surtout mettre à leur disposition des semences de qualité, des intra-agricoles pour leur permettre de reprendre l'activité agricole afin d'assurer la sécurité alimentaire.

Il y a la situation des personnes déplacées du fait de cette crise sociopolitique. Quel est l'encadrement que l'Etat du

Cameroun leur offre pour leur éviter la précarité alimentaire ?

Il y a trois régions qui sont très impactées par cette situation de déplacés internes. Ce sont les régions de l'Ouest, du Littoral et dans une certaine mesure celle du Centre. Le gouvernement encourage les populations à les accueillir, à les intégrer dans les travaux agricoles et au besoin leur permettre d'avoir accès à des terres. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement, à travers le comité de crise mis en place leur donne des semences et des outils pour pouvoir s'intégrer dans les activités agricoles.

Le Cameroun et le monde entier vivent dans un contexte de crise sanitaire : la crise liée au coronavirus. Quel est l'impact du Covid-19 sur la sécurité alimentaire des ménages au Cameroun et comment l'Etat s'est-il organisé pour atténuer cet impact éventuel ?

L'impact du Covid sur la sécurité alimentaire aujourd'hui peut être apprécié de deux manières : la première chose, c'est que la réduction de la mobilité interurbaine a fait que la

chaîne d'approvisionnement des grandes villes, des grandes agglomérations a été perturbée de manière à ce qu'on ait pensé à un certain moment aux situations de pénurie parce que c'était difficile de convoier les produits alimentaires des bassins de production vers les agglomérations. La deuxième chose, c'est que la pandémie du Covid a ralenti l'activité économique, a baissé le pouvoir d'achat des populations urbaines et périurbaines et ceci a amené les agriculteurs à vendre en dessous de leur coût de revient. C'était le cas avec la tomate, ça a été le cas de l'ananas, ça a été le cas d'un certain nombre de produits agricoles, et notre rôle est d'aider ces populations-là à reconstituer leur moyen de production par les appuis multiformes, c'est-à-dire des semences ou bien des motopompes et autres outils pour leur permettre de produire.

Monsieur le ministre, les plats de l'art culinaire camerounais ont le vent en poupe dans les restaurants au moment où les échanges internationaux sont réduits du fait de la crise sanitaire. Est-ce que l'Etat va saisir la perche pour promouvoir davantage le made in Cameroun ?

C'est sûr que cette crise devrait nous permettre de promouvoir le made in Cameroun. Je vais prendre l'exemple du riz. Vous savez que les frontières des pays producteurs de riz ont été fermées et cette pandémie du Covid devrait amener les camerounais à consommer la pomme de terre par exemple que nous produisons suffisamment. Ce qui appelle à un changement d'habitude alimentaire pour permettre de réduire les importations. La pandémie du Covid effectivement, permet de mieux valoriser les produits locaux et c'est une opportunité pour les opérateurs agro-industriels pour valoriser nos produits locaux.

Certains grands bassins de production souffrent du problème d'évacuation des produits alimentaires. Est-ce que l'Etat envisage une grande prise en compte de l'entretien des pistes rurales pour mieux alimenter les marchés et éviter les pertes



relatives à ces problèmes d'évacuation ?

En effet, le problème de désenclavement des bassins de production est une contrainte majeure pour le développement de notre agriculture. A ce sujet, chaque année avec le ministère des Travaux Publics, nous essayons de programmer les routes prioritaires qui permettent de partir des champs vers les agglomérations ou vers les marchés pour permettre aux paysans d'avoir un accès facile au marché. D'un autre côté, dans nos projets de développement, il y a un volet infrastructure qui permet aussi d'aménager des pistes agricoles de manière à désenclaver les bassins de production. Enfin, il y a une bonne partie de notre budget qui est transférée aux collectivités territoriales décentralisées pour permettre d'entretenir ce que nous appelons les routes communales, c'est-à-dire les routes qui partent des champs vers les marchés saisonniers, les marchés des villages. C'est un souci pour le gouvernement et il y a beaucoup de moyens qui sont consentis pour cela.

Un autre problème qui nous semble important monsieur le ministre, c'est celui de la transformation. Notre production a du mal à conserver dans la durée les fruits de nos champs et les pertes sont énormes. Quels sont les projets du gouvernement dans ce domaine ?

La transformation de nos produits locaux est une préoccupation constante du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA lorsqu'il parlait de la révolution agricole. Il a dit que

nous devons moderniser notre agriculture, transformer davantage notre production de manière à donner une valeur ajoutée à cette production et par là-même devenir le grenier de l'Afrique Centrale. Aujourd'hui, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural met l'accent sur le développement des chaînes de valeur et nous savons que, non seulement lorsque nous maîtrisons la production de la ferme à la table, nous créons des richesses pour le monde rural et comme vous le dites, nous réduisons les pertes post-récoltes parce que le défaut de transformation ou de la conservation de ces produits-là augmente les pertes post-récoltes qui, parfois pour certaines spéculations atteignent les 60% de pertes. Je crois que c'est important pour nous et c'est pour cela que nous avons mis en place des projets de modules de formation qui permettent aux jeunes avec peu de moyens de faire la transformation et de maîtriser les techniques de traitement post-récolte pour éviter les pertes et pour pouvoir conserver la production dans l'agriculture.

Quel est le message du gouvernement à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation cette année 2020 ?

La Journée Mondiale de l'Alimentation nous permet, non seulement de dire aux populations que l'alimentation aujourd'hui est une préoccupation constante du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA qui a dit que tant qu'il y a un camerounais qui dort sans manger, il n'est pas tranquille. Nous nous évertuons à mettre en œuvre cette volonté et nous croyons qu'avec les potentiels que nous avons, nous avons des terres arables, nous avons une jeunesse dynamique, nous avons une population féminine très engagée dans l'agriculture et nous croyons que cette population-là peut nourrir le Cameroun dans de bonnes conditions, encore faut-il que l'agriculture retrouve sa place qui est primordiale dans notre développement économique et dans l'atteinte de l'émergence en 2035.

**Propos recueillis par
Djaoudjaourou**

31^e session de la conférence de la FAO pour l'Afrique : Zimbabwe 2020

■ Gabriel Mbaïrobé positionne le Cameroun dans l'initiative hand-in-hand de la FAO

Après Karthoum au Soudan en 2018, Hararé au Zimbabwe a accueilli en visioconférence, la 31^e session 2020 FAO Afrique, consacrée au plan d'action concerté pour la transformation des initiatives agricoles sous le prisme de la sécurité alimentaire du continent. Le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement Rural y a personnellement pris part.

Si la synthèse paramétrée de la Conférence régionale Afrique FAO indique clairement que l'agriculture du continent est malade, il était question de trouver des solutions idoines aux conséquences de la covid-19 sur le continent africain, en évaluant l'état de la sécurité alimentaire en 2020. Le 19 octobre 2020 en réunion, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui est dans une approche concertée, a travaillé et élaboré une position commune reprise ici par le ministre gabonais de l'Agriculture. Au nom de la CEEAC, il évoquait ce "forum pour discuter des priorités nationales et régionales actuelles et des questions urgentes dans la région CEEAC, y compris de l'impact de la pandémie covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le besoin urgent de transformer les systèmes alimentaires et les innovations et partenariats pour faire progresser les objectifs de développement durable." Il ajoutera, la nécessité pour le continent de "transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable tant est si vrai que, les projections montrent que le monde peut atteindre l'objectif faim zéro en 2030.»

Session convoquée les 26, 27 et 28 octobre, 34 documents pas moins devaient être épluchés. Il s'agit pêle-mêle du rôle du Comité Mondial sur la Sécurité Alimentaire; du rapport de synthèse sur les recom-



Une attitude de Gabriel Mbaïrobé pendant la visio-conférence

mandations de la 30^e Session de Khartoum en 2018 ; de la synthèse sur les effets de la covid-19 ; de la note de synthèse sur la table ronde ministérielle ; du sommet des Nations Unies sur la sécurité alimentaire ; la covid-19 et ses effets sur les systèmes agroalimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition ; les incidences et priorités dans la région Afrique ; le renforcement de la résilience des systèmes agricoles dans le contexte de changement climatique, des conflits et des fléchissements économiques, agir entre aide humanitaire développement et paix en Afrique ; l'élaboration du programme d'action visant à relever les défis de la sécurité alimentaire dans les pays africains sans littoral ; la transformation des systèmes alimentaires et agricoles pour réaliser les objectifs de développement durable ; l'innovation et le développement numérique au service de la réalisation des ODD ; les résultats et priorités de la FAO dans la région Afrique et enfin, l'initiative hand-in-hand (main – dans – la main de la FAO) pour laquelle était consacrée la prise de parole du ministre Gabriel Mbaïrobé.

Main dans la main ou hand-in-hand

est une initiative de la FAO, une nouvelle approche de la lutte contre la pauvreté et la faim. Elle a pour objectif d'accélérer la transformation agricole afin de lutter contre la malnutrition et la faim, Une dizaine de pays africains ont été associés à sa phase pilote, Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Gabriel Mbaïrobé, après avoir remercié le DG de la FAO présent à cette session en ligne, a également encouragé le gouvernement du Zimbabwe, pays hôte de ladite session et dont le président de la République est intervenu personnellement en ouverture solennelle. Le Minader a indiqué la volonté du Cameroun à apprendre des autres pays et à intégrer rapidement, l'initiative main dans la main de la FAO pour les nouvelles perspectives qu'elle augure.

La 31^e conférence FAO de la Région Afrique aura été un « three days forum » intense, fort en partage d'expériences, des communications soutenues et grandement enrichissantes où les pays africains se sont exprimés sur la formulation du plan d'action FAO pour la transformation agricole du continent.

Théophile Awana



Le DG et le PCA nouvellement intallés

Le nouveau Top Management de l'Office Cérééalier aux commandes !

■ *Djibrilla Nana et Mohamadou Gassimou ont respectivement été installés au poste de Président du Conseil d'Administration (PCA) et Directeur Général (DG), le 19 novembre 2020 à Garoua pa, le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural.*

Gabriel Mbairobe a exhorté le personnel de l'Office Cérééalier à apporter toute la collaboration nécessaire aux nouveaux patrons. En sa qualité de Ministre de tutelle technique de cette entreprise publique à caractère social, il s'est également dit disposé à répondre à toutes leurs sollicitations en vue du succès de leur mission. Mais, pour en être à la hauteur, il leur a recommandé de faire corps avec diverses vertus telles que l'orthodoxie administrative, le loyalisme, la bonne gouvernance, le patriotisme, le respect de la hiérarchie, etc.

Ces différents hauts responsables de l'Office Cérééalier ont précisément été nommés à leurs différents postes le 05 Novembre 2020 par

Décrets du Président de la République du Cameroun Paul Biya. Ces textes présidentiels ont donc fait de Djibrilla Nana, le nouveau PCA, pour un mandat de trois ans renouvelable une fois et de Mohamadou Gassimou, le nouveau DG, pour un mandat de trois ans renouvelable deux fois.

Gabriel Mbairobé en a profité pour adresser ses vives et chaleureuses félicitations aux heureux promus et salué l'œuvre immense accomplie par le Directeur Général sortant, Gourlemond Gilbert qui a occupé ce poste trente-et-trois années durant et Gambo Haman en tant que Président du Conseil d'Administration de l'Office pendant six ans.

L'Office Cérééalier est un organisme

d'État créé par Décret N° 75/1975 du 21 juin 1975 et réorganisé par Décret N° 89/1806 du 12 décembre 1989, puis par Décret N° 2018/615 du 23 octobre 2018. Il a pour mission d'intervenir sur les marchés des zones productrices et consommatrices de céréales, afin de créer un stock régulateur et de sécurité alimentaire permettant de stabiliser les prix d'une campagne à l'autre, pour lutter contre la famine. Malgré le contexte marqué par la crise sanitaire du coronavirus, une potentielle menace à la sécurité alimentaire, le Ministre s'est dit convaincu que les capacités personnelles des nouveaux dirigeants seront des atouts majeurs pour atteindre pleinement les objectifs assignés, afin de permettre à notre pays d'être à l'abri de la famine, grâce aux collectes de céréales qu'ils vont effectuer à travers le Cameroun. Le but est de permettre à notre agriculture de rester ce puissant grenier de l'Afrique Centrale.

Parcours de patriotes

D'après le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, la cérémonie était aussi une manière de célébrer à la fois le mérite et la reconnaissance d'un important travail accompli avec endurance, conscience, dévouement et loyauté. La preuve, le curriculum vitae de chacun des deux responsables promu à la tête de l'Office Céréalière en dit long sur leurs qualités. Djibrilla Nana, le nouveau PCA, est né le 09 novembre 1960 à Ngaoundéré, dans le Département de la Vina, Région de l'Adamaoua. Il est Inspecteur Principal des Régies Financières (Trésor) hors échelle, retraité. Il est titulaire du Brevet de l'École d'Administration et de Magistrature (ENAM), option Section Administration des Greffes, obtenu en 1985 et du Diplôme de l'ENAM, Section Trésor, obtenu en 1993 comme major de sa promotion. Il jouit d'une riche expérience dans l'Administration Publique Camerounaise, compte tenu de son parcours et des postes qu'il a occupés. Il est marié et père de sept enfants.

Mohamadou Gassimou, le nouveau D.G. quant à lui, est né le 04 juin



Le DG face à la presse

1967 à Tcholliré, Région du Nord, dans le Département du Mayo-Rey. Il est titulaire d'une licence en Droit Public de la Faculté de Droit de l'ex. Université de Yaoundé, obtenu en 1993 et d'un Diplôme de formation en Marketing et Communication de l'Institut Portuaire d'Enseignements et de Recherches du Havre, en France en 2000. Il jouit également d'une riche et longue expérience professionnelle. Il est marié et père de quatre enfants.

Un Office visant l'Émergence

Conformément aux vœux du Président de la République du Cameroun, la mission de ce Top Management répond à la nécessité nationale de réaliser une véritable révolution agricole par la modernisation des moyens de production et la transformation intense des produits agricoles du pays. Une nécessité liée à la mise à disposition de nouveaux équipements, des magasins de stockage et des routes

d'accès. L'objectif est de faire en sorte que le Cameroun perpétue son statut de grenier de l'Afrique Centrale. D'où l'importance stratégique accordée par le Président de la République à l'agriculture notamment en ce qui concerne la transformation structurelle de l'économie nationale pour l'atteinte de l'émergence en 2035. Cette vision passe par la sécurité alimentaire des populations, la régulation du marché des céréales et la prévention des crises alimentaires, l'approvisionnement des populations en céréales, généralement en période de soudure (juillet, septembre de chaque année), dans le cadre des ventes par la rotation technique des stocks, des moyens de transport de céréales et de logistique et la mise en place des infrastructures de stockage des céréales. Seulement, une telle vision est possible avec une administration moins corrompue, plus efficace et plus crédible aux yeux des partenaires nationaux et internationaux.

Djaoudjaourou



OFFICE CEREALIER

B.P. 298; TEL.222 2 27 14 38
FAX 222 2 27 16 53; e-mail: officecerealiere@yahoo.fr

Au service de la sécurité alimentaire!

INTRODUCTION

L'Office Céréalière, est un organisme d'Etat qui a été créé par décret n°75/1975 du 21 juin 1975 et réorganisé par décret n°89/1806 du 12 décembre 1989 pour intervenir sur les marchés des zones productrices et consommatrices de céréales en vue de créer un stock régulateur et de sécurité alimentaire permettant de stabiliser les prix d'une campagne à l'autre afin de lutter contre la famine.

Le décret n°98/86 du 26 août 1998 le place sous la tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture afin qu'il joue pleinement le rôle de plate-forme centrale du système national de sécurité alimentaire.

SITUATION ADMINISTRATIVE

Structure organique

L'organigramme de l'Office comprend une Direction Générale, trois (3) Directions, huit (8) Services et assimilés et vingt-huit (28) Bureaux et assimilés (Centres dans certains départements). Un (1) contrôle Financier Spécialisé et une (1) Agence Comptable sont placés auprès l'Office Céréalière par le Ministre des Finances

Effectifs du Personnel

Les effectifs actuels de l'organisme sont de quatre-vingt-cinq (85) employés permanents dont trois (03) cadres (y compris le DG), onze (11) agents de maîtrise et soixante onze (70) agents d'exécution comprenant essentiellement les gardiens de magasins.

Infrastructures de stockage de céréales

L'Office Céréalière dispose de 44 magasins de stockage de céréales d'une capacité totale de 47 650 tonnes, implantés à travers les trois Régions Septentrionales.

Moyens de transport de céréales et de logistique

Le parc automobile comprend sept (07) véhicules en état de marche dont deux (02) camions pour le transport des céréales d'une capacité de 50 tonnes et cinq (05) véhicules légers.

BILAN DES ACTIVITES DE L'OFFICE CEREALIER DE 2016 A 2019

Les contributions financières de l'Etat au profit de l'Office Céréalière au cours de la période allant de 2016 à 2019 ont permis à l'organisme de constituer des stocks par la collecte des céréales auprès des producteurs pour approvisionner les populations surtout pendant les périodes de soudure.

Constitution du stock de sécurité

De 2016 à 2019 la constitution et/ou la reconstitution des stocks par les collectes de surplus de production de céréales auprès des agricultures a porté en moyenne annuelle sur 13 832.3 tonnes. Les fonds injectés par l'Office Céréalière en milieu rural ont permis aux producteurs d'accroître l'offre sur les marchés, d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de vie.

Approvisionnement des populations en céréales

De 2016 à 2019, l'approvisionnement des populations en céréales, généralement en période difficile de soudure (juillet-septembre de chaque année), dans le cadre des ventes par la rotation technique des stocks, a porté en moyenne annuelle sur 27 174.6 tonnes.

La mise en rotation technique des stocks (pour éviter leur détérioration due au stockage de longue durée) à des prix abordables et stables permet non seulement de limiter la fluctuation des prix sur les marchés, mais surtout leur accessibilité physique et économique aux ménages.

Government reassures steady support to Mideno, Unvda

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Minader has announced steady and constant support to the North West Development authority, MIDENO and the Upper Noun Valley Development Authority, UNVDA.*

The development was disclosed during an audience granted some parliamentarians from the North West region by the minister of Agriculture and Rural Development.

The lawmakers from the North West region were received in audience October 28, 2020.

The delegation of 12 Members of Parliaments from the North West region was headed by the Honorable Njingum Musa Mbutoh, Member of Parliament from the Ngoketunja North Constituency.

Speaking during the audience, the minister Gabriel Mbaïrobe praised the efforts made by the North West region to ensure food security in the world and in Cameroon in particular.

The region, he said is very fundamental in the development and promotion of agriculture at several domains in the nation.

Apart from being one of the regions with a very hardworking farmer population that has many agricultural cooperatives, he said the area is equally the region that grows a variety of crops that the country is well known for in the international market.

“Its soils permit the cultivation of a variety of food and cash crops” the Minister said stating that “With regard to food crops, the North West region produces maize, beans, cocoyams, taro that is edible in all forms (the tuber for our achu, the leaves, petuncles and the flowers for black soup), potato grown in Santa, Kumbo,



Group photo

IRAD Bambui and Mendankwe, tomato grown in Ndop, Santa and Oku, plantain by the entire Grassfield, cabbages, carrots and spices of various types, rice championed by UNVDA Ndop and local farmers along the Mechum River banks, to mention just these”.

“It is evident that these food items constitute a balanced diet that helps in the reduction of both food insecurity and malnutrition and could also go a long way to fight against COVID-19. Thanks to the North West that these foodstuffs are made available to our national population and to our friendly neighbours such as Gabon, Equatorial Guinea, Nigeria, to name just these” he added.

As far as cash crops are concerned, he said “we are proud to state that quality tea and coffee are cultivated in the North West Region. The Ndwara and Ndu Tea Estates have ceaselessly supplied our national and world markets with good flavoured tea. The North West Cooperative Association (NWCA) is fully involved in the cultivation and processing of Arabica Coffee with an inviting aroma”.

With all this effort, he then announced “the Ministry of Agriculture and Rural Development is also mobilised to constantly support the efforts of the Grass Field and cooperatives, among which are GP DERUDEP,

NWCA, UNVDA, Wum Development Authority (WADA) as well as MIDENO, which is a state owned Institution”.

Minader, Minister said had recently offered MIDENO two bulldozers, two graders, and two Caterpillars to improve on the farm to market road.

“The Ministry equally continues to provide improved seeds and equipment for the mechanization of the UNVDA rice fields and has also finalise the loan from IDB to increase the land surface for rice production to around three thousand hectares. In collaboration with the African Development Bank and Islamic Bank effort is constantly being made to improve on agriculture in the North West. Equally, through CENEEMA, a milestone has been reached to support the mechanization unit in Bambui” the Minister told the Members of parliament.

Meanwhile in reaction to the minister’s speech, the head of delegation, Honorable Njingum Musa presented a message of appreciation and encouragement to Minister.

He also presented a memo on investment projects to revamp and rehabilitate MIDENO and UNVDA “for the kind attention/intervention of the minister of agriculture and rural development”.

Heris Nange Tohnain

Ces jeunes entrepreneurs agropastoraux qui se démarquent...

■ **Courage, abnégation, témérité et persévérance.** Tels sont les leitmotivs des jeunes entrepreneurs agropastoraux qui ne ménagent aucun effort pour rendre leurs activités prospères montrant à cet égard que l'agriculture est un business lucratif, et que d'autres jeunes gagneraient à suivre leur exemple. Ils se comptent en milliers dans les dix régions du pays.



Ambiana Belebini Ouloume Simplicie

UNE HISTOIRE DE CONFIANCE AVEC LE PEA- JEUNES

Jeune entrepreneur agropastoral qui fait dans l'engraissement du porc charcutier à Bogando, une localité de la ville de Bokito. C'est en 2017 qu'il se tourne au PEA-Jeunes. Sa détermination à réussir dans son activité l'a amené à construire une relation de confiance tant avec ses clients qu'avec ses partenaires financiers. Dans cette optique, il a déjà obtenu auprès de son institution de financement rurale (IFR) deux crédits productifs dont le premier s'élevait à 439 000 FCFA et complètement remboursé et le second à 900 000 FCFA en cours de remboursement. Des crédits productifs qui lui ont permis d'augmenter son cheptel et, par ricochet ses revenus.

Le jeune entrepreneur, grâce aux bénéfices qu'il tire de ses activités a pu offrir un meilleur confort d'habitat à ses parents. A son égard, son père ne tarit pas d'éloges. Il est content de voir son fils s'épanouir dans sa nouvelle vie d'entrepreneur agropastoral. L'activité de mototaximan qu'il exerçait avant n'est plus qu'un lointain souvenir.

Ambiana est aujourd'hui l'un des "roles modele" pour les autorités administratives de la contrée. Ces dernières s'appuient sur lui pour sensibiliser d'autres jeunes à s'impliquer dans le business agropastoral.

Josianne Ndomo



Hawau Ali

UNE PIONNIÈRE DEVENUE UNE RÉFÉRENCE

HAWAU ALI est entrepreneure agropastorale spécialisée dans l'élevage de poulets de chair. Mariée à l'âge de 16 ans, la jeune fille-mère de deux enfants, issue de la tribu bororo, réside à Bamenda, dans la Région du Nord-Ouest. Elle fut la première fille Bororo à intégrer le programme.

Dès le lancement de ses activités en 2017, elle a débuté avec une bande de 300 poussins, depuis lors, ces bandes vont croissantes. Malgré le contexte de crise dans cette région du pays, Hawau ne ménage aucun effort pour rester en activité. Elle continue de bénéficier de l'accompagnement du programme qui a mis en place des stratégies spécifiques à la situation.

Des bénéfices qu'elle tire de son entreprise agropastorale, la dynamique entrepreneure s'active à diversifier ses sources de revenus. Celle qui dit pouvoir planifier sa vie désormais parce que financièrement autonome, pouvoir prendre une décision parce qu'économiquement indépendante et être capable de prendre la parole dans sa communauté et partout ailleurs parce qu'elle a gagné en confiance, et connaît sa valeur est aussi une référence dans sa communauté. Grâce à son exemple, le PEA-Jeunes a déjà accompagné plus d'une vingtaine de Bororos qui s'épanouissent dans leurs entreprises agropastorales.

J.N.

Meet Ambe Standley : the 21st century young agriculturera list from the North West Region of Cameroon

■ *While few are still associating agriculture with poverty and hardship, thousands are busy making millions from the sector. Ambe stanley chenwi, CEO of Highlands Farm Africa, thinks agriculture is the answer to the poverty and hardship that young people face and as a result has decided to match his words with actions.*



Ambe standley chenwi is a Senior Agriculture Technician who studied Agriculture and Rural production in the Regional College in Bambili and graduated as a Farm Manager with an HND in Management in farm enterprises. The 30-year-old is the Founder of HighLands Farm Africa situated in the North West Region of Cameroon. He and his team run a crop and livestock farms altogether since 2017. They have as objectives giving a new face lift to agriculture in Cameroon by combining agribusiness and livestock farming as well as training of young people willing to invest in agriculture for a living. This initiative started in 2017 with one hundred (100) table-birds and today they have also embraced pig farming, mushroom production and greenhouse farming, where they run their own green houses and also offer consultancy services to other farmers who want to build their own farms for the growing of vegetables. "Today, greenhouse growing has gained grounds across Cameroon with HighLands Farm championing

innovations in the sector. These years, we have been able to construct two farms in the North West and South West Regions, precisely in Mankon and Tiko, respectively, where both communities have been drilled on the innovative approaches within a short period of time" said Ambe Standley.

They equally offer consultancy services in the areas of irrigation, running of nurseries, grafting of food trees, Buding, Macotting and Air Laying as a means of getting good varieties of fruits and some fruit vegetables available for consumers' consumption

"We write farm projects and Business plans for young farmers and in 2019 we wrote close to 300 projects for Cameroonian youths under the 3 years Emergency Plan initiated by the Head of State H.E. Paul Biya. This was realized in collaboration with the North West Regional Delegate of Youth Affairs. We have also trained 2000 young farmers from the 7 divisions in the North West Region of Cameroon for the past 3 years, most of them women,

in Pig farming, poultry farming, Mushroom and Crop cultivation" the Agric -Entrepreneur recounted. HighLands Farm has developed a marketing network that supplies its produce within Cameroon and beyond. Their digital platforms have also enabled them to reach out with mentorship programmes to thousands of young people across Africa. Faced with the challenge "of zero tolerance to hunger" the Multiple Award Winner and his team believe young people need to embark on agriculture, especially in crop production in order to combat the food insecurity brought about by the fast growing populations. Ambe Chenwi has been decorated with honours as recognition for his service to humanity and fight for zero hunger through agriculture. This awards include;

Governor Lele Adolf Excellence Award for Best Mixed Farm Organisation in Bamenda. 2020
New Breed Africa Best Farm Organisation 2020
Mandela Washington Fellowship Best Entrepreneur Prize, 2019.
Young Citizens Contributing Positive for Social Change Award Bamenda, 2019.
CAMACA Best Social Entrepreneurship Award, 2019.
Digital Citizens 2019 for promoting Decent work and Economic Development Yaounde, 2019.
Best Agriculture Project, Holder National Business Challenge Yaounde 2019. Ministry of Youth Affairs and Nominated by the Tony Elumelu Foundation as a mentor for Entrepreneurship.
Nominated as 100 Best African Leaders Award to take place in Lagos Nigeria on 3rd of October 2020

Highlands Farm can be contacted through the following addresses;
Email:

Facebook: Ambe Standley
LinkedIn: Standley Chenwi Ambe
Instagram: ambestandley

Heris Nange Tohnain



Mba Owono

UNE DÉTERMINATION SANS FAILLE

Mba Owono, est l'exemple de la détermination dans l'entreprenariat agropastoral. Installé dans son village à Abiere Bene dans la région du Sud, le jeune père de famille a choisi de faire dans la production et la commercialisation du manioc. Il a démarré son activité avec 922 361 FCFA. Une exploitation d'un hectare dans une forêt à l'apparence hostile, située au milieu de profonds marécages qu'il a su dompter. On ne prend la pleine mesure de sa détermination que lorsqu'on visite le champ. La consommation régulière et abondante par les ménages locaux et urbains de ce tubercule est une opportunité d'affaires que le jeune a su saisir. Il a déjà vendu plus de 500 sacs de 100 kg, à raison de 5000 fcfa par sac. L'évacuation de sa marchandise du champ pour le village, particulièrement en saison pluvieuse est une véritable difficulté. Toutefois, ce défi ne décourage pas le président de l'Association des parents d'élèves (APE) de son village. Elle renforce plutôt son ambition qui est de passer d'un hectare à 2ha à très court terme et d'accroître ses revenus. Des revenus qui lui ont permis de s'établir définitivement dans son village et de s'offrir une maison en matériaux définitifs.

Josianne Ndomo



Teuwa Kouam Carelle

UNE PRODUCTION EN PLEINE EXPANSION

La marque « STF Natural SARL » se déguste désormais dans les cérémonies, bars restaurants et hôtels. Teuwa Kouam Carelle dont l'entreprise est spécialisée dans la transformation d'ananas en jus au quartier Bonaberi à Douala est la promotrice de cette marque. L'observance scrupuleuse des règles de production et le souci de la qualité lui ont permis d'obtenir un contrat avec la multinationale Guinness. Un marché avec en moyenne 30000 bouteilles de 33 cl par mois. C'est en 2017, qu'elle crée son entreprise et en juin 2019, elle va bénéficier de la formation offerte aux jeunes déjà installés à savoir « gérez mieux votre entreprise ». Enrichie de nouveaux outils de gestion et de marketing, elle s'est attelée à améliorer sa stratégie marketing. C'est dans cet élan qu'elle reçoit un coup de fil téléphonique d'un client, qui, ayant consommé son produit dans un restaurant et très satisfait de la haute saveur, va lui faire part de l'offre de Guinness pour la fabrication « des diluants naturels de liqueur ». Elle y sera l'heureuse gagnante. Une opportunité qui a fait quadrupler son personnel majoritairement composé de jeunes.

J.N.

“Agriculture is the future”

■ Meet Nancy, who walks the talk by debunking the myth that agriculture is for the frustrated

Meet Nancy Nalova, the founder and Chief Executive Officer of Brown Farms, located in Muyuka, South West Region Cameroon. She holds a Bachelor of Science Degree (B.Sc) in Geology from the University of Buea but has found passion in agriculture spurred by a two year intensive training programme she underwent with the support program for Afro- Pastoral and Fishery vocational Training (AFOP): Institute for Young Farmers Training Centre, Muyuka, South West Region.

Nancy started her dream project as a retailer of mature birds, barely breaking even but saving up a little money for her bigger dreams. After raising capital, she rented a place and put up a temporary poultry structure with a capacity of 200 birds per batch and now runs on 500 birds. She dreams of increasing the number if she were to lay hands on reasonable funding opportunities and also hopes to further studies in Agriculture up to PhD level with proceeds from her agri-business venture.

“Our mission is to empower youths with skills in farming, crop production, products transformation and also promote the consumption of homemade products. Our goal is to plant a seed of Entrepreneurship in the minds of our youths, especially the Bakweri youths in my community; letting them know that they can create jobs for themselves, be creative and successful” says Nancy. In addition, Brown Farms has as motto “Agriculture the Future” with main objective being the pro-



Afop designs the future and we make the future

duction, rearing and commercialization of final products geared towards the improvement of livelihoods as well as the raising of good standards of living. The empowerment of Youths towards the cultivation of self-reliant culture considered vital for the development of their communities also underscores one of the reasons for her existence.

This is realized through special short trainings, workshops and seminars carried out on livestock rearing, crop cultivation and the transformation of some products into amazing finished products such as tomato paste, ginger tea, custard, dry jam and pap.

“Our next project at hand is to create a network of potential farmers, working with them directly

so as to deepen and accelerate the scope of our impact on youths and our community at large on the journey to meaningful change. Bringing farmers together isn't a small thing, a lot of money is required for their stay, feeding and refreshments, that is our challenge but we will strive through it, I believe” says Nancy Nalova.

The CEO equally dreams to own a large animal ranch, crop gardens and a food supermarket for the sales of groceries. She solicits funds from organizations, Government and other financial institutions to enable her to realize her dreams. Nancy Nalova hails from the South West Region of Cameroon. The Bakwarian from a family of 4 children lives at Bonduma village.

Heris Nange Tohnain



**Projet de développement rural du Mont Mbappit
Une pépinière de riz dans le bas-fond du Mont Mbappit**



**Projet de développement rural du Mont Mbappit
Vannage du riz dans la plaine Ngoundoup**

Les visages de l'or vert au Cameroun : Forces, faiblesses, opportunités et menaces

■ *Brefs aperçus et découvertes des charmes et potentialités du Cameroun dans le domaine agricole*

Le Cameroun s'est doté d'une vision de développement dont la finalité est de faire du pays, « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » à l'horizon 2035. Dans ce cadre, une place de choix est réservée au secteur rural dans le processus de relance économique du pays. Ce secteur reste le principal pilier sur lequel l'économie camerounaise repose en vue d'atteindre ses objectifs de croissance à deux chiffres. Il présente l'avantage d'induire des effets d'entraînement sur les autres secteurs.

Conscient de l'importance de ce secteur, le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya a engagé le gouvernement à opérer une véritable « révolution agricole » dans le cadre de ce qu'il a appelé « Agriculture de Seconde Génération ».

La contribution du sous-secteur « Agriculture et Développement Rural » à la relance économique du Cameroun est importante. En effet, son apport reste perceptible sur la croissance économique, la génération d'emplois, ainsi que dans le processus de promotion de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire. Cette situation se justifie par les potentialités agro-écologiques offertes par le milieu et la volonté politique du gouvernement pour assurer le développement de ce sous-secteur.

**Dossier réalisé
par Djaoudjaourou, Théophile Awana
et Heris Nange Tohnain**



Les atouts et les potentialités de l'agriculture camerounaise

■ *Le Cameroun est un grand pays agricole qui regorge de potentialités innombrables, variées et importantes pour son développement. Elles se déclinent ainsi qu'il suit:*

Une grande diversité agro-écologique

Il s'agit de cinq zones agro-écologiques et d'un vaste réseau hydrographique favorable aux activités agricoles variées avec des activités anthropiques variées également.

Disponibilité et fertilité des sols : zone écologique propice à l'activité agricole

Les ressources foncières au Cameroun sont importantes, mais largement non ou sous exploitées. Le pays a une superficie de 47 millions d'hectares cultivables, 9,2 millions sont utilisées à des fins agricoles. Les terres arables s'étendent sur environ 7,2 millions d'hectares auxquels il faut ajouter près de 2 millions d'hectares de pâturages. Seulement 1.8 millions d'hectares actuellement sont effectivement cultivés (26% de la surface cultivable).

Le pays comporte une variété de paysages, de zones géomorphologiques et climatiques, qui peuvent être regroupées en cinq entités régionales ou zones agro-écologiques distinctes. Du point de vue de l'étendue et des caractéristiques pluviométriques et pédologiques, les cinq grandes unités écologiques qui composent le territoire national sont :

- i) la zone forestière monomodale ;
- ii) la zone forestière bimodale ;
- iii) la zone des hauts plateaux ;
- iv) la zone des hautes savanes ;
- v) la zone des savanes soudano-sahéliennes.

Great potential of irrigable land

Cameroon has over 7,200,000 hectares of arable land with less than one-fifth under cultivation. More than 4,000,000 hectares of Cameroon's 7,200,000 hectares of arable land are exploited. However, most of it is exploited by small family farmers or small-scale producers. In order to meet the sustainable development goals of eradicating hunger, increasing production and modernising agriculture, it is necessary to switch to second-generation agriculture, in other words, manage larger farms.

A dynamic national agricultural research system

Cameroon has a dynamic national agricultural research system with a strategic plan, research programmes and numerous research results that need to be used in the agricultural sector.

A highly strategic geographical position

Cameroon is located at the heart of Africa and in the Gulf of Guinea, at the junction of Equatorial Africa in the south and Tropical Africa in the north. Its wide coastline provides many economic and commercial opportunities.

Cameroon, more than the other countries of the Central African sub-region is endowed with climatic and natural conditions that are very favourable to agricultural production.

A dynamic population

Following the drop in commodity prices, agricultural producers easily adopted the government's policy of crop and export diversification. The current growing interest in cooperative movements is proof of the willingness and ability of rural people to take control of their own destiny.



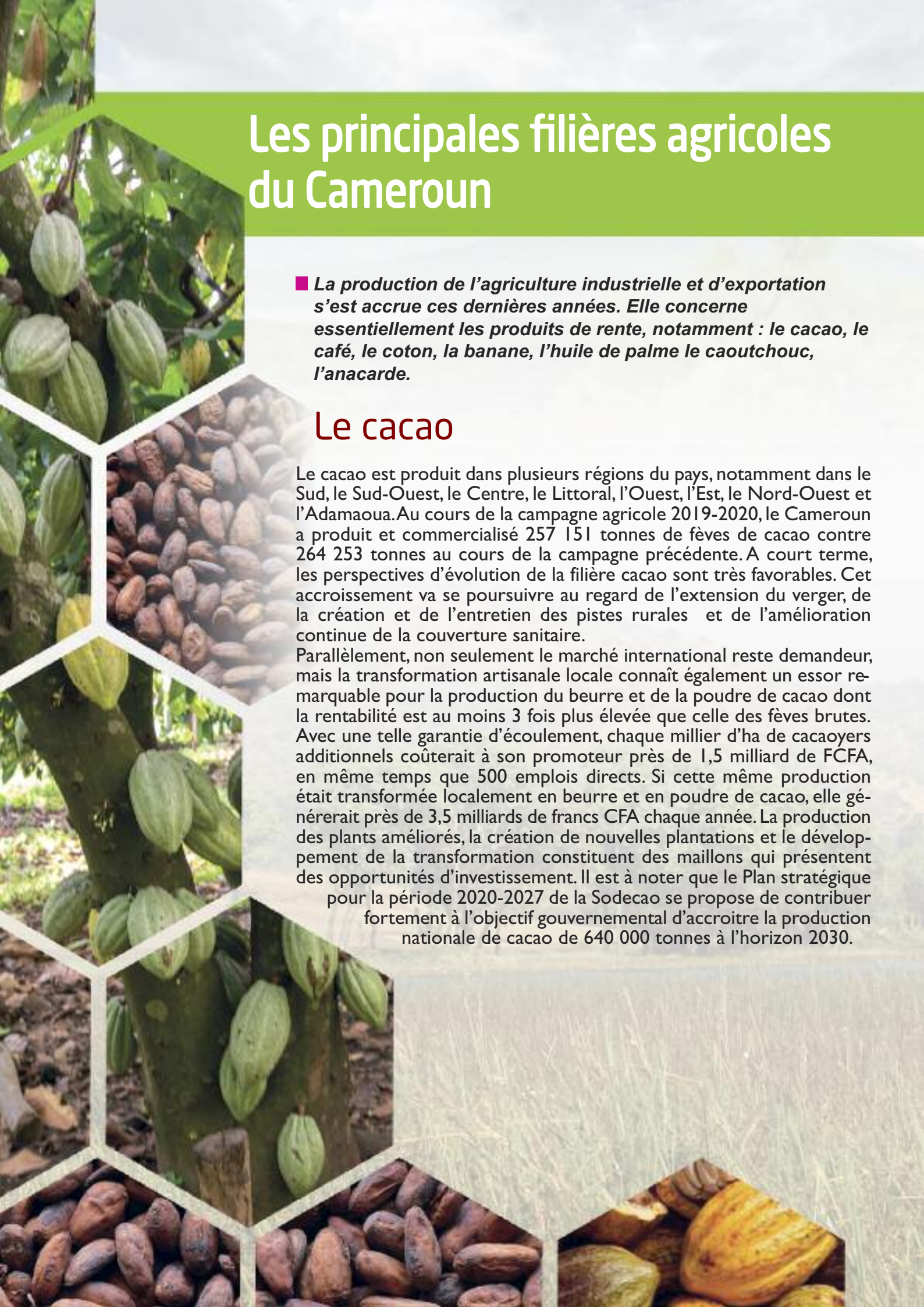
Les principales filières agricoles du Cameroun

■ *La production de l'agriculture industrielle et d'exportation s'est accrue ces dernières années. Elle concerne essentiellement les produits de rente, notamment : le cacao, le café, le coton, la banane, l'huile de palme le caoutchouc, l'anacarde.*

Le cacao

Le cacao est produit dans plusieurs régions du pays, notamment dans le Sud, le Sud-Ouest, le Centre, le Littoral, l'Ouest, l'Est, le Nord-Ouest et l'Adamaoua. Au cours de la campagne agricole 2019-2020, le Cameroun a produit et commercialisé 257 151 tonnes de fèves de cacao contre 264 253 tonnes au cours de la campagne précédente. A court terme, les perspectives d'évolution de la filière cacao sont très favorables. Cet accroissement va se poursuivre au regard de l'extension du verger, de la création et de l'entretien des pistes rurales et de l'amélioration continue de la couverture sanitaire.

Parallèlement, non seulement le marché international reste demandeur, mais la transformation artisanale locale connaît également un essor remarquable pour la production du beurre et de la poudre de cacao dont la rentabilité est au moins 3 fois plus élevée que celle des fèves brutes. Avec une telle garantie d'écoulement, chaque millier d'ha de cacaoyers additionnels coûterait à son promoteur près de 1,5 milliard de FCFA, en même temps que 500 emplois directs. Si cette même production était transformée localement en beurre et en poudre de cacao, elle générerait près de 3,5 milliards de francs CFA chaque année. La production des plants améliorés, la création de nouvelles plantations et le développement de la transformation constituent des maillons qui présentent des opportunités d'investissement. Il est à noter que le Plan stratégique pour la période 2020-2027 de la Sodécao se propose de contribuer fortement à l'objectif gouvernemental d'accroître la production nationale de cacao de 640 000 tonnes à l'horizon 2030.



Coffee

The Government's Production targets for year 2020 within the framework of the recovery plan stand at 125,000 tonnes of Robusta coffee and 35,000 tonnes of Arabica coffee. Coffee is cultivated in several regions of the country including the West, Littoral, Centre, and East Regions. Coffee farming activities cover 210,000 ha and create around 150,000 permanent jobs and 280,000 temporary jobs. Production amounts to about 8,000 tonnes for Arabica coffee and 37,000 tonnes for Robusta coffee. A start-up investment of 1.5 billion CFA francs would enable the creation of about 1,875 ha of coffee plants, for an average production of 1,300 tonnes of coffee. Exports would generate about 1.3 billion CFA francs annually in foreign currency and 800 permanent jobs. If this additional output were entirely processed locally into roasted coffee, it would generate CFAF 1.6 billion. Investment opportunities in this sub-sector are geared towards production through the creation of new orchards in the East, Littoral, South-West and Centre Regions. In order to increase the added value of Cameroon's coffee, it is important to create coffee processing units that will contribute to improving the country's trade balance.

Cotton

During the 2019-2020 farming season, Cameroon produced 328,448 tonnes, that is an 8.36% increase, compared with the 2018-2019 production, which stood at 320,062 tonnes. In real terms, this represents an increase of 8,386 tonnes between the two seasons. The increase in production in 2019-2020 is due, inter alia, to the distribution of 30 billion FCFA of credit in terms of fertilizers, pesticides and agricultural equipment.

All cotton produce is sold to SODECOTON, which has a monopoly in this sub-sector. Each year SODECOTON pays out about 2 billion FCFA in wages for 732 permanent jobs and 1,200 temporary jobs. Production output could soon record a significant increase, considering the actions taken by government to relaunch this sub-sector.

However, despite the measures taken by public authorities to revitalise this sub-sector, producers' incomes may not improve significantly in the short term due to the uncertainty of the international market. Therefore, in order to improve the standards of living of populations in the cotton-producing areas, local processing activities of this product will have to be intensified.



La banane dessert

La banane dessert présente une très nette dualité qui rend difficile toute analyse en ce sens qu'elle est à la fois à la base de l'alimentation humaine à l'instar du riz, du blé et du maïs et un important produit d'exportation.

La banane dessert est produite dans neuf régions sur dix du Cameroun (la région du Nord exceptée). Les zones de grande production sont le Littoral et le Sud-Ouest. La banane couvre une superficie de terre avoisinant 9 200 hectares. La production, estimée à 343 000 tonnes avec environ 260 000 tonnes pour les agro-industries dont la production est presque entièrement exportée.

La banane dessert camerounaise est très appréciée sur le marché international. Le pays est le premier producteur de bananes dans la zone Afrique, Caraïbes et Pacifique.

La filière banane tire principalement sa force de son poids stratégique sur la balance commerciale. A court terme et compte tenu des contraintes du marché, il s'agit essentiellement de préserver sa capacité productive actuelle et ce faisant, les emplois et les devises qu'elle génère. Compte tenu de sa rentabilité et de la disponibilité des terres dans sa zone agro-écologique de prédilection, des investissements privés supplémentaires sont recommandés dans la filière pour accroître les superficies cultivées et les productions.

L'huile de palme

Le Cameroun est le plus grand producteur d'huile de palme de la sous-région CEMAC avec une superficie de terres exploitée estimée à 65 000 hectares. Les exploitants sont de plus en plus nombreux dans la filière, mais la fraction la plus importante de la production est assurée par la Société Camerounaise des Palmerais (SOCAPALM), la Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun (SAFACAM) et la Société des Fermes Suisses qui, à elles seules couvrent près de 40 000 ha de palmeraies, essentiellement localisées dans les régions du Littoral, du Sud-Ouest et du Sud. Par ailleurs, ces trois entreprises réalisent près de 80% de la production nationale d'huile de palme.

Malgré ces performances, la demande nationale en huile de palme reste loin d'être satisfaite. Les unités de transformation de l'huile de palme tournent en moyenne à 50% de leurs potentiels, en même temps que des périodes de pénurie sont de temps en temps enregistrées sur les marchés de consommation. En outre, la demande mondiale en huile de palme brute s'accroît annuellement de près de 4%. Les sous-produits de la filière sont encore largement sous exploités au Cameroun.

La filière palmier à huile a encore devant elle, un vaste champ d'opportunités. Dans le souci d'améliorer la production d'huile de palme, les principaux producteurs envisagent d'étendre davantage les superficies.

Les implications de la transformation industrielle et de la valorisation des sous-produits s'ajouteront à ces performances. La création de nouveaux vergers par les investisseurs privés est fortement encouragée par le gouvernement.

Natural rubber

Rubber production remained almost unchanged in the past years. The continuous drop in sales prices since 2012 and unfavourable weather conditions are responsible for this stagnation. In 2019, a decline in Chinese demand and abundant supplies jeopardized the recovery of global natural rubber prices.

The development of small-scale producers' farms around and under the supervision of large agribusiness companies would certainly help develop this sub-sector in Cameroon

Cashew nut

Cameroon aims to produce and distribute 5 million cashew nuts or cashew nut plants in 5 years, which will enable the country to plant about 50,000 hectares of cashew trees. The national strategy for the promotion and development of the cashew nut sub-sector plans to produce 50,000 tonnes in 2025. The Government strategy also envisages to create about 150,000 jobs in the cashew nut sub-sector by the year 2023, including about 1,000 jobs in the processing sector. According to experts, cashew nut, a cash crop still unknown in Cameroon, can be cultivated in all the ten regions of the country. Part of the Centre Region, the East Region, and the three northern Regions of the country (North Far North and Adamawa), with hot climates are best suited to this crop. In the North, Far North and Adamawa Regions, the development of the cashew nut sub-sector is highly promising, as this crop may become the second most important cash crop in this part of Cameroon after cotton.





L'agriculture vivrière

■ **L'agriculture vivrière est une agriculture essentiellement tournée vers l'autoconsommation et l'économie de subsistance. Elle est en grande partie autoconsommée par les agriculteurs et la population locale.**

L'agriculture vivrière au Cameroun regroupe

- les céréales telles que le blé, le maïs, le mil, le sorgho, le riz paddy, etc. ;
- les racines, les tubercules et bananes : le manioc, la banane douce non industrielle, la banane plantain, le macabo, le taro, la pomme de terre, l'igname, etc. ;
- les plantes oléagineuses telles que l'arachide, la noix de cajou, la graine de coton, etc.;
- les fruits et légumes, notamment les agrumes, les ananas, les fruits tropicaux, les légumineuses et les légumes secs, les épices et les condiments, les légumes feuilles et les champignons, les plantes et les fleurs d'ornement, etc.

Le principal défi à relever dans le domaine des productions vivrières concerne le passage à une production rurale intensive qui permettrait : (i) d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires (ii) d'approvisionner l'industrie de transformation et de créer un marché et une consommation internes pour les filières extraverties et enfin, (iii) de développer les exportations et améliorer la balance commerciale.

Le riz

En 2020, la demande de riz est évaluée à 576 949 tonnes pour une production moyenne nationale de 140 170 tonnes (24,3% de la demande). Les pouvoirs publics comptent accroître les volumes de production dans la filière rizicole, pour pouvoir mettre sur le marché national, "au moins 350 000 tonnes de riz blanchi à l'horizon 2023". Parmi les projets en cours figurent en bonne place, selon Gabriel Mbaïrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural "l'appui technique et financier aux coopératives et agro-industries pour la production des semences de qualité, la vulgarisation des techniques modernes de production de riz, ainsi que l'amélioration des techniques de récolte et de post-récolte à travers différents projets [...] un programme

d'aménagement de 37 500 hectares supplémentaires de périmètres hydro-agricoles". C'est dire que la demande locale de riz est loin d'être satisfaite. On l'estime à 25 kg par personne, soit (pour 20 millions de Camerounais), environ 500 000 tonnes de riz. Le déficit de production serait donc de l'ordre de 350 000 tonnes de riz, ce qui correspond à une production de 600 000 tonnes de paddy. Au regard des réserves foncières disponibles pour la culture du riz, du déficit de production ci-dessus mentionné et de la forte demande en riz enregistrée dans la sous-région CEMAC, le Gouvernement du Cameroun encourage des investissements privés en vue d'accroître plus efficacement l'offre.

Maize

Maize production in Cameroon peaked at 2.3 million tonnes in 2019. However, this production could not meet national demand, which is slightly over 2.8 million tonnes. Consequently, Cameroon recorded a maize production deficit of over 500,000 tonnes in 2019. This deficit, which has been recurrent for several years, often forces brewing companies to resort to imports to meet their maize grits needs. The same is true for the poultry industry, where maize accounts for up to 80% of feed, the main feed for chickens. Faced with this discrepancy between national maize production and the needs of industry and the population, the Government of Cameroon set up a national support programme for the maize sub-sector a few years ago.

The revival of the sub-sector requires increased private investments in the production of improved seed varieties, the creation of new farms, the promotion of agricultural mechanisation and the development of processing. These measures could result in an increase in cultivated areas, yields per hectare and production.

Cassava

Cassava production lays emphasis on varieties that are suitable for industrial production and likely to lead to a wide range of cassava derivatives and by-products. The revival of this sub-sector involves the promotion of industrial production of cassava intended for processing to produce starch and other derivatives indispensable for agro-food, textile, cosmetics, pharmaceutical, brewing industries, etc.



Les nouvelles zones agricoles du Cameroun

Le Cameroun dispose d'abondantes ressources foncières encore largement sous-exploitées. L'une des caractéristiques importantes de ces terres est leur adaptabilité à une gamme variée de cultures. Ainsi, dans chacune des cinq zones agro-écologiques que compte le Cameroun, il est possible de développer une diversité de cultures dont les céréales, les oléagineux, les racines et tubercules, les fruits et légumes et les cultures pérennes.

Toutefois, l'essentiel des réserves en terres arables du Cameroun se situent dans les Régions de l'Est, du Littoral, du Sud-Ouest, du Nord-Ouest, du Nord, du Centre et de l'Adamaoua. On y trouve de vastes étendues de terres encore inexploitées, présentant des potentialités agricoles variées :

- la zone située entre la plaine Tikar et le plateau de l'Adamaoua est le domaine des hautes savanes, propices pour les cultures céréalières, oléagineuses, fruitières ainsi que les racines et tubercules;
- la zone soudano-sahélienne comprise entre le Nord de la Région de l'Adamaoua et la ville de Kousséri dans l'Extrême-Nord est essentiellement apte pour les cultures céréalières, fruitières et maraîchères ;
- la zone côtière comprenant une partie de la Région du Littoral et le Sud-ouest est adaptée à toutes les gammes de cultures (céréalières, oléagineuses, fruitières, racines et tubercules) ;
- les Régions de l'Est et du Nord-Ouest sont favorables pour les cultures oléagineuses, fruitières ainsi que pour les racines et tubercules.

Major threats to the agricultural sector in Cameroon

■ *Cameroon agriculture faces major challenges and threats at several levels as detailed in the situational analysis of the agricultural sector proposed and highlighted in the National Agriculture Investment Plan (2014-2020) and the Rural Sector Development Strategy (2015-2020).*

The analysis of the realities of Cameroon agriculture shows a strong dominance of the agricultural sector by family farming with low-intensity production systems (RSDS, 2016). However, the sector employed 51.2% of the population during the 2016/2017 season, with a high rate of about 70% in the Far North and West Regions. The average farm size is 1.7 ha.

The second threat is the ageing of farmers and the dependence of young people on the informal sector. According to IEESI 2, in the predominantly informal agricultural sector in rural areas, the average age of heads of households is 45.6 years compared with other sectors. Moreover, the Socio-Economic Group (SEG) of farmers is proportional to age: about 25% of 25-29 years old, 40% of 40-44 years old, 50% of 50-54 years old, 60% of 60-64 years old and 75% of 65 years old and over.

The third threat is the under-financing of agricultural activities by credit institutions where the minimum conditions for granting credit (land title, guarantee) are not accessible to farmers. According to the results of ECAM3, only 5.5% of households' credit applications were approved. Other factors include low income and difficult living conditions of rural households, given that in the informal agricultural sector, the average monthly income is less than 27.500 CFA francs compared with the institutional sector, making it the poorest group. The dilapidated and inadequate transport and socio-economic infrastructures, as well as the poor quality of housing exacerbate these constraints.

The shortcomings of the legislative and regulatory framework with significant disparities in regional development and land access that are unfavourable



Access from farm to market road

to private investment, is yet another threat.

The thorny issue of access to production areas due to overlapping authorities in the development of rural tracks between several ministries (Public Works, MINEPAT and MINADER). The review of public expenditures in the rural sector in 2018 (EACOM, 2018) identified the following as the main causes: the presence of numerous actors in the construction of access roads to agro-pastoral basins, with no effective coordination of actions; the failure to control climate change hazards; current agricultural extension and advisory systems and their shortcomings; insufficient qualitative and quantitative seed; and poor quality of public expenditures management in the rural sector. The Review of Public Expenditures in the Rural Sector (AECOM, 2018) concludes that the overall financing of the sector is appropriate but not efficient enough. There are too many ministries, public institutions and projects managing a juxtaposition of roles, as well as high transaction costs with no effective results.

Furthermore, the weak strategic framework, with expenditure largely meant for the functioning of public institutions; excessive centralisation of budget execution and the permanent top-down approaches, does not allow for the optimal use of local staff. There is also the problem of poor collaboration among the various stakeholders (RLAs, professional organisations, private sector, civil society, TFPs, NGOs).

Filière coton : deux nouveaux projets pour booster la productivité

■ **Le lancement officiel de ces projets, financés à hauteur de 14 milliards de francs CFA par la Coopération allemande et l'Union européenne, a eu lieu à Garoua.**

“ **A**ccompagnement des mutations du Bassin cotonnier du Cameroun-Programme d'Appui au Développement rural – ABC-PADER - et Projet Global «durabilité et valeur ajoutée» dans les chaînes d'approvisionnement agricoles - ProCoton ». Tels sont les deux projets qui ont été officiellement lancés à Garoua le mercredi 4 novembre 2020 par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobé, qu'assistait pour la circonstance, le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Paul Tassong.

Ces deux projets bénéficient du cofinancement de la Coopération allemande et de l'Union européenne. La mise en œuvre de ces projets couvre les trois régions septentrionales, principaux bassins de production du coton dans notre pays. Il faut dire avec force que le Cameroun est le cinquième pays producteur de coton en Afrique subsaharienne. C'est dire que le coton revêt une importance stratégique par rapport à l'économie des trois régions productrices : l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua. Ce coton est en majorité cultivé par des petits agriculteurs. Les sols dans les régions de production sont déjà fortement dégradés et la fertilité est faible. Les rendements moyens de l'ordre de 1,4 tonnes par hectare sont très faibles, comparés à d'autres pays producteurs, de même qu'au vu du potentiel de plus de 2 tonnes par hectare que les variétés actuellement cultivées présentent. C'est dire que ces deux projets arrivent à point nommé.

Le Programme ABC-PADER, s'appuie sur une approche participative à tous



Photo de famille

les niveaux et bénéficie des acquis du Programme précédent, ABC-PADER. Il compte exploiter le potentiel de la Sodecoton/Confédération nationale des producteurs du coton du Cameroun (CNPC-C) en qualité d'acteurs clés du développement de la région. Afin d'atteindre son objectif d'une manière durable, ABC-PADER renforce les capacités des acteurs à travers une approche faire-faire. Son objectif est d'améliorer les performances économiques des acteurs privés de l'agriculture et de l'élevage en tenant compte des systèmes de production adaptés au changement climatique.

Quant au projet ProCoton, il vise la création de la valeur ajoutée à partir du coton durable (fil, tissus, etc) En outre, la cérémonie de lancement officiel de ces nouveaux projets a connu la participation de la fine fleur administrato-politique locale, des élus locaux et du peuple, des élites et forces vives, des opérateurs économiques, des responsables du bureau exécutif de la CNPC-C, entre autres, au premier rang desquels le gouverneur de la région du Nord, Jean Abate Edii. Les représentants et mandataires des bailleurs de fonds et des organismes donateurs, notamment de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, de la délégation de l'Union européenne au Cameroun ainsi que de la GIZ n'étaient pas en reste.

Ces nouveaux sont planifiés pour la période allant de septembre 2020 à décembre 2024. Selon les clauses de la convention signée entre le gouvernement camerounais et les deux partenaires, ces projets visent à améliorer la situation socio-économique et les revenus dans une perspective de préservation des ressources naturelles et, d'adaptation aux effets de changements climatiques dans le bassin cotonnier du Cameroun en particulier des femmes et des jeunes. Toujours selon les mêmes clauses, les principaux bénéficiaires de ce vaste programme sont les petits producteurs, les transformateurs, les éleveurs, les entreprises privées du secteur du textile, de l'habillement et les entrepreneurs agropastoraux, avec un accent particulier sur les couches vulnérables que constituent les jeunes et les femmes.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a précisé à l'occasion, que le coton est l'une des spéculations les plus rentables de notre pays. Par conséquent, les populations doivent tirer au maximum de ces projets. Il a profité de son séjour de Garoua pour présenter le document de stratégie nationale de développement de la filière anacarde aux populations du Septentrion et en a procédé à sa remise à quelques acteurs clés de cette filière.

Djaoudjaourou

Le Recensement général de l'agriculture et de l'élevage en marche !



D'après le Programme Mondial de Recensement de l'Agriculture 2020 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le recensement de l'Agriculture est une opération statistique de collecte, de traitement et de diffusion des données structurelles sur l'Agriculture, couvrant l'ensemble ou une partie significative d'un pays. C'est le seul programme statistique qui produit des informations structurelles sur les exploitations agricoles aux plus bas niveaux géographique et administratif et, par conséquent, c'est une source essentielle d'informations pour les responsables gouvernementaux et autres décideurs. Un recensement agricole couvre les aspects de l'Agriculture qui changent relativement lentement au fil du temps et sont donc entrepris au moins une fois tous les dix ans.

A titre de rappel, le dernier recensement de l'Agriculture s'est déroulé en 1984 au Cameroun. Trente-six (36) ans plus tard, les données collectées, traitées et diffusées dans le cadre de cette opération sont devenues caduques et par voie de conséquence ne facilitent pas au gouvernement et aux acteurs impliqués de prendre des décisions

idoines, d'assurer la planification, l'exécution et le suivi-évaluation harmonieux des activités. In fine, les politiques publiques et les programmes de développement des sous-secteurs agropastoraux en pâtissent.

En vue d'inverser radicalement cette tendance et permettre la mise à disposition des informations statistiques ou mieux une base de sondage actualisée, le Président de la République a institué par décret N°2015/292 du 29 juin 2015, un Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE).

Placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'Agriculture et du Développement Rural (Minader), et du Ministère en charge de l'Elevage des Pêches et des Industries animales (Minepia), le RGAE est une opération d'envergure nationale ayant pour objets:

- de produire des informations statistiques structurelles fiables, pertinentes et suffisamment désagrégées (régions, départements, arrondissements et villages) sur toutes les exploitations agropastorales et leur environnement;
- de renforcer les capacités opérationnelles et techniques des cadres du Minader (Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles) et

du Minepia (Direction des Etudes, de la Programmation, de la Coopération et de la Statistique) au niveau central et déconcentré, et des acteurs de terrain;

- de mettre en place un système d'archivage des données et de renforcer la plateforme de diffusion de données statistiques CountryStat, terminal de données en ligne;
- de contribuer à la mise en place du Système Permanent et Intégré de Statistiques Agropastorales (SPISA); dispositif qui fournira chaque année des données actualisées sur les prévisions, la production et les superficies agricoles, le cheptel et l'aquaculture, les revenus des ménages, leur situation alimentaire et nutritionnelle, les prix, etc. Le RGAE est exécuté selon l'approche modulaire préconisée par le Programme Mondial de Recensement de l'Agriculture 2020 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). En cohérence avec cette approche, le grand chantier actuel du RGAE est le module de base qui sera réalisé en mutualisation avec le 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) instruite par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.



Exemple d'animaux d'élevage à recenser



Le module de base constitue le module central du recensement. Il permet de recueillir les informations sur la structure de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche. C'est un module qui couvre toutes les exploitations agropastorales et aquacoles (dénombrement exhaustif), mais ne recueille qu'un éventail limité de données essentielles, nécessaires pour caractériser l'agriculture, l'élevage, l'aquaculture et constituer les bases de sondages nécessaires à l'exécution du module complémentaire et des modules thématiques. Les données collectées à cette phase portent sur la taille des exploitations agricoles (agriculture, élevage, aquaculture), le mode de faire-valoir des terres, l'utilisation des terres, les superficies récoltées, le cheptel, les actifs, la main d'œuvre et les autres facteurs de production agricole.

La phase préparatoire du module de base a commencé depuis plusieurs mois et les principaux résultats obtenus dans le cadre des activités réalisées conjointement avec le 4^{ème} RGPH sont listés ci-

dessous:

- manuel de procédures administratives, financières, opérationnelles et comptables pour la cogestion des ressources financières des activités mutualisées, élaboré conjointement par le RGAE et le 4^{ème} RGPH et approuvé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
- convention entre le 4^{ème} RGPH et le RGAE rédigée et en attente de validation;
- documents liés à la gestion du matériel sur le terrain élaborés et en attente de validation;
- documents techniques élaborés et en attente de validation (questionnaires, manuels d'instruction, guides, fiches, supports et messages de communication, plan de communication et de sensibilisation, zones de dénombrement, chronogramme de la mutualisation, etc.);
- documents financiers, y compris le plan de décaissement, préparés et en attente de validation;
- closing financier préparé;
- compte Trésor pour le virement des ressources financières allouées aux activités mutualisées, ouvert par le Ministre des Finances;

- régisseur des ressources issues de la mutualisation des opérations de collecte des données du dénombrement principal du 4^{ème} RGPH et du module de base du RGAE, nommé par le Ministre des Finances.

En perspective, le RGAE poursuivra pour les parachever, la mise en œuvre des activités préparatoires du module de base afin de permettre d'assurer sereinement la collecte de données proprement dite qui est imminente et dont la réalisation se fera dans le cadre de la mutualisation et en cogestion avec le 4^{ème} RGPH conformément aux instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

André Mbairanodji
Directeur des Enquêtes et des Statistiques Agricoles (DESA)
Coordonnateur National du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE)

Développement du secteur semencier : Un document de référence élaboré

■ *Le ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, madame Clémentine Ananga Messina a présidé la double session du Conseil National des Semences et Obtentions Végétales (CONSOV). Au terme de ces deux sessions, un document de référence a été validé et va permettre à concourir à l'amélioration de la productivité agricole au Cameroun.*

Les sessions consécutives du CONSOV tenues à Yaoundé et Mbalmayo avaient des objectifs bien distincts. La 8ème session était consacrée à l'examen des protocoles des tests de DHS (Distinction, Homogénéité et Stabilité) et VAT (Valeur Agronomique et Technologique) des variétés de pomme de terre, maïs, oignon, niébé et pastèque.

La 9ème quant à elle consistait à examiner d'une part, les projets de règlements techniques de production, du contrôle et de la certification des greffons et plants greffés d'avocats, des portes greffes et greffons de manguier et des portes greffes et greffons d'agrumes. Il était également question de mener une étude approfondie sur le Plan National de Développement des Semences Agricoles élaborées avec l'appui technique de la FAO.

Ces rencontres des acteurs clés de la filière semence, notamment les opérateurs semenciers (pépiniéristes, multiplicateurs, exportateurs, distributeurs), les ministères sectoriels, ont permis de ressortir un document unique faisant objet de référence. Les informations et instructions y inscrites seront appliquées par tous les agriculteurs, dans le but de booster non seulement la production qualitative mais aussi quantitative. « Pour avoir de bon rendement et réussir dans l'agriculture, il faut d'abord opérer par le choix d'une bonne semence. C'est l'enjeu de



Une attitude de Madame le Ministre Délégué pendant son discours

cette double session. Les documents soumis à notre attention constituent un guide indispensable pour les chercheurs/obtenteurs, les producteurs, les opérateurs semenciers et les administrations semencières. » déclare Clémentine Ananga Messina, d'entrée de jeu.

Au terme de cette double session, les membres du CONSOV ont dans une première approche, donné un avis favorable pour l'homologation par le Minader des projets de protocoles d'examen de distinction d'homogénéité et de stabilité (DHS) et de la valeur agronomique et technologique des variétés de maïs, oignons, de pastèque, de niébé ainsi que de la pomme de terre. Dans le second volet, ils ont donné leur accord pour l'homologation des projets de règlements techniques officiels de production, contrôle et certification des agrumes, manguiers avocatier, anacardier et ananas.

Le CONSOV a été créé conformément à l'article 8 de la loi N°2001/014 du 23 juillet 2001 relative à l'activité semencière. Il a été organisé par la suite par le décret

N°2005/153 du 04 mai 2005 portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National des Semences et Obtentions Végétales. Il est un organe consultatif chargé de donner un avis sur l'ensemble des questions relatives à la production, la commercialisation, au contrôle de qualité, à la certification des semences et plants et aux obtentions végétales.

A titre de rappel, il a pour mission de conseiller le gouvernement sur tous les sujets concernant le développement durable de la filière semencière, émettre un avis sur les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs à l'activité semencière, proposer l'inscription ou la radiation des espèces et variétés au Catalogue Officiel des espèces et variétés, émettre un avis sur les demandes de soutien financier adressées au Fonds Semencier, émettre un avis sur l'introduction dans le territoire national des nouvelles technologies, y inclus les organismes génétiquement modifiés relatifs au matériel végétal.

Pauline Mbiadou



Solanum potato evolution in the Boyo Division, North West region

■ *What has become of solanum potato in Boyo Division*

Potato constitutes one of the most cherished food items in the world, in addition to rice and wheat. It contributes to almost 50% of the total tuber and root crop production. Potato has a good food value as compared to other staple food crops as it is rich in carbohydrates and also contains proteins and minerals.

It was introduced in Cameroon during the German colonial period (1884-1914). Significant production occurred after the introduction of new varieties by the British and Dutch governments.

In terms of food production and importance, potato ranks 4th after wheat, rice and maize and 5th as food and industrial crop. It ranks 1st in terms of volume produced among root and tuber crops, with an annual production of approximately 300 million tons grown on about 19 million hectares (ha) (FAO, 2008)

Though not counted as a staple food in Cameroon, it's becoming an important agricultural commodity in the country. It is grown in

the highland zones of six regions: North West, West, Adamaua, South West, Far North and Littoral with the Western highlands North West and West Regions accountable for 80% of the natural production. The crop has now assumed a cash food crop status with an annual tonnage of over 250.000 tonnes, grown on over 70.000 hectares in Cameroon and is one of the main sources of revenue to farmers of these regions. Boyo Division, made up of four subdivisions, pride itself as one of the divisions in the North West Region with an old age history in the production of Irish potato. The division has a population of about 180,000 inhabitants with 80% of them involved in agriculture, especially in the domain of potato farming.

Solanum potato started in the Kom land a longtime ago with the cultivation of local varieties with principal production basins being; Anyajua and Mbessa in Belo Subdivision, Abuh and its environs in Fundong subdivision. With the advent of MIDENO in the 1980s some improved varieties such as CIPIRA and TUBIRA were introduced to farmers from IRAD. Farmers in the major production zones changed to these new varieties, which were high yield-

ing and resistant to blight and other diseases.

The sector became organized when the Ministry of Agriculture and Rural Development put in place the programme to strengthen the solanum potato sub sector, (PRFPT). All the common initiative groups (CIG) in Boyo involved in potato production came together and formed the 'Boyo Potato Producer Union'.

In 2012, this union was transformed into the Boyo Ngoketujia Solanum Producers Cooperative Social LTD with a board of directors. The programme started supporting the cooperative with inputs such as: improved seeds, with varieties including MONDIAL, SPOUNTA, DOSA and CIPIRA. The programme also provided pesticides, chemical fertilizers and organic manure. Groups were given knapsack sprayers all in a bid to boost production. The groups that received grants were supposed to plough back the proceeds from sales of potatoes to ensure sustainability. It should be noted that the cooperative involved Boyo and Ngoketujia potato famers. Thus the divisional coordination ran across Boyo and Ngoketujia divisions. The programme built a potato store at Belo so that potato could be stored there before sales. Before the coming of the programme, production data was not tracked. PRFPT gave seeds and inputs to farmers every year and as a result between 2012 and 2016, production rose steadily from about 15000 to 30.000 tons. Even before the socio political crisis started, sales of potato via the cooperative did not quite go well as envisaged due to poor management and lack of modern marketing skills and above all, farmers were already comfortable with the local market prices. A 20 litres bucket of Irish potato rose from 350 to 3500 Fcfa within a period of ten years. The programme to strengthen the solanum potato sub sector ended in 2018. Since then the sector has not received any more grant. There has been no proper follow-up due to the ongoing crisis. Hope things get back to normalcy so that work can continue as usual.

Heris Nange Tohnain

La culture de la pomme de terre : un vivier d'opportunités



Des pommes de terre

■ *Cette denrée de plus en plus appréciée par les camerounais, représente de réelles opportunités pour les producteurs.*

Au Cameroun, la pomme de terre peut se cultiver dans les localités suivantes : la Menoua, les Bamboutos, le Boyo, la Mezam, le Bui, le Noun, les Hauts plateaux, la Vina, le Ndonga Mantung, le Khoung Khi et le Lebialem. De plus en plus, l'Extrême-Nord présente des performances intéressantes. Mais bien que les températures ne soient pas assez élevées, les flancs des montagnes dans la région du Centre font actuellement l'objet d'une réelle expérimentation. Une altitude supérieure ou égale à 100 m est l'idéal. La température la plus élevée pour la culture de la pomme de terre se situe entre 15 et 25°C. Sa culture est possible à sec pendant la saison pluvieuse ou en culture irriguée du départ jusqu'à la fin du cycle, une répartition rigoureuse est exigée : les quantités d'eaux nécessaires tournant autour de 600mm.

La préparation du sol

Sols bien drainés, riches, sains et profonds, telles sont les caractéristiques majeures que doit présenter le sol choisi pour la culture de la

pomme de terre. Il est recommandé ici d'engager la préparation du sol avant les premières pluies. Mars est le mois indiqué dans toute la région du Sud. Pour la première campagne, les mois de février et mars sont indiqués, quant à la deuxième campagne, les mois de juillet et août sont à mettre à profit. Au niveau de la zone sahélienne, elle doit se faire en avril et mai, la profondeur de la plantation doit être homogène et les zones de stagnation d'eaux sont à éviter. Ce n'est que dans le cas où la présence des chenilles ou nématoses a été identifiée qu'un traitement du sol se fait. Une fois le sol apprêté, il convient aussi de mettre l'accent sur le choix des variétés.

Comment réussir son choix de variétés

Il existe plusieurs variétés de pommes de terre au Cameroun. Elles doivent être choisies en fonction de leur adaptabilité et des objectifs de production. On note l'existence des variétés Tubira : elle a un rendement de 30 à 40 tonnes à l'hectare et produit entre 90 et 120 jours. Elle se cultive avec de meilleures performances dans les régions de l'Ouest, du Nord et de l'Adamaoua. Elle est très recommandée pour les chipses, frites et plusieurs mets africains. Elle résiste passablement à la bactériose foliaire et à la pourriture racinaire ainsi qu'à la virose. L'IRAD

met cette variété à la disposition de tout producteur intéressé. La variété Cipira est une autre produit de l'IRAD. Elle a un rendement potentiel de 30 à 35 tonnes à l'hectare. Et son cycle de culture met entre 90 et 120 jours. Elle est très appropriée pour les régions de l'Adamaoua du Nord Ouest et de l'Ouest. Elle donne satisfaction pour la confection des repas africains. Elle tolère légèrement un peu plus la bactériose foliaire et la pourriture racinaire ainsi que la virose. Ces semences sont également disponibles à l'IRAD. Plusieurs autres variétés existent et présentent sensiblement, les mêmes caractéristiques. Le Cameroun par l'entremise du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural avec l'aide de la coopération Allemande entend faire de ce secteur un vivier d'opportunités. Les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest réunissent 80% de la production de la pomme de terre.

Officiellement, la production de la pomme de terre se situe entre 220 200 et 400 000 tonnes depuis 10 ans selon la clémence du climat. Mais elle est largement en dessous de la demande nationale qui atteint parfois un million. De l'avis des experts, le déficit est lié au difficile accès aux semences traditionnelles. Leurs rendements sont très faibles (7 à 13 tonnes à l'hectare).

Edithe Nadège Messoum

Gabriel Mbaïrobé au milieu des contingences économiques



Gabriel Mbaïrobé entouré de quelques entrepreneurs agropastoraux

■ ***Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural Gabriel Mbaïrobé s'est attelé depuis son arrivée le 04 janvier 2019, à concilier la productivité agricole dans toute sa perspective économique en incluant les enjeux du développement rural, lieu d'action du monde paysan.***

La préoccupation majeure de l'agriculture moderne d'aujourd'hui s'articule essentiellement sur la problématique économique et ses divers modes d'expansion. Si pour d'aucuns, faire de l'agriculture correspond à trouver de quoi manger, pour d'autres, le prolongement de la question est avant tout d'ordre économique.

Puisque l'homme ne semble pas vivre uniquement du pain. Les questions essentielles sont ainsi devenues des questions politiques, des questions sociales, des questions environnementales, des questions vitales tout court. Une sociologie de l'agriculture pour parler simple inclurait tant soit peu, toutes les articulations à travers lesquelles le circuit agricole

homogène s'intègre et se prolonge sur des axes exogènes et hétérogènes.

L'agriculture est une économie à enjeux variables. Le Cameroun, pays émergent en 2035 tel que projeté par le président de la République n'est pas qu'une vision. La vision n'est pas un fait. La vision politique constitue une panacée,



une cure qui prend corps dans les enjeux sommaires et se décline par entités spécifiques à travers chacune des sphères de l'action gouvernementale. Aucune entité n'est en reste. Parlant de l'agriculture, Gabriel Mbairobé s'est voulu conciliant dans l'ensemble. La politique agricole constitue une vaste opération dont la matérialisation touche en un instant, tous les 58 départements du pays. Pas un espace n'est oublié. Les hommes, les

femmes, les secteurs public et privé sont concernés. Il y va de la survie même de notre économie. Conscient de l'ampleur de la tâche, Gabriel Mbairobe s'est engagé tout entier, exhortant ses collaborateurs au suivi des actions, à l'opérationnalité des choix sur le terrain. Le Cameroun, terre des opportunités emploie plus de la moitié de ses enfants dans l'agriculture. Cette masse active a de quoi inciter au progrès de la croissance par le fait de l'augmentation de la productivité agricole ainsi souhaitée.

Le champ d'action est vaste, pluriel même. C'est pour cela que l'importance des Projets et Programmes est capitale dans l'opérationnalisation de la politique agricole nationale. Car les acteurs de l'économie agricole ont besoin d'être accompagnés. Si les terres sont viabilisées, elles ne constituent pour autant pas le seul élément de l'ensemble du corps de production. La formation, l'enseignement agricole ont pris une place prépondérante. Le lancement de la campagne agricole, jour de plein droit où le patron du département ministériel donne le ton à la vocation agricole au service de l'économie nationale met en exergue la nécessité pour le monde agricole de constituer un puissant socle du développement local. Un développement intégré, participatif par zone agro écologique. Depuis de longues dates, la volonté du gouvernement de la République, à chaque lancement de la campagne agricole, marquée par la distribution des semences de qualité et en quantité aux agriculteurs sonne comme un encouragement à cette masse paysanne afin que les défis qui sont les leurs ne faiblissent pas du fait de la modicité des moyens de survie du monde paysan. Gabriel Mbairobe, une fois de plus s'y est attelé. L'ampleur de la pandémie du corona virus n'a pas empêché la pérennisation de cette démarche républicaine. Le gouvernement est et restera au chevet des agriculteurs. Les enjeux sont nombreux, le relèvement de la balance commerciale appuyée par des importations des denrées alimentaires dont on se

passerait volontiers. Le relèvement des productions locales des produits de rente tels que le cacao et le café. Le caoutchouc, la banane et les autres produits d'exportation sont suivis par des objectifs spécifiques accrochés par des Programmes.

Le relèvement du niveau du développement rural

Il est pour l'agriculture le pilier sur lequel elle s'appuie pour se développer. Une politique d'ensemble, du monde rural ne s'émanche que pour contribuer à l'essor du pouvoir agricole. Celui qui consiste à tracer la vocation d'un produit agricole du champ à l'agro-industrie. Cette mission acquise à la chaîne de valeur tient son énergie de la capacité du monde rural à constituer une vitrine transversale de ses propres défis. Si le monde rural donne autant à l'économie, il mérite d'en recevoir autant. Les défis ruraux sont une priorité. Le développement des pistes rurales et des infrastructures de base locales sont d'une importance capitale. Les agriculteurs ont besoin des outils de communication, de télécommunication, des outils technologiques, des bâtiments de stockage, de transport des produits, de transformation, le machinisme multi fonctionnels, de l'appui à l'autonomisation agro pastorale et agricole, des outils énergétiques, des techniciens du génie rural et bien d'autres modules fonctionnels envisageables pour le monde rural. Bras dessus dessous, les branches agricoles et du développement rural forment un tout dont le maître d'œuvre Gabriel Mbairobé, par sa connaissance du terrain, contribue à l'éclosion de cet ensemble au profit de l'économie nationale. L'amélioration des conditions de vie du monde agricole reste un défi pour les pouvoirs publics. La qualité de l'habitat, les soins de santé des travailleurs et l'autonomisation de leurs activités participeront à long terme au relèvement de l'économie locale et à la pérennité de cette main d'œuvre sans laquelle aucun défi n'est possible.

Théophile Awana

All you need to know about the vegetable spice, onion

Onions are cultivated and used around the world as a food item. They are usually served cooked, as a vegetable or part of a prepared savory dish, but can also be eaten raw. They are pungent when chopped and contain chemical substances, which irritate the eyes. Onions are healthy whether they're raw or cooked, though raw onions have higher levels of organic sulfur compounds that provide many benefits. A 2005 study in the *Journal of Agricultural and Food Chemistry* found that there is a high concentration of flavonoids in the outer layers of onion flesh, so you'll want to be careful to remove as little of the edible part of the onion as possible when peeling it.

The nutritional facts of onion, according to the U.S. Food and Drug Administration that regulates food labeling through the National Labeling and Education Act, indicates that onion encourages a healthy heart in many ways, including "lowering of blood pressure and heart attack risk.

"The polyphenols in onions act as antioxidants, protecting the body against free radicals. Eliminating free radicals can help encourage a strong immune system. Onions also contain quercetin, which reduces allergic reactions by stopping your body from producing histamines, which are what make you sneeze, cry and itch if you're having an allergic reaction.

Cancer

A 2015 meta-analysis found that the intake of allium vegetables, including onions, was associated with reduced gastric cancer risk. According to *World's Healthiest Foods*

from the George Mateljan Foundation, eating between one and seven servings of onions per week may help reduce the risk of colorectal, laryngeal and ovarian cancer. Eating several servings of onions, a day may help decrease the risk of oral and esophageal cancer. Onions may help with some side effects from cancer treatments, as well. A 2016 study published in *Integrative Cancer Therapies* found that consuming fresh yellow onion helped lessen insulin resistance and hyperglycemia in breast cancer patients undergoing a form of chemotherapy known to cause insulin resistance.

Eating several servings of onions, a day may help decrease the risk of oral and esophageal cancer. Onions may help with some side effects from cancer treatments, as well. A 2016 study published in *Integrative Cancer Therapies* found that consuming fresh yellow onion helped lessen insulin resistance and hyperglycemia in breast cancer patients undergoing a form of chemotherapy known to cause insulin resistance.

Digestion

The fiber in onions promotes good digestion and helps keep the body regular. Additionally, onions contain a special type of soluble fiber called oligo fructose, which promotes good bacteria growth in your intestines. One 2005 study in *Clinical Gastroenterology and Hepatology* found that oligo fructose may help prevent and treat types of diarrhea.

Regulating blood sugar

The chromium in onions assists in regulating blood sugar. The sulfur in onions helps lower blood sugar by triggering increased insulin production. One 2010 study in the journal *Environmental Health Insights* revealed that this might be especially helpful to people with diabetes. People with Type 1 and Type 2 diabetes who ate red onions showed lower glucose levels for up to four hours.

Bone density in older women

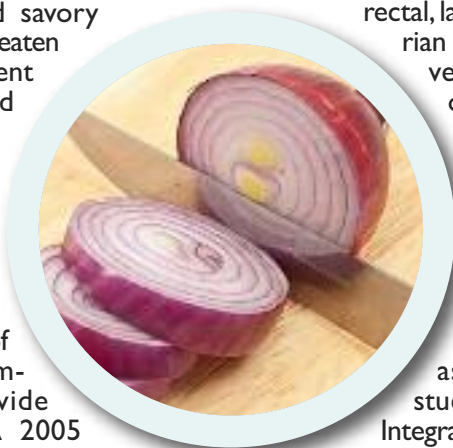
A 2009 journal *Menopause* found that daily consumption of onions improves bone density in women who are going through or have finished menopause. Women who ate onions frequently had a 20 percent lower risk of hip fracture than those who never ate onions.

Nevertheless the consumption of onion can cause some minor adverse effects in the body. While not especially serious, eating onions can cause problems to some people. The carbohydrates in onions may cause gas and bloating, according to National Digestive Diseases Information Clearinghouse. Onions, especially if consumed raw, can worsen heartburn in people who suffer from chronic heartburn or gastric reflux disease : Eating a large amount of green onions or rapidly increasing your consumption of green onions may interfere with blood thinning drugs, according to the University of Georgia. Green onions contain a high amount of vitamin K, which can decrease blood thinner functioning.

It is also possible to have food intolerance or an allergy to onions, but cases are rare. People with onion allergies may experience red, itchy eyes and rashes if an onion comes into contact with the skin. People with intolerance to onions may experience nausea, vomiting and other gastric discomfort.

Lastly, studies encouraged people to make sure their onions are fresh. Onion kept for a long time easily gets bad. Onions spoil much faster if they are chopped or sliced. If you cut up your onions for later use, be sure to refrigerate them in a closed container. A 2015 study found that unrefrigerated yellow onions showed potential growth of *E.coli* and salmonella, though refrigerated ones did not.

Heris Nange Tohnain





Culture de l'oignon : Une filière pleine d'espoir

■ Grâce à la bulbification accélérée du fait des hautes températures, il y a ralentissement du cycle de culture. Ce phénomène fait de la partie septentrionale du Cameroun une zone idéale pour la culture de l'oignon.

Il faut planter l'oignon à 18°C minimum. Sa culture se pratique sur tous les sols, mais ne s'accommode pas avec l'acidité excessive. Une pluviométrie comprise entre 500 et 100 mm/an et des durées d'éclairement de 12 à 13h par jour. Mais la production locale de graines est difficile, car elle a lieu la 2^{ème} année de culture en zone tempérée. On utilise alors les graines importées. Il existe dans ces zones deux modes de semis : le sémi direct des plants, c'est-à-dire à partir des plants issus des pépinières âgées de 40-60 jours, et le sémi à pépinière, à partir de petites bulbes (bulbilles). Elle appartient à la famille des liliacées, son nom scientifique est *Allium-cepa*.

Conditions techniques pour une culture simple mais rigoureuse.

La densité en pépinière est de 1500 à 2000 plantes/m². On compte environ 300 à 500m² de pépinières

pour planter 1 hectare. Après la transplantation au champ, les peuplements varient de 40 à 70 plantes/m² en fonction de la qualité souhaitée. Il est aussi à noter qu'après la récolte, le stockage se fait dans les abris bien ventilés à température constante supérieure à 28°C ou comprise entre 4 et 7°C.

De la préparation du sol à la récolte

Cette culture passe par 08 (huit) étapes, toutes indispensables à une productivité réussie : les semis, la pépinière, le repiquage, l'entretien, la fertilisation et la protection phytosanitaire. La préparation du sol implique par exemple une double exigence : au cas où le sol est trop tassé, le bulbe se formera mal ou encore si le sol est trop humide, il peut provoquer son pourrissement, le émi quant à lui offre un avantage rare du fait de la multitude de (variétés) de ses modes : il s'agit du sémi direct, du sémi en pépinière

et du sémi à partir des bulbilles (petits oignons). Ce dernier offre le rendement le plus élevé malgré sa forte contrainte : les bulbilles sont d'abord récoltées, conservées et encore replantées. Plusieurs variétés de cette culture sont cultivées dans le grand bassin agricole du septentrion : la variété oignon « No Flaye » donne des rendements entre 40 et 60 tonnes. De couleur violacée, elle est très homogène. Le diamètre se situe entre 5 et 8 cm. Le cultivateur, le vendeur ou le consommateur peut le conserver. La densité de semis de la culture est de 500 000 à 700 000 plants/ha.

Exigences d'une culture d'oignon plus rentable.

Troisième culture de la zone septentrionale après respectivement le coton et l'arachide, l'oignon peut booster sa productivité, donc sa compétitivité en souscrivant au moins à trois conditions liées à la conservation, au rendement et au semis par bulbilles. Un meilleur rendement passe par une bonne conduite de la culture à l'aide de variétés améliorées pouvant atteindre 40 à 70 tonnes/ha au lieu de 10 à 20 tonnes/ha en moyenne comme de tradition. Une meilleure conservation doit impérativement prendre compte de hangar sec, aéré et en couches superposées et surtout de l'élimination systématique et immédiate des bulbes pourries ou détériorées. La durée de conservation varie entre 4 et 8 mois.

Enfin, quant au semis à partir des bulbilles, c'est la technique aux rendements les plus élevés, mais très contraignantes. Les bulbilles (petits oignons) sont successivement récoltées, conservées et ensuite replantées avec grand soin. Tels sont les gages de la réussite pour un produit au prix très fluctuant. Bon à savoir, le sac d'oignons atteint les prix-records de 120 000 Francs CFA à Yaoundé, soit 6 fois plus que d'habitude. Une bonne partie de ces oignons est vendue dans les pays voisins, notamment la Guinée Equatoriale et le Gabon.

Edithe Nadège Messoum

Prosapva steps up the promotion of wheat production in Cameroon

■ *Wheat production a dream come true in the Adamawa Region.*

After the remarkable results of 1.5 – 3 tons per hectare obtained in the field with the adaptability test of some varieties of wheat in certain localities of Cameroon in the 2018 and 2019 farming season, the National Farmers' Structuring, Support and Agricultural Extension Project (PROSAPVA) continues to promote the production of the crop in Cameroon.

In the 2020 farming season, PROSAPVA set up Farmer Field Schools (FFS) for wheat in the Regions of Adamawa and West with 5 varieties namely: IRAD I, IRAD II, Afisa, Banyo and Bamenda. PROSAPVA provided technical and material support to farmers in setting up these FFS in term of inputs (seeds, fertilizers and pesticides) and training on the method of cultivating wheat.

Around 3ha were set up in 4 localities of the West Region (Bangourain, Bandjoun, Bagante and Bansoa) with the IRAD I and Banyo varieties, while 17ha of FFS were put in place in the locality of Wassande, Adamawa Region with 10 Cooperatives using IRAD I, IRAD II, Afisa, Banyo and Bamenda varieties. The role of these FFS is to create awareness and interest in the farmers nearby so that when they see the success of cultivating wheat, they can be motivated to engage in it.

In an interview with the National Coordinator of PROSAPVA, Mr Dougdje Mahama during his visit to Wassande wheat farm by STV journalist, he expressed his



Wheat farm

satisfaction with the level of progress of the farm and appreciated the willing spirit of the farmers who left the crops like maize that they are used to cultivating every year to enter into wheat cultivation.

The Coordinator also emphasizes the importance of local wheat production, stating that Cameroon spends over 150 billion FCFA on wheat importation each year and with the increasing population, the importation will double in coming years. Cameroon imports 47% from Russia, 35% from France and 18% from Canada and expects to import 900,000 tons by the end of

2020. It is therefore imperative that as the Government promised, it should increase the support to local farmers in the production of this crop so that importation could reduce progressively.

It is in this light that the Minister of Agriculture and Rural Development has given the go ahead to PROSAPVA to continue the awareness creation for wheat production in Cameroon, considering its high demand for food and its nutritional benefits (Calories: 340 kcal; Water: 11%; Protein: 13.2g; Carbs: 72g; Sugar: 0.4g; Fiber: 10.7g; Fat: 2.5g).

However, despite its increasing



demand in the country, there are challenges such as climate change (drought, heat), lack of irrigation facilities in case of drought, increased cost of inputs, limited financial resources, lack or insufficient farm machineries, weeds, poor soil fertility, diseases and pests attack, bad roads and transportation system which are hindering production; These challenges are more pronounced because wheat productivity in Cameroon is dominated by few subsistence farmers and its productivity is still very low.

Future prospects

The fact that the importation

of wheat is still very high and not always easy and reliable, as it depends on the availability of wheat in the global market, and given the fact that the potential for the cultivation is equally high in Cameroon, the following major points are recommended:

1. Carried out feasibility studies throughout the 05 agroecological zones of the country to see the potential of wheat cultivation;
2. Intensify the adaptability tests throughout the national territory as there are still many varieties to be tested;
3. Soil testing and mapping to

enrich the soil with the necessary type and dosage of fertilizer;

4. Increase production in areas suitable for wheat cultivation;
5. Increase farmers' access to production and post production inputs;
6. Provide technical knowhow to farmers;
7. Develop and adopt climate smart wheat technologies;
8. Strengthen the link between research and agricultural extension;

Mahama Dougdje
Coordonateur national du
Prosapva



Une jeune entrepreneure agropastorale en action

Agro entrepreneuriat jeune : avancées et perspectives

■ **Des potentialités énormes à exploiter en termes d'opportunités pour les jeunes dans le domaine agropastoral**

Au Cameroun, l'agriculture représente un peu plus de la moitié des ressources en devises et occupe plus de la moitié des actifs. Le potentiel naturel et agro-écologique du pays est considérable. A peine 17% des terres irrigables et 26% des terres arables sont exploitées. Le Cameroun et le Bureau international du travail (BIT) estiment à 13% le taux de chômage et à 75,8% le taux de sous-emploi de la population active. Une politique agricole d'encadrement et d'accompagnement plus agressive contribuerait à démultiplier les exemples de réussite des jeunes entrepreneurs agricoles. Dans les

années 80, l'absence des politiques agricoles et l'exode rural ont vidé les villages. À ce jour plusieurs initiatives existent en termes d'instruments d'encadrement et d'accompagnement des jeunes. La transversalité de la thématique convoque principalement les stratégies dans plusieurs ministères. Au Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat, l'Agence des Petites et Moyennes Entreprises (APME) par la voie de son directeur général affirme qu'il est désormais possible de créer une entreprise en 72h, de bénéficier d'une exonération de deux ans de la patente pendant

les 02 premières années. Il y existe des centres de formation et de création des entreprises, des centres de gestion agréé (CGA). Sur le plan didactique ou pédagogique, cette institution a mis à la disposition des jeunes entrepreneurs un manuel de procédures qui est un référentiel de formation permettant d'outiller les jeunes. Au Minader, il y a le Programme de l'Entreprenariat Agro pastoral des jeunes, PEA JEUNES en partenariat avec le MINEPIA avec l'appui du FIDA (Fonds international de développement agricole). Le projet est destiné aux jeunes camerounais, âgés de 18 à 35 ans désireux de se lancer dans l'agropastoral ou de développer leurs entreprises dans les différentes strates : production, transformation, commercialisation, métiers connexes dans une dizaine de filières (ananas, maïs, bananes plantain, poivre, manioc, maraichage, aviculture, poulet de chair, pondeuse, poulet du village amélioré) porciculture, élevage non conventionnel de petits ruminants. Dans le même ordre d'idées, nous avons le Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (AFOP) qui est un programme du gouvernement camerounais placé sous la tutelle conjointe du Minader et du MINEPIA. Ce programme couvre l'ensemble des 10 régions du Cameroun. Son siège social est à Yaoundé. La finalité du programme est l'amélioration des performances économiques des secteurs agriculture-élevage et pêches à travers le réconfort de la qualification professionnelle des acteurs du développement agricole et rural. La mission de ce programme est de contribuer à la modernisation de l'appareil de production et à la lutte contre le chômage par le développement du capital humain à travers la formation professionnelle des jeunes aux



Des jeunes entrepreneurs agro pastoraux

métiers agricoles en vue d'une meilleure insertion professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, la professionnalisation des producteurs en activité, l'insertion et l'installation des jeunes formés. Le Projet d'appui à l'installation des jeunes agriculteurs et des personnes vulnérables (PAIJA) qui met l'accent sur deux volets l'appui des jeunes agriculteurs sur leur propre domaine foncier, et l'installation des jeunes agriculteurs dans les pôles de développement agricole (sites aménagés par l'État). C'est un programme du Minader qui contribue au rajeunissement et à la modernisation des exploitations agricoles, ainsi qu'à la réduction du chômage des jeunes. Il vise à assurer les jeunes et les engager dans des systèmes de production modernes et performantes, insérer les nouvelles exploitations dans un tissu socio-économique porteur tant en termes de services rendus que de débouchés pour les produits, et favorise l'émergence de « pôles de déve-

loppement agricole » dans des zones présentant un fort potentiel de production.

Au ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, plusieurs programmes et projets sont implémentés et ont contribué à changer la mentalité sur l'agriculture qui ne doit plus être considérée comme un saut-métier. De nombreux jeunes diplômés ambitionnent de devenir entrepreneurs agropastoraux grâce à l'encadrement technique de ces programmes. Il s'agit entre autres du Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), du projet intégré d'appui aux acteurs du secteur informel (PIASSI), du Fonds National d'Insertion des Jeunes (FONIJ) qu'intègre le Plan Triennal Spécial (PTS) présenté comme facilitateur d'insertion économique. A signaler aussi des programmes tels que Youth Connected, le Service Civique National de participation au développement qui donnent du sourire aux jeunes.

Djaoudjaourou



Cashew nut

Minader commits to making Cameroon world's leading cashew producer

The Ministry of Agriculture and Rural Development has reiterated its desire to maximize production outlets for cashew nuts and cashew apples in the country. This, among others, is expected to cause an increase in the quantity and quality of cashew trees in the country and the Northern regions in particular, in its drive to make Cameroon the biggest cashew nuts producer in the world. Highlighted in the ministry's budgetary plan for 2020, the project, like several others, was stalled because of the Covid-19 pandemic. With the virus a bit much under control, stakeholders in the sector have taken it upon themselves to achieve its goals. Key among projects for the maximization of production is the Cashew Sector Development Support Project. With French acronym, PADF-Cajou, the project was

created by a ministerial decision and funded by the Public Investment Budget and the Cocoa and Coffee Development Fund, FODECC. Among its key goals are a development of the production chain and improvement of food and nutrition security, modernization of production infrastructure and improvement of mechanisms for access to financing, sustainable management and development of natural resources. PADF-Cajou also seeks to strengthen the capacity of development and promotion actors in institutional consultation on governance and product development. Now in the execution phase, the project for the increase in quality and quantity of cashew nuts produced in the country is one of the country's foremost agricultural productivity schemes for small-scale far-

mers. Favouring the emergence of "second generation" production units, it hopes to achieve a minimum of 100.000 hectares of cashew plants in the nearest future.

Dougje Mahama, national coordinator of the Project for the Support of Producers and Agricultural Sustainment, (PROSAPVA) paid a visit to Wassande, a locality in the Vina division, Adamawa region where he expressed his satisfaction with the level of execution. "Here in Wassande we work with seven cooperatives, which have benefitted from assistance and agricultural training... I am satisfied with regard to the performance. We estimate that despite the climatic difficulties, we are optimistic that the rains will return very soon..."

"Government through Minader has relaunched this initiative to beef up local production and increase the local agro industry for reduce importation" he added. Early in February, Agriculture Minister, Gabriel Mbairrobe, at the annual conference of heads of central and decentralised services of his ministry, said the national strategy for the promotion and development of the cashew sector hopes to achieve a production level of 50.000 tons in 2025.

As part of plans to beef production in 2018, the Agricultural Research and Development Institute, "IRAD" announced the free distribution of 500,000 cashew trees in the three northern regions. Set to grow 10 million trees by 2021 and financed to the tune of 1.5 billion FCFA, the institution revealed that it was part of a move to make Cameroon the leading cashew producer in the world.

The cashew tree is a tree that has existed in the northern parts since the 1970s, planted at the time to combat drought. It is grown in five regions of the country; part of the Centre, East and the three northern regions, due to their climatic conditions. In addition to serving as a source of employment for thousands of youths, the cashew production project hopes to make cashew the second most important cash crop in the northern regions after cotton.

Heris Nange Tohnain

Formation professionnelle agricole : Un impératif pour une agriculture de seconde génération



Une vague d'entrepreneurs agro-pastoraux adaptés aux besoins d'une agriculture moderne

■ **Un capital humain bien formé et qualifié est crucial pour parvenir à une agriculture moderne et compétitive sur le marché national et international.**

La formation professionnelle agricole est l'un des piliers majeurs de la nouvelle politique agricole instaurée en vue de moderniser le secteur, et favoriser l'accroissement de la productivité des petites exploitations ainsi que l'émergence d'unités de production de seconde génération. Le constat révèle que la pratique de l'agriculture se fait de moins en moins au hasard. Elle exige un savoir-faire et un savoir-faire bien encadré comme le souligne Daouda Vessah, directeur de l'Enseignement et de la Formation agricoles, Coopératifs

et Communautaires au Minader : «La formation professionnelle agricole est désormais fondamentale car elle permettra de doter notre pays d'une nouvelle race d'entrepreneurs agricoles adaptés aux besoins d'une agriculture moderne». Il poursuit en précisant que « l'objet prioritaire de la professionnalisation est de permettre l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice d'un métier. La professionnalisation dans le secteur agricole et rural est de ce fait capitale si nous voulons atteindre nos objectifs ».

Une cinquantaine d'établissements destinés à la formation agricole et rurale

Dans les années 70, l'Etat du Cameroun a développé une ambitieuse politique de formation professionnelle agricole et rurale en créant des établissements dont la mission était de former uniquement les personnels techniques des administrations en charge de la production rurale. Avec la libéralisation de l'économie qui fait des producteurs des micro-entrepreneurs in-

dépendants, le gel des recrutements dans la fonction publique, l'émergence des nouveaux acteurs, ce système a été remis en question. La nouvelle approche de la formation est ouverte au public et plusieurs établissements relevant du dispositif de formation du Minader, implantés sur l'ensemble du territoire national, se proposent d'encadrer les jeunes désireux de se lancer. « Au total dix-huit (18) écoles publiques de formation agricole et rurale, quatre (04) écoles privées sous convention avec le Minader, trente-cinq (35) Centres de Formation (des Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs et des Centres de Formation Rurale), se chargent d'encadrer les apprenants. L'admission dans ces écoles et centres de formation se fait sur concours selon les modalités contenues dans les communiqués y relatifs » conclut le directeur de l'Enseignement et de la Formation agricoles, Coopératifs et communautaires.

Clarisse Taïga

Le PEA-Jeunes : un atout majeur pour le secteur agropastoral



Alfred Bela Tomo, Coordonateur national du Pea-Jeunes

dans un secteur à fort potentiel de croissance que constitue le secteur agropastoral.

Mis en œuvre sous la co-tutelle du Minepia et du Minader, le PEA-Jeunes a pour cibles, les jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans ayant déjà investi ou non dans les activités agropastorales mais, porteurs de projets individuels ou collectifs de création ou de développement dans le secteur agricole et pastoral.

Le programme en 05 ans d'existence compte de nombreuses innovations dans le secteur agropastoral. Son approche dite « par incubation » est désormais citée comme modèle d'accompagnement des jeunes dans l'insertion socio-professionnelle, en témoigne son adoption par d'autres acteurs, tant au niveau national qu'international. Son expérience et les savoirs engrangés sont régulièrement sollicités dans divers types de rencontres. Des résultats qui sont obtenus du fait de l'élaboration et de la mise en œuvre cohérente de stratégies et outils qui en découlent entre autres : la stratégie de facilitation, la stratégie de financement, la stratégie de ciblage et genre, la stratégie de communication et gestion des savoirs, la stratégie de business coaching et la stratégie de sortie du programme.

Josianne Ndomo

Le PEA-Jeunes est un instrument que l'Etat du Cameroun avec l'appui technique et financier du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), a mis en place dans l'optique de donner aux jeunes hommes et femmes, les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité ali-

mentaire. Ce, à travers des entreprises rentables, intégrées dans les filières agropastorales porteuses le long de la chaîne des valeurs, et offrant des opportunités d'emplois viables. Il s'agit là d'une réponse concrète que le gouvernement camerounais apporte à l'endroit des besoins et des préoccupations des jeunes,

Chiffres clés

Incubé(e)s	Financé (e)s	Incubateurs accompagnés	Emplois directs et indirects	Lauréat du Prix du FIDA pour l'égalité de sexes en 2019
3500	2200	15	+ 6000	01

La tomate : le diamant rouge

■ *A la faveur du comice agro-pastoral tenu à Ebolowa en janvier 2011, le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, a lancé officiellement l'agriculture de deuxième génération. Celle-ci tranche net avec la précédente sur deux plans : les techniques agricoles et le processus de transformation.*



Cageots de tomates

De très nombreux bassins sont nés depuis 2011. Des centaines, voire des milliers de jeunes camerounais se sont lancés dans la production de la tomate. Le Ndé, le Mbam et Inoubou, le Nyong et So'o, la Lekié, le Mayo-Danay, le Noun, le Mayo-Kani, la Mifi, la Menoua, les Bamboutos... ont vu naître de nouvelles surfaces agricoles dédiées à la tomate. Le gouvernement a en amont, facilité l'accès aux intrants que sont les engrais, les pesticides et davantage les marchés pour l'écoulement des productions. Selon un expert du Minader, un champ bien entretenu peut produire jusqu'à 40 tonnes à l'hectare pour un investissement de 2 000 000 FCFA environ. Ce qui fait 2700 cageots de 15 KG. Selon les périodes, le cageot de tomate peut se vendre à 15 000 FCFA, surtout pendant les fêtes de fin d'année. Soit un chiffre d'aff-

faire de l'ordre de 42 000 000 FCFA, investissement compris. Le bénéfice hors champ pourrait donc se situer autour de 35 000 000 FCFA en haute saison. C'est dire que la tomate est un vrai diamant rouge.

Pourtant, il ne s'agit là que de la première récolte. Très souvent, il y a plus de trois récoltes au cours d'une saison. Certes, les récoltes suivantes ne sont pas aussi abondantes. Cependant, il demeure vrai qu'à terme, un hectare de tomate peut produire jusqu'à 70 tonnes dont une partie de cette production pourrait dans le champ, faute de preneurs ou de moyens d'évacuation vers les marchés.

L'industrialisation comme solution idoine

Avec la naissance de la Société des conserveries alimentaires du Noun (SACN) en 1990 et basée à Fombot, région de l'Ouest, les

producteurs de tomates de l'époque ont cru avoir la solution à la mévente et à la surproduction. Malheureusement cette usine n'a pas survécu au temps. La pandémie du Coronavirus est venue démontrer que le Cameroun est un grand producteur de tomates. La surabondance de ce légume sur nos marchés pendant les mois de juin, juillet et août 2020 a permis de comprendre la nécessité de transformer ce fruit en conserve afin de limiter les pertes. Un sachet de tomates de 70g coûte en moyenne 10FCFAf. Un cageot de tomates produirait en moyenne 200 sachets vendus 100 FCFA l'unité, soit 20 000 FCFA tous les frais compris. Rendu à l'hectare, le chiffre d'affaire monterait à 54 000 000 FCFA pour l'hectare de tomate transformée. Une grande aubaine pour les producteurs !

Djaoudjaourou

Le foncier agricole allégé !



Un terrain agricole non exploité

■ *Le principal goulot d'étranglement que rencontrent les camerounais désireux d'investir dans l'agriculture est l'accès à la terre.*

La terre étant souvent rare et sujette à controverse selon que l'on se trouve en zone urbaine ou rurale, ou encore en forêt ou en savane. Dans tous les cas, le décret N°2014/321 I/PM du 27/05/2017 fixe les minimas applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine de l'Etat. Au moment où de nombreux jeunes camerounais peinent à se frayer un chemin vers la richesse, des opportunités dans le secteur

de l'agriculture s'offrent à eux. Les cultures de rente jadis prisées telles que le cacao, le café sont remplacées par la tomate, le plantain, le palmier à huile, la papaye, l'ananas, l'anacarde et de nombreux autres arbres fruitiers. Pour ce faire, l'argent seul ne suffit pas. Il faut pouvoir acquérir des espaces. Ceux-ci sont souvent bien éloignés des centres urbains, lieux de vie et d'écoulement des produits agricoles. Il s'agit ici du domaine privé de l'Etat sur lequel personne n'a de titre.

Le 27 mai 2014, le Premier Ministre, a signé un décret fixant les prix planchers applicables dans toutes les régions du Cameroun. On peut y déceler une niche que pourraient bien exploiter les potentiels candidats. Par exemple, dans certains départements de la République, le mètre carré du domaine privé de l'Etat peut être cédé à 200 FCFA, voire 100 FCA. Il s'agit souvent de

vastes forêts, savanes ou montagnes situées à travers le pays. Ces vastes étendues de terres agricoles sont riches en humus et bien ensoleillées. Il n'y a pas manque d'eau. Ces ingrédients mis ensemble feront le bonheur des investisseurs agricoles qui vont s'y essayer.

Par ailleurs, le ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF) a, depuis plus de 10 ans, simplifié les procédures d'obtention du titre foncier. Il suffit désormais de trois mois pour tenir dans ses mains le précieux sésame. Du côté du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural d'une part, et de celui de la Recherche Scientifique et de l'Innovation d'autre part, tout est mis en œuvre pour fournir aux industriels les meilleures semences agricoles. Il suffit d'en faire la demande.

Djaoudjaourou

Etablissements de formation agricole et rurale : le concours d'entrée fait foule



Les effectifs des jeunes enregistrés aux différents concours du Minader sont en hausse

■ La formation professionnelle dans le secteur agropastoral fait désormais courir les jeunes

Parvenu en fin de formation, Benjamin Louis Evina, 19 ans, vient de soutenir son rapport de fin de formation sous l'acclamation de ses proches et ses camarades. La scène se déroule à l'École Technique d'Agriculture de Sangmélima (ETA) où le jeune homme a passé deux ans en cycle des Techniciens Supérieurs d'Agriculture, option entrepreneuriat agropastoral. Il n'est pas le seul. La salle est pleine de jeunes comme lui inscrits dans les trois cycles que propose l'école. C'est le cas à l'ETA de Sangmélima où Martin Mbala, maître de stage explique qu'« ils sont de plus en plus jeunes ceux qui se présentent au concours d'entrée dans les ETA ». Il poursuit : « Nous sommes ravis de voir les

jeunes comme lui s'intéresser à la formation professionnelle agricole et décider d'en faire leur métier. Et on remarque qu'ils sont passionnés et réellement impliqués dans ce qu'ils font ». Des trente-sept (37) candidats inscrits en cycle des Techniciens Supérieurs d'Agriculture dans la même salle que Benjamin Louis Evina, seulement trois (03) ont plus de trente ans. On constate alors que les effectifs des jeunes inscrits sont revus à la hausse depuis quelques années.

Le choix de la formation professionnelle agricole, une solution au chômage des jeunes

Bon nombre de jeunes apprenants formés dans les établissements techniques agricoles se ruent vers le concours de la fonction publique pour intégrer les administrations en charge de la production rurale. Toutefois, d'autres s'insèrent aisément dans la vie socio-économique après leur formation. C'est le cas du délégué du GIC FRUEK dans la

région du Sud. « Nous encourageons beaucoup les jeunes comme lui qui, après avoir suivi une formation à l'ETA de Sangmélima, et bénéficié d'un financement du Projet d'Appui à la Compétitivité des Exploitations Familiales et Agricoles (ACEFA), a réussi à mettre sur pied une ferme avicole. Il emploie à son tour d'autres jeunes et accueille nos apprenants mis en situation de stage » affirme Joseph Oyono Ndeng, directeur de l'école. Au sortir de ces écoles, les futurs entrepreneurs agropastoraux sont suffisamment outillés pour se lancer à leur propre compte. « On leur apprend entre autres, les sciences techniques agronomiques, le pilotage d'une exploitation agropastorale, la conduite d'un système d'élevage et de culture et la commercialisation des produits agropastoraux » explique un encadreur. Tous les ingrédients sont ainsi réunis pour une insertion socio-économique réussie des apprenants à la fin de leur formation.

Clarisse Taïga

The Peri-urbans of Douala and Buea soon to expand on their market gardening activities



look for cabbages, lettuce, green beans

■ **The population of Douala and Buea will soon benefit from increased gardening crops like Green beans, carrots, Lettuce, Cucumber, cabbages and spices in the days ahead.**

This was made known by the Minister of Agriculture and Rural Development during the launching of a programme dubbed "support for the intensification of Gardening activities in the zones of Peri-Urban in Douala and Buea. This took place on November 27th at hotel la falaise Douala in the presence of the mayors, smallholders farmers, officials of MINADER and producers.

60% of the Country's population is involved in agricultural activities for a livelihood and have off late been faced with a lot of difficulties ranging from the effects of climate change, to the raising of capital and the untold sanitation crisis brought about by the advent of COVID 19. It is against this backdrop that MINADER through the financial support of Food and Agricultural organization (FAO) will be empowering and equipping some 300 men and women and persons with special needs with skills in the domain

of market gardening in order to maximize optimal supply of assorted vegetables in the market as well improvement on livelihoods. It's equally expected that the consumption of this clean vegetables would go a long way to ameliorate nutrition as well as the reinforcement of resilience of the population to fight climate change and consequently the COVID 19 pandemic. It should be noted that, market gardening in and around African cities has not received nearly the same attention other sectors have had in recent times reason why this move is widely applauded.

Market gardening entails the cultivation of highly perishable crops which are consumed and or transformed within a relatively short period of time. The production of these crops is carried out on an all-year-round basis. In Cameroon, market gardening is practiced on the Bamboutos Highlands, the slopes of Mount Cameroon, the Mungo and Benue Depressions, the Foubot plains and the Bamenda Highlands, including Santa Sub-Division. The principal crops include green beans, carrots, lettuce, cucumber, cabbages, spices and vegetables under ample precipitation conditions. If Cameroon maintains its position as the "bread basket" of the Central African Sub – Region today, one of the areas to be credited for this is the Santa Sub- Division.

This is because the food produced in Santa Sub-Division especially market garden crops) is not only consumed in the North West Region and other parts of Cameroon, but far beyond to other countries.

Reason why opening the workshop in Hotel la falaise Douala, the minister of Agriculture and Rural Development Gabriel Mbairrobe called on the famers to emulate the example of Santa in the North West Region in the production of market gardening produce which are basic necessities in our daily life. The minister further outlined that in collaboration with the food and Agriculture organization (FAO) who are the financial partners the project will not only support but contributes in no small measure to food security in the Central African Sub Region. Market gardening will be a very important farming type in Douala and Buea as it will be a major livelihood activity of the people in terms of the income, employment and sustenance it offers. It will also go a long way to reduce the risk of food insecurity that has been plaguing our society for quite some time now. Research shows that market gardens employ 80% of the rural populations on a yearly basis. It is mostly practiced by youths between 18-35 years of age. The committed communities in the farming practice have won major prizes in potatoes (first), carrots (first), and cabbage (second) amongst others during the 2011 edition of the National Agro-Pastoral shows in Cameroon. Production is executed in large quantities and sold all over the country, with some exported to many other countries in Africa. Examples of the latter are Irish potatoes which are exported to Gabon, Equatorial Guinea and Ghana.

The project also aims at encouraging gardeners to form their own self-managed cooperatives, which can help them to diversify production, negotiate better prices, and improve post-harvest management problems. City authorities should therefore facilitate loans for agro-processing units, and plan clean, decentralized markets in lieu of street markets that often provide doubtful food items of consumers in terms of sanitation.

Heris Nange Tohnain



Madame le Secrétaire Général du Minader dans le champ d'anacardiers du GIC Ribaou à Garoua

Culture de l'anacarde : l'État veut relever un grand défi

■ *C'est depuis 2019 que l'Etat du Cameroun a mis sur pied une stratégie nationale visant à développer la chaîne de valeur de la filière anacarde. L'objectif est de conquérir le leadership mondial avec l'assistance technique allemande grâce à la GIZ.*

Filière jusqu'ici restée embryonnaire, le Cameroun veut en faire un produit aussi important que le cacao, le café ou encore le coton. Au-delà d'atteindre son objectif qui est de restaurer 12 millions d'hectares de forêts déboisées à l'horizon 2030, le gouvernement compte créer des millions d'emplois, augmenter les recettes fiscales de l'État et les revenus des populations rurales. Pendant ce temps, l'Institut de Recherche agricole pour le développement (IRAD), se déploie à produire dix millions de plants d'anacardiers d'ici 2021 sur 100 000 hectares. L'IRAD s'est par conséquent inscrit dans une vaste distribution gratuite desdits plants dans les trois régions septentrionales du Cameroun et à l'Est. L'Etat a mis les premiers financements, soit un milliard et demi de francs destinés à la production des plants. Grâce à

ces efforts structurés, l'Etat par cette voie ouvre les trois régions du Septentrion à une nouvelle culture de rente. Celle-ci est justement adaptée aux régions sèches. L'histoire de l'anacarde commence au Cameroun en 1975 au même moment que la Côte d'Ivoire, ce pays devenu premier producteur en la matière. L'anacarde se présente sous la forme d'un produit surplombé par une noix contenant une amande. Si le Cameroun revendique une production d'environ 33 tonnes l'an, la Côte d'Ivoire se situe selon les statistiques de la Banque mondiale de 2015 à 350 000 tonnes en 2010. A terme le Cameroun à travers l'IRAD prévoit parallèlement aux 100 000 hectares, commercialiser la noix de cajou et mettre sur pied une usine de production de jus.

Djaoudjaourou

Au mois de février 2020 à l'occasion de la conférence annuelle des responsables des services centraux et extérieurs du Minader, Gabriel MBAÏ-ROBE a rendu public cet ambitieux projet ; la relance de la filière anacarde. Ce projet selon les experts de l'IRAD est à la portée de l'expertise camerounaise. Un budget accordé par le gouvernement camerounais (plus d'un milliard) a déjà été alloué pour un début des activités, montant auquel va s'ajouter l'appui financier du FED (Fonds Européen de Développement). Plus concrètement, le pays ambitionne de mettre sur le marché pas moins de 8000 tonnes de noix de qualité. A moyen terme, il est question de construire une usine de production du jus d'anacarde tout en commercialisant les noix de cajou et son amande. Conformément au cadrage de la stratégie nationale de développement de cette spéculation, l'État s'est engagé à mettre à la disposition des différents acteurs (producteurs transformateurs et promoteurs) les moyens conséquents. La production nationale est seulement d'environ 100 tonnes contre 649 587 du premier producteur mondial qui est la Côte d'Ivoire.

C'est un énorme potentiel inexploité à la valeur reconnue : son amande et sa pomme sont très recherchées non seulement pour leur consommation directe, mais aussi pour la cosmétique et la pâtisserie. Les régions du septentrion ont une écologie plus favorable pour la pratique de cette culture.

Sa forte valeur ajoutée est indéniable étant donné que cette culture fait partie des produits phares de la stratégie alimentaire et nutritionnelle du Cameroun. Elle est aussi un grand vivier d'emplois ; une projection parle de 150 000 emplois devant voir le jour dans les différents bassins de production.

Djaoudjaourou

Addressing marketing challenges in maize and pineapple through the adoption of the value chain model



Maize farm in the South West

- *Maize is a staple food crop in the South West Region and production statistics shows an estimated 1,200 hectares cultivated and 11,500 hectares produced per year. Pineapple is equally a rising crop in the region that is attracting the attention of many investors.*

Access to reliable markets is a common problem faced in the production of both crops. This alone slows down investments and adoption of improved farming techniques, thus leading to a decrease in farmers' income. The dubious role of middle men in agricultural marketing in Cameroon is an emerging challenge to agricultural development. Farmers labour is consumed by middlemen who determine the prices imposed on farmers. The middlemen, being more organized than the farmers, have a relative advantage, especially as most fresh agricultural products are perishables. The value chain model considers all the segments in a crop value chain that are essential in the promotion of competitiveness and systematically develops each segment so that complete chain is established. Principal segments in a crop value chain include seed production, farms, input supply, service provision, transportation, handling, processing, marketing, etc. The number of segments

on a crop value chain is determined by the level of specialization and processing adopted.

The Riverside Common Initiative Group is involved in the implementation of the maize and pineapple value chains. In 2015, the CIG created an ad hoc committee to identify and evaluate possible projects to embark on after a rather perilous experience of planting and marketing fresh bunches of plantain. The committee, working with a hired specialist, identified the need to adopt the value chain approach to ensure that, irrespective of the crop chosen, the CIG shall be able to add value, increase profits and have access to a larger market. The Riverside CIG was bent to overcome the huddle of access to market by flying over the middlemen and having a closer link with the final consumer who pays a better price for their products. To start their venture, the CIG chose Pineapple and Maize:

The Maize Value Chain

A better maize crop for a promising economy

A Maize farm was established, and with the help of the Agricultural Investments and Market Development Project ("PIDMA"), twenty hectares of hybrid maize is being planted every year. The maize is planted in two shifts: the first and second cropping seasons. The farm is ploughed, planted and fertilized using a tractor, while weeding, spraying (to control pests), and harvesting are done manually. The maize produced in the first cropping season is harvested and dried before the heavy rains in July, while that produced in the second cropping season is allowed to dry in the farm. Two types of products are obtained from the maize farm: the maize grain and the maize forage. Five hectares of maize farm is used for the production of grains and fifteen hectares is used for maize forage. Productivity is averagely four tons of grains ha⁻¹ and twenty tons of forage ha⁻¹.

The maize, and its cobs, is harvested on the field, dried in suspended dryer,



Cross section of the value produce

threshed using a motorized thresher, stored in bags, milled on-farm and mixed with other ingredients to obtain animal feed. The forage maize is harvested when the maize plant is still fresh (just forming the cobs), served freshly to cattle and fermented to produce silage.

The farm has eighty dairy cattle and some traditional poultry. Milk is the final product targeted in the maize value chain and further processed into bi-products like yoghurt, cheese, butter, cream, etc. Out of the eighty dairy cattle in the farm, twenty-four are Holstein hybrids (Cross between Holstein and local Gudali) and fifty – six Cymgod (Cross between the local Gudali and the French Simmental). There are currently twenty- four milking cows at the farm. The Hosten hybrids produces twenty-five litres per day and the Cymgod produces ten litres per day. The Cymgod is also good for meat. The farm currently produces five hundred litres of milk daily, which is transported to the processing unit for the production of yoghurt, cream and cheese. Although the products are sold locally, the farm is still finalizing the certification process with ANOR to officialise the entry of their product into the Cameroonian market.

The Pineapple Value Chain Boom

Pineapple Value Chain for a quality Production

The Riverside CIG has a two hectare pineapple farm and is in the process

of expanding the farm and co-opting other pineapple producers within the Tiko Basin. This also prepares the ground for an effective running of a pineapple processing unit, which is yet to be put in place. The pineapple farm was established last year with the Cayenne variety now at the production stage. The first set of pineapples are taken to local markets and sold fresh to “buyam sellams”.

The building to host the processing unit is under construction, electricity and water have been provided at the site and the processing unit has already arrived at the ports in Douala, awaiting the finalization of customs procedures. In a couple of months, if the challenges facing the establishment of the processing unit are his handled this very important aspect of the chain shall be accomplished setting the pace for the revamping of the pineapple sector within the Fako Division as a whole and Tiko Sub-Division in particular.

Youth Employability

Youth and Agriculture for a better livelihood. The farm presently employs nine permanent workers (two herds-men, one veterinarian and six farm workers) and fifty temporal workers, especially during harvesting of products from the farm. A working relation has been created with neighbouring farmers, so as to boost the production of pineapple and to create a cooperative, which shall function around the processing unit to supply much needed pineapple fruit. Presently, with the supervision of the Agricultural Value

Chain Development Project, fifteen hectares of pineapple have been planted in perspective of supplying the processing unit. This has created additional jobs for youths, who are the main owners of these farms and as employees.

Challenges and Perspectives

Challenges and perspective for a better pineapple production in Cameroon

The death of Mr Geremi, promoter of the Riverside Maize and Pineapple Value Chain Project and the delay of family procedures to pass over the ownership rights to the wife, as written in the will, remain a major Challenge . The wife is ready and has pledged her engagement to continue the implementation of her husband’s idea. Other challenges are technical and organizational nevertheless the AVC - DP is working closely with the promoter, to bring about a solution especially in organizing other smallholder pineapple farmers around the unit and ensure sufficient supply of pineapple.

The Regional Delegation of Agriculture and Rural Development for the South West attaches great importance to this innovative project, which can provide reliable market outlets to smallholder maize and pineapple farmers in Fako Division. Through the Regional Coordination of the AVC- DP, we are working closely with the Riverside CIG to keep the dream alive and to assist this project meander through the various challenges and come to full accomplishment in 2021.

Heris Nange Tohnain

Un nouveau jour se lève sur le Fonds de développement des filières cacao et café (FODECC) !

■ *L'Administrateur du FODECC, M. Samuel Donatien Nengue parle des différentes réformes en cours au FODECC et surtout celle relative à la nouvelle politique des subventions agricoles définie par l'Arrêté N°068/PM du 28 août 2019 du Premier Ministre. Cette dernière sera implémentée dans cet organisme par la mise en place d'un second Guichet portant sur le financement direct des producteurs de cacao et de café. Ce Guichet producteur du FODECC est l'outil qui permettra aux bénéficiaires (producteurs) d'entrer directement et à temps, en possession des appuis des pouvoirs publics.*



Samuel Donatien Nengue, Administrateur du FODECC

Monsieur l'Administrateur, depuis votre arrivée au FODECC, de grands changements sont intervenus aussi bien au plan infrastructurel qu'organisationnel dans la structure. Il s'agit de la mise sur pied de nouveaux outils de travail à l'instar de l'Entreprise Resource Planning (ERP) ? Quel était le but de cette orientation managériale ?

Le FODECC est un établissement public administratif doté d'une personnalité juridique et de l'autonomie de gestion dont le rôle, de manière prosaïque, est de soutenir l'action gouvernementale en ce qui concerne le développement des filières cacao et Café. Dans sa configuration opérationnelle initiale, le FODECC est une micro structure soutenue par un personnel numériquement réduit. Les ap-

proches de travail relèvent dans ces conditions de pratiques à forte utilisation des outils technologiques pour soutenir la cadence qu'impose la répétition des tâches à différentes positions de travail. Avec les exigences institutionnelles introduites par le nouveau régime financier de l'Etat et la réforme des établissements publics auxquelles il faut ajouter l'impératif de performance inhérent à la mise

en œuvre du Plan de relance, le FODECC était ainsi appelé à se restructurer. Dès lors, la mutation organisationnelle que vous évoquez s'est tout naturellement imposée.

L'ERP représente à cet égard un précieux support pour construire en toute sécurité, et fluidité les décisions. Par son approche digitale, ce progiciel intégré de gestion simplifie les procédures et agrège les fonctions disparates, techniques, financières, comptables, administratives ou des ressources humaines, pour ne citer que celles-là. Ce qui représente une excellente opportunité en terme de sécurité et de célérité notamment. L'ERP n'est d'ailleurs pas le seul chantier qui contribue à la modernisation du FODECC pour en faire une institution de référence. Nous pouvons aussi citer, l'élaboration de Manuel, des Procédures et l'adoption des textes organiques à l'instar du Statut du personnel et du Règlement intérieur, ou la systématisation de la pratique des audits, la certification des comptes et des états financiers.

Dans la foulée, le FODECC annonce un nouvel outil, le Guichet Producteurs qui ambitionne d'améliorer considérablement l'encadrement des producteurs. De quoi s'agit-il exactement et à quel niveau en êtes-vous dans sa mise en œuvre?

Il y a quelques décennies, le cacao et le café représentaient les principales sources de devises de notre pays. Il n'est d'ailleurs pas exagéré de dire que ces deux spéculations ont structuré le développement du Cameroun. Bien que cet âge d'or semble, dans les apparences révolu, peu importe les causes que l'on évoque, il est impératif de rendre à ces produits, ainsi qu'à ceux qui y consacrent leur force de travail, leur prestige d'antan. C'est précisément l'objectif que les pouvoirs publics poursuivent en instaurant, au niveau du FODECC, ce nouvel outil de financement. Dans l'optique d'accroître la redevabilité, la transparence et une meilleure utilisation des fonds au service des producteurs ; la mise en œuvre,

d'une part des réformes sectorielles dans les conventions entre le Cameroun et l'Union Européenne, et d'autre part la nouvelle politique nationale sur les subventions agricoles auront ainsi justifié et conduit à la création au FODECC, de ce second Guichet, destiné au cofinancement direct, avec les bénéficiaires, d'intrants et équipements agricoles. Le Guichet producteurs, comme il est convenu de l'appeler, procède donc de la volonté gouvernementale, de réduire les délais de réponse de l'institution au producteur, de supprimer les nombreuses barrières en défaveur du producteur qui jalonnaient son accès aux intrants agricoles, de réduire considérablement le nombre exponentiel des intermédiaires pour son accès, de responsabiliser le producteur dont l'expérience cumulée et transmise entre les générations justifie de lui faire totalement confiance. Par l'Arrêté N° 068/22019 sur les subventions agricoles, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a planté les jalons du nouveau modèle d'intervention financière de l'Etat dans les filières agricoles. S'agissant précisément des filières cacao et café, l'insatisfaction sur les performances étant désormais partagée par les acteurs, une réflexion s'est ouverte, sous le leadership du FODECC, sur la nécessité d'accroître la production tant en quantité qu'en qualité afin d'augmenter les recettes d'exportation et incidemment le niveau et les conditions de vie des producteurs.

Ce nouveau Guichet vient donc répondre aux attentes des producteurs en leur mettant à disposition, directement, sans délais et sans intermédiaire, divers types de subventions de l'Etat. Il est important de rappeler que le Guichet "Producteurs" est ouvert à tous les producteurs, sous la double réserve de l'aptitude à cofinancer l'investissement agricole et à s'armer à la technologie digitale. S'agissant de son degré de mise en œuvre, il est à préciser que le montage technique du projet est en cours et évolue plutôt de manière satisfaisante. Pour s'en convaincre, il faudrait noter que :

- le Comité de Gestion a formellement marqué son accord pour la mise en œuvre par l'Administrateur du FODECC d'un Guichet producteurs ;
- la formulation du Manuel d'exécution technique a été élaborée durant le premier semestre 2020. Ce document opérationnel sera réceptionné dans les prochains jours ;
- la contractualisation avec les partenaires techniques clés (agro dealers ou fournisseurs, opérateurs de téléphonie mobile, banques et établissements de microfinance). Laquelle est en cours de validation au Ministère des Marchés publics ;
- une procédure dérogatoire de paiement est en cours de validation au Ministère des Finances ;
- des conventions de partenariat avec les divers opérateurs économiques concernés et les cahiers de charges subséquents sont en cours de préparation ;
- la mise en route d'ici fin décembre 2020 passant par la vulgarisation du Manuel et du Guichet, etc.

Quelle sera la nature des subventions octroyées par le Guichet producteurs, qui pourra en bénéficier et dans quelles conditions ?

Le Guichet Producteurs délivre trois types de subventions. La subvention en intrants agricoles, c'est-à-dire en engrais, semences/plants et produits phytosanitaires. Celle qui porte sur les équipements et machines agricoles. Enfin, celle qui concerne les infrastructures de soutien à la production.

Il est important de rappeler que le Guichet Producteurs est ouvert à tous les producteurs, sous la double réserve de l'aptitude à cofinancer l'investissement agricole et à s'armer à la technologie digitale. C'est le producteur qui déclenche le processus d'acquisition en mobilisant sa quote-part majoritaire de 60 à 70 %. Le FODECC libère par la suite pour chaque producteur le montant de la subvention à hauteur de 30 à 40%. Il n'y a pas d'appels d'offres, de marchés à passer, ni de stocks à constituer. Plus précisément :

Le potentiel

Les subventions de catégorie 1 sont ouvertes à tous les producteurs de nationalité camerounaise, sans discrimination de genre, d'ethnie, de croyance ou de condition physique. Toutefois, le producteur doit avoir une plantation géolocalisable d'au moins deux hectares et remplir un formulaire d'identification au moyen de l'application smartphone ou PC. Il doit aussi avoir un compte approvisionné dans une banque ou un établissement de microfinance agréé.

Le compte bancaire doit être pourvu d'un montant supérieur ou égal à celui de l'e-bon ou l'e-voucher sollicité pour l'achat des intrants auprès d'un distributeur local. Le compte bancaire peut être approvisionné en espèces ou via un opérateur de monnaie mobile (Orange Money, Mobile Money, YUP, Express Union mobile. Enfin, le producteur ne doit pas être sous le coup d'une sanction, ni avoir épuisé ses droits à une subvention.

Pour ce qui est des conditions de type 2 qui concernent les subventions des catégories 2 et 3, les conditions énoncées ci-dessus doivent systématiquement être remplies. En outre, le producteur doit remplir les conditions d'admissibilité au cofinancement, c'est-à-dire fournir les documents de fonctionnement de l'organisation de producteurs, constituer et tenir à jour année après année, constituer des états financiers annuels et préparer un plan de développement sur 3 à 5 ans. Enfin, il doit préparer et présenter un plan d'affaires fiable. Pour ce type de subventions, deux commissions techniques aux niveaux de l'arrondissement, puis de la Région se prononcent sur la qualité de la demande du producteur ou de l'organisation de producteurs, au vu de son plan d'affaires.

Une fois les appuis reçus, qu'attendrez-vous des bénéficiaires ?

L'objectif de cette innovation dans le subventionnement des filières cacao et café étant l'accroissement



quantitatif et qualitatif de la production, il est souhaitable que les bénéficiaires en prennent toute la mesure afin de jouer convenablement leur partition. Le FODECC attend donc des producteurs subventionnés une utilisation conforme, loyale et bénéfique aux plantations des moyens obtenus et un développement induit de leurs activités afin d'accroître leur production, de pérenniser le système et améliorer leurs conditions de vie. Le FODECC espère également que la subvention aura un réel impact sur les bénéficiaires. Ces attentes devraient être mesurées en terme de satisfaction de ces derniers (augmentation de la production, de la qualité, réduction de la pénibilité du travail, etc.)

Les filières cacao et café ont souvent eu de bons projets et belles initiatives qui n'ont pas toujours permis d'atteindre les résultats escomptés. En quoi est-ce que le Guichet producteurs sera différent des autres mécanismes ?

Il est nécessaire d'indiquer que le nouveau mode de subventionnement est né des leçons tirées des précédentes expériences dont l'inefficacité était globalement tributaire de deux données : la non prise en compte des besoins du bénéficiaire et les coûts exorbitants du fonctionnement des projets.

Par sa structure et ses règles de

fonctionnement, le Guichet producteurs permet de financer directement les producteurs de cacao et café suivant leurs besoins. Il anticipe donc sur ces facteurs d'échecs en impliquant au demeurant financièrement le producteur et en dématérialisant l'essentiel des procédures.

C'est en somme une prime à effort, puisque la subvention est conditionnée par le versement de la quote-part du bénéficiaire. Il y a donc fort à croire que les résultats assignés à ce nouveau mécanisme de financement seront atteints.

Comment allez-vous vous assurer que tous les producteurs du pays s'approprient rapidement ce nouveau mécanisme dont le lancement semble imminent ?

L'une des spécificités des filières cacao et café est leur forte structuration et leur haut niveau de représentation institutionnelle. Cette particularité a favorisé les consultations diverses en amont d'intenses échanges qui ont lieu depuis plusieurs mois entre le FODECC et tous les différents acteurs institutionnels (CICC, GEX) ou strictement privés (Organisations de producteurs).

L'implication technique des administrations déconcentrées du Minader et du MINCOMMERCE viendra parachever le dispositif de représentation spatiale du Guichet producteurs et en assurera une couverture au plan médian national. L'information et la sensibilisation sur le Guichet Producteurs passent par différents canaux dont un atelier de vulgarisation, l'utilisation des différents supports médiatiques, centres d'appels, etc., ainsi qu'une communication continue avec les principaux concernés, ceux auxquels réfère votre question, que nous appellerons désormais les seigneurs de la terre du cacao et du café.

Propos recueillis par la rédaction de Minader INFOS

Les produits phytosanitaires et les appareils de traitement passés au scanner



Gabriel Mbaïrobe prononçant son discours

Au cours de la 30^{ème} session ordinaire de la Commission Nationale d'Homologation des produits Phytosanitaires et Certification des Appareils de Traitement (CNHPCAT) présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, 83 dossiers ont été soumis au secrétariat pour étude et examen. 17 dossiers ont été soumis pour le renouvellement d'homologation, 50 pour homologation, 02 dossiers pour un transfert d'homologation, 8 maintenus en étude sans frais de session, 01 dossier pour ajout d'origine, et 5 appareils de traitement.

Les commissionnaires qui font partie de plusieurs administrations dont le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, le ministère de la Recherche scientifique et de

l'Innovation, le ministère de l'eau et de l'Energie, le ministère de la Santé publique, le ministère du Commerce, le ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales, le ministère de l'Enseignement supérieur et l'Institut de recherches agricoles pour le développement ont statué sur les points ci-après : la recevabilité des dossiers, l'homologation ou la certification d'appareils de traitement, l'autorisation provisoire de vente pour une période déterminée, et le maintien en étude ou alors de rejet de certains produits phytosanitaires. Après délibération, il ressort que, dans la catégorie des produits phytosanitaires, cinquante-deux pesticides ont été homologués. Quinze ont vu leurs homologations renouvelées. Deux pesticides ont bénéficié d'un transfert d'homologation. Un autre a bénéficié d'une nouvelle origine. Pour ce qui est

des appareils de traitement des produits phytosanitaires, seulement cinq ont été certifiés dont quatre en classe B et une en classe A.

La Commission Nationale d'Homologation des Produits Phytosanitaires et Certification des Appareils de Traitement est un instrument stratégique de l'Etat du Cameroun pour implémenter l'agriculture de seconde génération telle que souhaitée par le président de la République Son Excellence Paul Biya. Depuis sa création en 2003, la CNHPCAT a déjà homologué 1180 formulations phytosanitaires pour le contrôle des pestes, et certifié soixante marques d'appareils de traitement, lesquels sont en circulation dans les marchés nationaux et sous régionaux. Ces équipements agricoles contribuent à rendre l'agriculture camerounaise performante et résiliente.

Gervais Ngolembe Ambang

Au centre de la culture de l'ananas !



■ *Longtemps pratiquée par des grands exploitants agricoles, la culture de l'ananas suscite davantage des intérêts particuliers chez les jeunes vivant en milieu rural. Peu à peu, cette activité d'un revenu économique ô combien satisfaisant permet aux paysans de lutter contre la pauvreté.*

Au Cameroun, sept des 10 régions sont dotées d'un climat favorable à l'ananas culture. Ces parties du pays sont caractérisées par une température d'environ 25°C. Mais de fortes proportions sont observées dans les régions du Littoral, du Sud-Ouest, et du Centre. L'ananas est ce fruit qui, consommé frais apporte les vitamines A et B à l'organisme. Sa culture nécessite entre 15 à 18, voire 20 mois selon les variétés, pour passer de la plantation à la récolte.

La culture de l'ananas, longtemps pratiquée dans les régions du Littoral et du Sud-Ouest, s'est plus tard étendue dans la région du Centre, l'un des secteurs fiefs de la culture du Cacao et du Café. Après la chute vertigineuse des prix de ces produits de rente, les habitants

de certaines zones de la région, se sont retournés vers des sources alternatives de revenus, notamment l'exploitation des produits forestiers non ligneux et la culture de l'ananas. C'est le cas de la ville d'Awae. Une commune de la région du Centre, située dans le département de la Mefou-et-Afamba. Ici la majorité des habitants vit de la culture de l'ananas. Les bénéficiaires s'épanouissent, envoient leurs progénitures à l'école, construisent des maisons confortables.

Nous avons rencontré quelques producteurs dans ce département qui nous ont fièrement confié leur passion pour la culture de l'ananas. « Après mes études primaires et secondaires, je n'ai pas pu trouver un emploi en ville. Alors je suis rentré au village. J'ai trouvé que presque toute la population exerçait

dans la culture de l'ananas. J'étais un peu sceptique puisque je pensais que cette activité n'était pas rentable. Puis on m'a montré les maisons de certains producteurs. C'est là que je prends conscience et me lance dans l'activité. Aujourd'hui je ne fais que ça et rien d'autre », confie Raphael M., producteur d'ananas avec un sourire au coin des lèvres. Il est patron d'une plantation d'ananas dans le village de Mengang. C'est vraiment une activité porteuse, et personne ne le nie. « Un hectare d'ananas donne environ 60 mille fruits. Et les prix varient selon la grosseur des fruits. Je les vends à des prix entre 100 et 300 FCFA et mon chiffre d'affaires tourne souvent autour de 16 millions l'année. (...) j'effectue deux récoltes par an », renchérit Raphael M.

Awae est aujourd'hui un carrefour d'écoulement des ananas produits dans le département. En plein sur la Nationale N°10, les usagers ne manquent pas de s'approvisionner surtout qu'ici, pas de carence. Le jeune producteur récolte environ quatre tonnes d'ananas sur cinq hectares de plantation environ. Ces fruits sont vendus à Yaoundé, et dans certains pays de la sous-région de l'Afrique Centrale, car il procède aussi par exportation dans les pays comme le Tchad, la Guinée Equatoriale ou encore le Gabon.

Dans l'activité de l'ananas culture, il n'y a pas que les fruits qui sont d'un grand bénéfice. Les rejets aussi sont très convoités sur le marché. Pour une plantation d'un hectare, Raphael M. récolte environ trois mille têtes de rejets d'ananas qu'il vend à des prix variant entre 100 et 200 FCFA, selon la grosseur du plan.

Pour l'instant Raphaël M. n'a aucun employé sur sa main. Il travaille avec ses six petits frères, qui lui donnent un coup de pouce les weekends et même pendant les vacances. Le plus souvent c'est pendant les périodes de récolte.

Djaoudjaourou

Filière mangue : Rompre avec les techniques de production artisanale

■ *L'ambition du Cameroun est de transformer en quantité et en qualité des milliers de tonnes de ce fruit en jus et confiture.*



Le Cameroun est un pays qui produit en grande quantité ce fruit tropical qu'on dit être le plus consommé au monde après la banane. D'après les données disponibles, plus de 5 millions de tonnes de mangues ont été produites en 2015 dans les six grands bassins que sont le Centre, le Sud, le Littoral, le Nord, le Sud-Ouest et l'Adamaoua.

La mangue est très prisée par les populations. Ce fruit à la chair jaune se consomme frais, il peut être transformé en jus, confiture, et même utilisé dans la cosmétique. Ce qui n'est pas présentement le cas au Cameroun, du moins à une échelle industrielle. C'est la même chose avec la transformation et l'entreposage qui sont aussi à un stade artisanal, surtout que dans la plupart des cas, l'opération est menée sans respect de la norme technique exigée.

Il est indiqué que les mangues doivent être entreposées dans un lieu propre pour éviter toute contamination et décomposition, aussi, nettoyez les pièces où seront entreposées les mangues

pour éviter toute infestation par des organismes nuisibles et des rongeurs.

Rompre avec cette technique de production artisanale, c'est la nouvelle vision du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaïrobe depuis son arrivée à la tête de ce département ministériel le 04 janvier 2019, vision orientée vers l'amélioration des techniques de production et de commercialisation de la mangue camerounaise.

Les partenaires techniques bilatéraux ont compris le bien-fondé de cette politique innovante portant sur l'amélioration de la production et de commercialisation de la filière mangue mise en place par le Minader et s'engagent à l'accompagner. Ces partenaires bilatéraux sont l'Allemagne et Israël.

En février 2019, l'Allemagne et Israël ont signé un mémorandum d'entente avec le Minader pour l'amélioration des techniques de production et de commercialisation de la mangue. En termes d'appui, il s'agit pour ces deux pays d'accompagner les agriculteurs

et les petits exploitants avec des techniques innovantes dans la culture de la mangue pour qu'ils améliorent leur productivité et leurs revenus. La démarche s'articule autour de trois composantes : le renforcement des capacités à travers la démonstration des méthodes innovantes, la conduite de la transformation locale, ainsi que l'amélioration du marketing. Deux régions ont été choisies pour abriter la phase pilote, à savoir le Centre et l'Adamaoua. A terme, le projet s'étendra au Nord du pays. Il faut noter que c'est l'Ecole pratique d'agriculture de Binguéla (Epab) qui abrite les infrastructures du projet.

Des résultats attendus de ce projet, des tonnes de mangues généralement bio qui pourrissent souvent en période de saison de mangues vont être récupérées afin d'être transformées en quantité et qualité en jus, confiture... Des mangues, qui de l'avis de Gabriel Mbaïrobe, seront susceptibles d'être consommées au plan national et exportées tout au long de l'année vers les pays voisins et en Europe.

Djaoudjaourou

28,589 milliards de FCFA pour le Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA)

■ *L'accord de financement a été co-signé par le MINEPAT et le président du FIDA*

06 ans. Telle est la durée de cette deuxième phase du PADFA II dont le maître d'ouvrage est le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. L'objectif de cette phase est d'accroître durablement les revenus et la résilience des exploitations agricoles familiales productrices de riz et d'oignons, dans les quatorze départements ciblés des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun. 216 600 ménages sont les bénéficiaires directs de ce projet dont les partenaires techniques et financiers sont le FIDA, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et les coopératives agricoles.

Pour Alamine Ousmane Mey, le PADFA II permettra d'accroître l'offre nationale par la production de 118 000 tonnes de riz et de 11 000 tonnes d'oignons en moyenne par an. Il s'agira particulièrement d'aménager 2 570 ha dont 370 ha de la première phase, 1 600 ha de nouveaux sites rizicoles et l'équipement de 600 ha dans les zones d'oignons. En plus, le projet ambitionne d'équiper 19 magasins issus du PADFA I et de construire 26 nouveaux magasins de stockage de riz, dont 14 équipés de décortiqueuses. Six unités d'étuvage seront réalisées. Le PADFA II vise aussi la mise en place de 28 bâtiments bioclimatiques de conservation d'oignons et 5 unités de transformation d'oignons. A cela s'ajoutent l'accompagnement de 111 coopératives dont 25 anciennes, dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'affaires et plans de développement.

Il est à signaler que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et celui en charge de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, ont assisté aux échanges



Gabriel Mbairrobe et Alamine Ousmane Mey

par visio-conférence entre le Ministre de l'Économie et le Président du FIDA. Alamine Ousmane Mey a d'ailleurs salué le partenariat fructueux entre cette organisation internationale et le Cameroun, notamment dans la riposte anti-coronavirus dans le secteur du développement rural dans notre pays. La 2^{ème} phase du PADFA constitue la toute première opportunité accordée par le FIDA dans le cadre de sa coopération avec le Cameroun. PADFA II intervient après le succès de la phase I qui s'est achevée le 31 décembre 2017 et dont la clôture a eu lieu le 31 juillet 2018. Cette première expérience a permis l'amélioration de la productivité des filières riz et oignon. Les rendements sont passés de 3,5 tonnes à 5 tonnes par hectare pour le riz de bas fond et de 12,42 à 18 tonnes par hectare pour l'oignon. Il y a également l'accroissement de la production du riz dont le taux a augmenté de 161,2 % en cinq ans, passant de 8 700 tonnes en 2013 à 22 722 tonnes en 2017. L'on a aussi fait état de l'augmentation de la production de l'oignon

de 91,6 %, la réduction des pertes post-récoltes, l'amélioration des capacités de stockage, de conservation grâce à la construction de 23 magasins d'une capacité globale de stockage de 4 128 tonnes pour le riz paddy et de 630 tonnes pour l'oignon bulbe, et l'augmentation du revenu moyen de 70,7 % pour les producteurs de riz et de près de 300 % pour les producteurs d'oignon. D'autres données de PADFA I indiquent que 1 305 organisations paysannes ont été soutenues, dépassant l'objectif de 1 190. L'utilisation des semences améliorées a été adoptée sur 100 % des terres consacrées à la riziculture et sur 83 % de celles consacrées à la culture de l'oignon.

Globalement, le PADFA II envisage d'augmenter la production des filières-cibles, d'améliorer la conservation, la transformation et la mise en marché des productions, de renforcer la résilience et les capacités techniques et organisationnelles des producteurs des filières-cibles, et d'améliorer la situation nutritionnelle des ménages.

Djaoudjaourou

Enable Youth Cameroon getting back on track...

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development (Minader), Mr. Gabriel MBAIROBE, and the Country Representative of International Institute of Tropical Agriculture (IITA) Yaounde - Cameroon, Dr. MASSO Cargèle, signed the Amendment to the Agreement related to the vocational training of youth in agricultural entrepreneurship and Agri-business (ENABLE Youth Cameroon) on October 30th, 2020. The event took place in the Conference Hall of Minader in Yaounde in the presence of partners, agricultural stakeholders, and the press.*

With this Amendment, the State of Cameroon, through Minader in its capacity as contracting authority of the Agricultural Value Chain Development Project (AVC_DP) and IITA reaffirm their commitment to pursue more intensively the implementation of the key activities of the Programme which is the component 3 of the AVC_DP. This Amendment also improves the basic management conditions of the YABICs (Youth Agri Business Incubation Centres) and puts the Programme back on track, thus giving IITA independence in the management of the programme, particularly in the judicial and administrative domains. It is important to point out that the ENABLE Youth Cameroon Pro-



Exchange of folders

gramme has suffered financial constraints for several months which has impacted the progress of the incubation and led to the slowdown of key activities in the Incubation Centres. It is therefore to remove all the pitfalls hindering the implementation of the Programme that the Amendment signed on October 30, 2020 was formulated.

The signing of this Amendment marks the resumption of activities without delay. As a matter of fact, once the Aspiring Agripreneurs are mobilised and after all stakeholders are informed, it is essential to set a conducive environment for smooth collaboration involving all actors and stakeholders. A corrective plan to get the train back on track and a six (6) month contingency plan have been drawn up to guarantee smooth continuity and the achievement of the programmes objectives.

In addition to the production of

these operational documents, the Program Coordination Unit will hold participatory meetings with the managers of the host institutions of the YABICs in order to offer better living conditions to Aspiring Agripreneurs. The Coordinators of the YABICs, who are the administrative managers of incubation centers, and Aspiring Agripreneurs, who are the essence of the Programmes must therefore be the key target in the communication system.

This amendment will restore serenity and permit the completion of the incubation cycle of the first batch within the next six months and finalise the recruitment process for the second batch. In the next future, the AAs and the EYC project team as a whole, will be working at an accelerated pace to wrap-up with the incubation process of the first batch mindful of the delays, in order to proceed with the second.

Mireille Diyani



Un robot en action dans une entreprise agricole

Et si on digitalisait notre agriculture ?

■ *C'est en tout cas l'une des priorités majeures du ministre Gabriel Mbäïrobe.*

Imaginez une agricultrice de Guidiguis dans l'Extrême-Nord du Cameroun, branchée aux technologies de l'information et de la communication. Imaginez un producteur agricole de Melong au Littoral du pays, connecté aux nouvelles technologies digitales. etc. Imaginez une digitalisation de l'agriculture généralisée au Cameroun, un pays où 62 % de la population vit grâce à la culture de la terre et ses merveilles.

Tous les experts agricoles du monde entier sont unanimes : la numérisation de l'agriculture est une occasion en or pour les pays en voie de développement comme le Cameroun. Grâce à la digitalisation de l'agriculture, il est aisé d'accéder aux dernières informations agricoles, de les stocker, les transférer, les analyser et leur

donner du sens. En même temps, les innovations technologiques rendent moins pénibles les tâches quotidiennes dans les plantations. Du coup, l'agriculture est facilement transformée en secteur rentable, le travail est plus décent, la croissance économique est au rendez-vous et la faim est anéantie. C'est l'une des préoccupations majeures du Ministre Gabriel Mbäïrobe, lui qui est obsédé par les questions agricoles. Pour lui, il faut digitaliser à tout prix l'agriculture camerounaise, car « la digitalisation agricole permet aux paysans de l'arrière-pays sans accès à un système bancaire, d'effectuer ou de recevoir de l'argent gagné grâce à leurs efforts aux champs ». En plus, par le biais des smartphones, ces travailleurs ont la possibilité d'être au courant des pratiques agricoles efficaces, des récentes innovations agricoles, via les services de messageries et des réseaux sociaux. Numériser son agriculture donne accès à de multiples avantages : amélioration de la qualité des plants agricoles à travers le travail avancé des drones, adaptation à la météo, augmentation de la productivité, accès

rapide aux marchés et aux différents prix, inclusion financière, offres de services multiples et rapides, meilleure préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, etc.

Dans un contexte où 40 % de la population mondiale a accès à internet, certains chercheurs estiment qu'en Afrique subsaharienne, plus de 70 % des jeunes agriculteurs de moins de 35 ans disposent des téléphones portables leur permettant de commercialiser leurs produits à travers les réseaux sociaux, sans avoir besoin de se déplacer comme auparavant. La digitalisation est créatrice de nombreux emplois. Elle permet même à l'agriculture de redevenir un métier plus attractif et combat l'exode rural, réduisant ainsi de ce fait le nombre de jeunes dégoûtés par la campagne et souvent attirés par la ville, à la recherche d'une vie meilleure.

Rendre le rêve possible

Seulement, en près de 60 ans d'indépendance, la majorité des pays africains peine à passer de l'agriculture archaïque (houe, machette, etc.) à l'agriculture moderne. Selon un rapport du Centre technique pour l'agriculture et la coopération rurale Afrique Caraïbes Pacifique-Union Européenne, la digitalisation de l'agriculture en cours en Afrique ne représente que 6 % de son potentiel. Or, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture est convaincue que l'innovation technologique agricole constitue la quatrième révolution industrielle ou Industrie 4.0, une opportunité énorme de développer l'agroalimentaire mondiale qui compte plus de 570 millions de petites exploitations agricoles. Un secteur essentiel pour le bien-être et l'emploi des habitants de la terre.

Mais, la digitalisation de l'agriculture n'est pas la seule baguette magique capable d'améliorer la vie agricole. Il faut associer à cela les meilleures infrastructures physiques (routes, électricité et connexion internet) et surtout les infrastructures humaines les plus indispensables (détection des talents, alphabétisation et éducation numérique, culture de l'entrepreneuriat). Cela passe par une volonté ferme, sincère et positive des organisations internationales, des dirigeants d'entreprises, des politiques et des citoyens. Un tel scénario passe évidemment par un changement radical des mentalités.

Djaoudjaourou

Le Projet d'appui au développement des filières agricoles, phase II sur les rails !

■ Après la signature de l'accord de financement entre le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et le président du FIDA le 25 septembre 2020, le ministre Gabriel Mbaïrobe s'est rendu personnellement à Maroua, pour procéder au lancement officiel de la phase II du PADFA.

Le PADFA II a été porté sur les fonds baptismaux à Maroua. C'était à la faveur de la cérémonie de lancement officiel des activités de ce Projet par le patron de l'Agriculture et du Développement rural du Cameroun, Gabriel Mbaïrobe. Il était question d'informer les acteurs, les intervenants, les bénéficiaires, ainsi que les partenaires techniques et financiers du démarrage effectif des activités de Padfa II. Durant la première phase de ce projet qui s'est étalée sur une période de sept ans, 11,7 milliards de F CFA ont été injectés dans les deux filières que sont le riz et l'oignon, ce qui a conduit à l'amélioration substantielle du revenu des producteurs dans les 11 départements touchés. Il était donc de bon ton que le Projet bénéficie d'une seconde phase. Ce qui a été fait. Pour cette nouvelle phase, quatre régions sont ciblées par le Projet. Il s'agit de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Nord et de l'Extrême-Nord. Les bénéficiaires ont témoigné des acquis du Padfa I devant le ministre. C'était également une occasion en or pour ces derniers de revenir sur les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Au chapitre de ces



La Coordinatrice nationale du PADFA II remettant sa présentation au ministre

difficultés, figurent en bonne place le stockage.

Pour cette deuxième phase, c'est une enveloppe de 33,3 milliards de F CFA qui est mobilisée pour une durée de six ans. Cette enveloppe couvre le montant de l'accord de financement entre le Cameroun et le Fida (78,33%), Global Environment Facilities (3,33%), Gouvernement du Cameroun (14,5%), Bénéficiaires (3,5%), FAO (0,34%). Pour Hélène Marigoh, coordinatrice nationale du PADFA II, il est attendu, entre autres, la réalisation des aménagements hydroagricoles sur 2570 hectares dont 1970 hectares pour le riz et 600 hectares pour l'oignon ; l'appui à la structuration des filières ; l'appui à la commercialisation et à l'accès à la diversité alimentaire. Les principaux critères de sélection sont le dynamisme des organisations demandeuses de l'encadrement du PADFA II, et la représentativité des femmes et des jeunes dans ces groupes. Pour bénéficier des

appuis du PADFA II, les organisations des producteurs devront par ailleurs mobiliser une contribution de 10% des appuis demandés.

La veille de la cérémonie de lancement des activités de Padfa II, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a profité de sa visite de travail dans la région de l'Extrême-Nord, pour se rendre à Gazawa et à Mokong. A Gazawa, il a visité les champs d'oignons. A Mokong, il a inauguré un magasin de stockage et de conservation des produits issus de la culture de l'oignon. C'était une occasion pour lui d'interpeller les agriculteurs à faire preuve d'un grand dynamisme pour la relance du secteur. Deux jours durant, Gabriel Mbaïrobe a situé l'agriculture dans la région de l'Extrême-Nord comme un véritable levier du développement économique de la région, mais aussi du Cameroun tout entier.

Djaoudjaourou

La fraisculture : Une culture en pleine expansion au Cameroun

■ *Longtemps cultivée en occident, la production de la fraise prend de plus en plus corps au Cameroun.*

D'un goût particulièrement sucré, avec une légère arrière saveur acide, nombreux sont ceux qui consomment ce fruit sans toutefois connaître l'origine de sa production. Rendu dans un supermarché à Yaoundé, Minader Infos a effectué un petit sondage. Bonjour madame, savez-vous où sont produites les fraises que vous venez d'acheter ? « Bah c'est évident qu'elles soient cultivées en Europe » souffle Alice Tchatiga qui n'a complètement pas tort. En réalité, ce qu'elle ne s'en doute pas, c'est que, une bonne quantité des fraises achetées dans les surfaces commerciales est désormais produite localement.

Et si on vous disait que les fraises que vous tenez dans vos mains sont cultivées au Cameroun ? « Waouh ! C'est tout simplement encourageable. En plus il n'y a pas une grande différence avec celles de l'Europe. » lance-t-elle avec un air agréablement surpris.

Eh bien ! C'est une réalité. La fraise se cultive déjà sur le sol camerounais. Cette activité agricole est tellement rentable que certains jeunes entrepreneurs commencent déjà à y injecter des fonds propres. C'est le cas de Ndongo Borris, entrepreneur agropastoral.

Borris occupe une parcelle de terrain de 1200m² à Obala (département de la Lékié dans la région du Centre) où il est originaire. Ici, le jeune entrepreneur d'environ 25 ans a aménagé une serre dans laquelle il effectue une opération de multiplication des plants de fraisiers. A l'intérieur, les fragaria vesca sont disposés suivant un alignement et espace précis afin de prélever les stolons (rejet de fraisiers). Ces derniers mis en terre produiront eux aussi plus tard. « Nous procédons par la culture



Ndongo Borris, jeune fraiseur

sous serre afin de protéger les plants contre l'excès d'humidité. En fait le fraisier évolue rapidement et avec moins de contraintes dans les espaces assez ensoleillés. Déjà que ces plantes possèdent des poils qui leurs confèrent cette particularité d'absorber l'humidité ambiante autour d'elles. » explique Borris.

Réussir la culture de la fraise, passe par un suivi strict. Le serre est équipé d'un système d'irrigation goutte à goutte qui alimente les plants en eau. Cette option est activée une fois par semaine pendant 30 minutes. « Si vous mettez un plant de fraisier prématuré dans votre jardin sans appliquer un certain nombre de méthodes, vous n'obtiendrez rien. Pour que le fraisier atteigne la maturité et résiste pendant les conditions pluviales, il doit d'abord évoluer dans un espace bien ensoleillé. C'est pour cela que nous utilisons une serre. Passer cette étape, ils peuvent être replantés à l'air libre. » précise le jeune entrepreneur.

Format économique de la fraisculture

Actuellement, les grands bassins de production de la fraise au Cameroun sont Bafoussam, Koutaba, Buea, Obala,

et bientôt Ngaoundéré. La récolte de la fraise s'effectue selon les variétés de fraisiers. L'on a des récoltes qui se font après deux semaines, une fois par mois ou encore après 6 mois. En moyenne, un fraisier produit deux fois par an. Le kilogramme de fraise coûte 10 000 FCFA. Le nombre de fruits par kilogramme varie entre 50 à 60 selon la grosseur. Un hectare de fraisiers peut donner jusqu'à 40 à 60 tonnes de fraises voire plus.

La fraise est un fruit très périssable. Par conséquent, après la récolte, le refroidissement immédiat, le stockage à 0 °C, la pré-

vention des dommages physiques aux fruits, et le transport avec des doses élevées de dioxyde de carbone sont des méthodes employées par les fraiseurs. En outre, il faut prendre soin d'éliminer les fruits malades ou blessés lors de la récolte pour éviter qu'ils ne contaminent les fruits sains voisins. La méthode conservant l'intégrité nutritionnelle d'une fraise restera toujours la consommation immédiate après la récolte. C'est pourquoi, les producteurs vendent sur commande. Les gros clients sont alors les grands supermarchés comme Carrefour, Casino, Santa Lucia (sans publicité). À côté de ceux-ci, se manifestent d'autres clients, notamment les fabricants de vin de fraise, les pâtisseries, les fabricants de yaourts et de crèmes. La demande est si forte que les producteurs actuels ne satisfont pas toujours, même comme ils lorgnent déjà le marché sous régional. Heureusement que Gabriel Mbairrobe accorde une attention particulière à la fraisculture en début d'expansion dans notre pays. Il n'a de cesse de rappeler l'exemple du Sénégal qui est déjà avancé dans cette culture. Vivement que la mayonnaise prenne !

Djaoudjaourou



SODECOTON



Société de Développement du Coton du Cameroun
*Le MINADER et La SODECOTON, résolument tournés vers
l'agriculture de seconde génération, pour un développement durable.*



Siège social: GAROUA
Tél: (237) 22 27 10 80
Fax: (237) 22 27 17 27

Délégation: YAOUNDE
Tél: (237) 22 20 19 72
Fax: (237) 22 20 19 72

Délégation: DOUALA
Tél: (237) 699 99 66 94
Fax: (237) 33 42 46 03

Correspondant en FRANCE
Tél: 01 42 99 53 00
Fax: 01 43 59 54 54
Tél: 644820 E

Pamol Plantation PLC

*Quality finished Products and Proven Planting Materials
Produced through stringent Quality Control procedures*

Crude Palm Oil

Our Palm oil is
Specially Favoured for
Domestic Consumption
and Attractive for
Industrial Use



Rubber

Planted within the
Mount Cameroon
area, our latex is
of very high
quality



Oil Palm seeds

We Guarantee Highest
Level of Seed Purity,
Precocity and sustained
Yield, Resistance to
Vascular Wilt and very
High Oil Content



Supported by a solid Research
Programme developed using the
internationally Recognised Recurrent
Selection Breeding Scheme



**Pamol Laundry Soap is
Highly Solicited for
his Durability and
Excellent Detergence**



CAMEROON

Head Office : Lobe Oil Estate, PMB. 3 Ekondo Titi, South West Region Cameroon
Tel. : +237 77 11 12 47 Fax : +237 77 99 15 97 ;
e-mail : pamol-ibe@pamol-plantation.com; web: www.pamol-plantations.com